

Cahier des charges

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES DOS D'ÂNE, DES AVANCÉES DE TROTTOIR ET DES FOSSES DE PLANTATION AINSI QUE DES SECTIONS DE TROTTOIRS SUR DIVERSES RUES DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD.

Appel d'offres public n° 1137

Mailin Diaz Molero ing. M. Ing.
2023-11-10

Mailin Diaz Molero, Ingénieure – 138163
Chargé de projet, Ville de Montréal

23 novembre 2023

Révision N°	Date	Description	Préparé par :

Arrondissement de Montréal-Nord Direction des services administratifs 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES	Appel d'offres public N° 1137 Exécution de travaux 14_cahier_charges_20210830
---	---	--

Avis public d'Appel d'offres

VILLE DE MONTRÉAL

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Des soumissions, sont demandées et devront être reçues, avant **11 h 00**, à la date ci-dessous, à l'adresse suivante: Mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord, 4243, rue de Charlevoix, Montréal-Nord, (Québec) H1H 5R5, au Bureau d'accès Montréal, à l'attention du secrétaire d'arrondissement de Montréal-Nord, M. Marc-Aurèle Aplogan pour :

Catégorie :	Travaux de construction
Appel d'offres :	1137
Titre de l'appel d'offres :	<i>Travaux de construction des dos d'âne, des avancées de trottoir et des fosses de plantation ainsi que des sections de trottoirs sur diverses rues de l'arrondissement de Montréal-Nord.</i>
Date d'ouverture :	20 décembre 2023
Dépôt de garantie :	10 % de la valeur de la soumission
Renseignements :	Pour toute question s'adresser à : appelsdoffres.mtl nord@montreal.ca
Documents :	Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 23 novembre 2023.
Visite supervisée des lieux :	<input checked="" type="checkbox"/> N/A. ou <input type="checkbox"/> Oui, obligatoire :

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la mairie de l'arrondissement de Montréal-Nord, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelques natures que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Fait à Montréal, le 23 novembre 2023..

Le secrétaire d'arrondissement,
Marc-Aurèle Aplogan

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le mandat du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal est de surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée, de façon à prévenir les manquements à l'intégrité et de favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière d'octroi et d'exécution des contrats.

**Faites une différence en signalant au Bureau de l'inspecteur général
une irrégularité en matière contractuelle ou un manquement à
l'éthique.**

Par formulaire en ligne

www.bigmtl.ca/signalement-denonciation/formulaire-de-denonciation/

Par courriel

big@bigmtl.ca

Par téléphone

514 280-2800

Par télécopieur

514 280-2877

Par la poste ou en personne

1550, rue Metcalfe
Bureau 1200, 12^e étage
Montréal (Québec) H3A 1X6

Visitez le site web pour plus d'informations

www.bigmtl.ca/

Arrondissement de Montréal-Nord Direction des services administratifs 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	AVIS DE DÉSISTEMENT	Appel d'offres public N° 1137 Exécution de travaux 14_cahier_charges_20210830
--	--------------------------------	---

Numéro d'appel d'offres : 1137

Titre de l'appel D'OFFRES :

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES DOS D'ÂNE, DES AVANCÉES DE TROTTOIR ET DES FOSSES DE PLANTATION AINSI QUE DES SECTIONS DE TROTTOIRS SUR DIVERSES RUES DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD.

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner le plus tôt possible à l'adresse suivante courriel:

appelsdoffres.mtl nord@montreal.ca

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges <ul style="list-style-type: none"> Le devis technique est trop spécialisé. 		
Délai de soumission et d'octroi <ul style="list-style-type: none"> Les délais de la Soumission sont insuffisants. La période de soumission ne convient pas au Soumissionnaire. Longs délais d'octroi de la part de la Ville. 		
Produit ou service <ul style="list-style-type: none"> Le Fournisseur est Sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance Produit ou service non offert. Spécifications demandées non rencontrées. 		
Délai de livraison <ul style="list-style-type: none"> Délais de livraison hors d'atteinte. Les Fournisseurs ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu. 		
Carnet de commandes <ul style="list-style-type: none"> Le carnet de commandes du Soumissionnaire est complet présentement. 		
Garanties <ul style="list-style-type: none"> Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée. Difficulté à obtenir la garantie requise. 		
Autres		

(Nom de l'entreprise)

(Signature du représentant de l'entreprise)

(Date)

Arrondissement de Montréal-Nord Direction des services administratifs 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	TABLE DES MATIÈRES	Appel d'offres public N° 1137 Exécution de travaux 14_cahier_charges_20210830
--	-------------------------------------	--

Table des matières

	PAGE
AVIS PUBLIC D'APPELS D'OFFRES	ii
BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL	iii
AVIS DE DÉSISTEMENT	iv
	NOMBRE TOTAL DE PAGES
SECTION I – INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES	27
SECTION II – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES	72 + Annexes
SECTION III – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	14
SECTION IV – FORMULAIRE DE SOUMISSION	7
SECTION V – DOCUMENTS TECHNIQUES NORMALISÉS	1314
SECTION VI – ANNEXES	11
1. Liste de rappel des documents à joindre à la soumission	
2. Liste des sous-contractants,	
3. Formulaire « Équipement et outillage »	
4. Gabarit d'étiquette de retour	
SECTION VII – DOCUMENTS TECHNIQUES SPÉCIALES	10
SECTION VIII – LISTE DES PLANS	7

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charlevoix
Montréal (Québec) H1H 5R5

SECTION I
INSTRUCTIONS AUX
SOUSSIONNAIRES

Appel d'offres public
N° **1137**
Exécution de travaux
14_cahier_charges_20210830

SECTION I

INSTRUCTIONS AUX SOUSSIONNAIRES

Section à NE PAS retourner

Cahier des Instructions aux soumissionnaires

Exécution de travaux

Mode d'adjudication : Plus bas soumissionnaire conforme.

Date d'émission : 11 septembre 2023

Le texte comportant une ligne verticale en marge est un nouveau texte ou un texte modifié par rapport à la version précédente du document

Modificatif n°	Date	Description	Préparé par
-	-	-	-

TABLE DES MATIÈRES

1	DÉFINITION	3
2	CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉPARATION DE LA SOUMISSION.....	4
2.1	OBTENTION DU CAHIER DES CHARGES	4
2.2	FRAIS DE SOUMISSION	4
2.3	EXAMEN DU CAHIER DES CHARGES ET VISITES DES LIEUX	4
2.4	MODIFICATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES À L'APPEL D'OFFRES	5
2.5	CARACTÉRISTIQUES DESCRIPTIVES ET ÉQUIVALENCE	6
2.6	PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION	7
2.7	SIGNATURE DE LA SOUMISSION	8
2.8	ENVOI ET RÉCEPTION DES SOUMISSIONS	8
2.9	AVIS DE DÉSISTEMENT	8
2.10	DOCUMENTS DE GARANTIE À FOURNIR AVEC LA SOUMISSION	8
2.11	CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ	10
2.12	RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE.....	12
2.13	CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE	13
3	CONDITIONS RELATIVES À LA SOUMISSION	15
3.1	ACCEPTATION DES SOUMISSIONS	15
3.2	SOUMISSION PRÉSENTÉE PAR UN CONSORTIUM.....	15
3.3	ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE ET APTITUDE À SOUMISSIONNER.....	15
3.4	RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	15
3.5	RETRAIT OU MODIFICATION DES SOUMISSIONS.....	16
3.6	PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS	16
3.7	ABSENCE DE CONTRAT	16
3.8	CONTRAT À PRIX UNITAIRES	16
3.9	CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE.....	18
3.10	FORMATION	19
4	REJET AUTOMATIQUE D'UNE SOUMISSION	20
5	DURÉE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS	21
6	ANALYSE DES SOUMISSIONS	22
7	DÉFAUT	23
8	REMISE DES GARANTIES	24
9	CONFIDENTIALITÉ DES SOUMISSIONS	25
10	LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES	26
11	PROCÉDURE SUR LA RÉCEPTION ET L'EXAMEN DES PLAINTES	27
11.1	PROCÉDURE DE GESTION DES PLAINTES.....	27
11.2	RÈGLES DE PRÉSENTATION D'UNE PLAINTÉ	27

1 DÉFINITION

Dans le présent document, lorsque les termes ci-dessous comportent une majuscule, ils ont le sens qui est défini à l'article 1 - Définitions - du Cahier des clauses administratives générales.

2 CONDITIONS RELATIVES À LA PRÉPARATION DE LA SOUMISSION

2.1 OBTENTION DU CAHIER DES CHARGES

Le Soumissionnaire doit se procurer le Cahier des charges sur le SEAO, en acquittant les frais exigés, s'il en est. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents. À défaut pour un Soumissionnaire de s'être procuré lui-même le Cahier des charges via le SEAO, sa Soumission est rejetée. Le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Soumissionnaire figurant sur la Soumission doit être le même que celui fourni pour se procurer le Cahier des charges sur le SEAO.

2.2 FRAIS DE SOUMISSION

2.2.1 Le Soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement pour les frais encourus pour l'obtention du Cahier des charges, la préparation et la présentation de sa Soumission ou pour la fourniture de renseignements ou de documents complémentaires demandés par le Responsable de l'Appel d'offres.

2.3 EXAMEN DU CAHIER DES CHARGES ET VISITES DES LIEUX

2.3.1 Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles il s'engage dans le Contrat et des risques inhérents aux travaux qu'il doit exécuter, le Soumissionnaire doit notamment

- a) étudier soigneusement le Cahier des charges ainsi que tout autre écrit ou toute Norme auxquels la Ville réfère dans ce dernier;
- b) vérifier les lieux accessibles au public où les travaux doivent être exécutés ou, lorsque ces lieux ne sont pas accessibles au public, prendre rendez-vous auprès du Responsable de l'Appel d'offres pour les vérifier;
- c) faire un examen complet de la nature et de l'état des lieux où les travaux doivent être exécutés et à proximité de ceux-ci, notamment des bâtiments, des constructions et des ouvrages souterrains accessibles et indiqués sur les plans;
- d) recueillir et vérifier tous les éléments et renseignements pertinents à l'exécution des travaux, notamment auprès des entreprises propriétaires des Réseaux techniques urbains (RTU);
- e) évaluer les conditions générales de travail, d'entreposage et d'accès aux lieux.

2.3.2 Tous les renseignements fournis relativement aux structures et aux Réseaux techniques urbains (RTU) existants le sont à titre d'information seulement à des fins de soumission et non de construction. Leur position est approximative.

2.3.3 Le Soumissionnaire doit inclure aux articles appropriés de la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission tous les coûts liés aux Réseaux techniques urbains (RTU) et occasionnés par leur présence.

2.3.4 Le Soumissionnaire doit, de plus, signaler à la Ville sans délai toute erreur, omission ou inexactitude dans le Cahier des charges, qu'il décèle ou qu'il aurait dû déceler, compte tenu de son expérience ou de son expertise.

2.3.5 Visite supervisée des lieux

Le statut de la visite indiquée ci-dessous s'applique au présent Appel d'offres.

Aucune visite supervisée des lieux par la Ville n'est prévue pour cet Appel d'offres.

Lorsqu'une visite est requise, le Soumissionnaire doit prendre rendez-vous selon les modalités suivantes :

- Dates des visites :
- Horaire :
- Date limite pour prendre rendez-vous :
- Pour rendez-vous :

2.3.6 Le Soumissionnaire doit avoir pris connaissance du Cahier des charges avant la visite. La personne qui fait visiter le Soumissionnaire n'est en aucun cas autorisée à répondre aux questions afin d'expliquer la portée des travaux ou les contraintes relatives au projet. Toute question doit être posée selon les modalités prévues à la section 2.4 Modifications et communications relatives à l'Appel d'offres.

2.3.7 Le Soumissionnaire ou son représentant qui se présente à la visite doit respecter les exigences au niveau de la sécurité sur les lieux en portant, si requis, des équipements de protection individuelle tels que bottes, casques, dossard, harnais et lunettes.

2.4 MODIFICATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES À L'APPEL D'OFFRES

2.4.1 S'il y a lieu de clarifier ou de modifier l'Appel d'offres, la Ville émettra un Addenda.

2.4.2 Le Soumissionnaire est invité à poser toute question ou à faire toute demande de clarification sur l'ensemble des Documents d'Appel d'offres. Toute question ou demande de clarification de la part d'un Soumissionnaire doit être acheminée par courriel, en spécifiant le numéro et le titre de l'Appel d'offres, au responsable de l'appel d'offres.

2.4.3 En déposant une Soumission, son signataire atteste avoir reçu tous les Addendas publiés par la Ville sur le système SEAO.

2.4.4 Aucun renseignement relatif à l'Appel d'offres n'est opposable à la Ville, à moins d'avoir été fourni au moyen d'un Addenda.

2.4.5 Toute question concernant le Cahier des charges susceptible d'avoir une incidence sur le prix des soumissions doit être soumise par écrit à l'adresse courriel indiquée à l'article 2.4.6 ci-dessous, au moins 10 Jours calendrier avant l'ouverture des Soumissions.

- 2.4.6 Les Soumissionnaires sont priés de noter que toutes les questions (techniques, administratives ou de toute autre nature) concernant le Cahier des charges doivent être soumises par écrit, selon les délais prévus, au Responsable de l'Appel d'offres à l'adresse courriel suivante :

Nom du Responsable de l'Appel d'offres : Ahmed Yasmi

Adresse courriel : appelsdoffres.mtl nord@montreal.ca

- 2.4.7 Toute question ou communication concernant le comportement du Responsable de l'Appel d'offres ou l'intégrité du processus d'octroi du Contrat doit être adressée au bureau de l'inspecteur général ou au contrôleur général de la Ville

2.5 CARACTÉRISTIQUES DESCRIPTIVES ET ÉQUIVALENCE

Dans le présent appel d'offres, puisqu'il est impossible de décrire certaines spécifications techniques en termes de performance ou d'exigence fonctionnelle, veuillez noter que, lorsque des caractéristiques descriptives tels que des marques et modèles sont mentionnées pour décrire un produit dans les devis techniques, les documents normalisés ou les plans, elles doivent être considérées à titre d'exemple seulement et que sera considérée conforme toute équivalence à ces caractéristiques.

Toute demande d'équivalence doit comprendre une fiche descriptive du produit proposé ainsi que toute autre information pertinente. La demande doit être suffisamment documentée pour que la Ville soit en mesure de l'évaluer. Il est de la responsabilité du Soumissionnaire de faire la preuve de l'équivalence et de se conformer au processus prescrit par la Ville à cet effet.

Tous les frais associés à la démonstration de l'équivalence sont à la charge du Soumissionnaire.

Toute demande d'équivalence doit être adressée au responsable désigné de l'appel d'offres au moins 10 jours avant l'ouverture des soumissions. Lorsque l'équivalence est acceptée, la Ville rend sa décision en émettant un addenda. Seules les équivalences qui ont été autorisées par addenda sont considérées par la Ville au moment de l'étude de la conformité des soumissions. Toute décision quant à une équivalence est à l'entière discrétion de la Ville.

Lorsque, pour des raisons de compatibilité ou d'interopérabilité, aucune équivalence n'est possible pour un élément spécifique, une mention à cet effet est incluse dans les documents d'Appel d'offres.

2.6 PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

- 2.6.1 La Soumission doit être présentée sur le Formulaire de Soumission officiel fourni, accompagné de toutes ses annexes et de tous les autres documents exigés aux Documents d'Appel d'offres.
- 2.6.2 La Soumission doit contenir toutes les informations demandées par la Ville, présentées selon les exigences de la Ville. La soumission ne doit contenir aucune autre condition que celles stipulées par la Ville et, le cas échéant, toute telle condition sera réputée non écrite.
- 2.6.3 Toute rature faite sur le Formulaire de soumission doit être paraphée par le signataire de la Soumission.
- 2.6.4 Les exemplaires de la Soumission requis sont les suivants :
- a. Un (1) exemplaire papier réputé être l'original, non relié;
 - b. Deux (2) copies papier de l'original, non reliées, portant la mention « copie »;
 - c. Une (1) copie électronique non verrouillée des originaux papiers en format PDF et une (1) copie de la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission en format Excel, le tout déposé sur une clé USB et placé dans l'enveloppe de soumission.
 - d. La clé USB doit être clairement identifié(e) au nom du Soumissionnaire avec le No de l'Appel d'offres (SEAO). En cas de divergence entre le document papier et le document électronique, le document papier réputé être l'original a préséance.
- 2.6.5 Au moment de compléter le Formulaire de soumission, le Soumissionnaire :
- a. dont l'entreprise est constituée au Québec,
 - b. dont l'entreprise n'est pas constituée au Québec, mais y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise,
 - c. qui a son domicile au Québec,
- doit y inscrire le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) ainsi que le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ).
- 2.6.6 Le Soumissionnaire doit indiquer dans sa Soumission l'adresse de l'établissement où tous les avis et procédures en rapport avec le Contrat pourront lui être adressés, livrés ou signifiés. En l'absence de cette indication, le Soumissionnaire élit domicile au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.
- 2.6.7 Pour tous les Sous-traitants assujettis au Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ), une copie de leur soumission doit être adressée à la Ville lors du dépôt au BSDQ.

2.7 SIGNATURE DE LA SOUMISSION

- 2.7.1 Le Formulaire de soumission doit être dûment signé. Le signataire du Formulaire de soumission est réputé être dûment autorisé à signer la Soumission. L'absence de signature du Formulaire de soumission entraîne le rejet automatique de celle-ci.

2.8 ENVOI ET RÉCEPTION DES SOUMISSIONS

- 2.8.1 Pour la transmission de la soumission en format papier, toute Soumission doit, pour être valablement reçue, se trouver physiquement sous pli cacheté, au lieu désigné, à la date et à l'heure indiquées dans l'avis public. L'horodateur qui se trouve dans le lieu désigné fait foi de la date et de l'heure de réception de la Soumission. Le Soumissionnaire doit utiliser l'étiquette de la Ville, disponible en annexe du présent Cahier des charges, et l'apposer sur son enveloppe de -retour.

2.9 AVIS DE DÉSISTEMENT

- 2.9.1 Afin de permettre à la Ville de connaître les raisons ayant mené une entreprise à ne pas présenter une Soumission après avoir commandé le Cahier des charges via le SEAO, celle-ci doit remplir et signer l'avis de désistement joint au Cahier des charges et le retourner à la Ville.
- 2.9.2 L'entreprise qui retire sa Soumission sans en présenter une autre au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour la réception des Soumissions doit également remplir et signer l'avis de désistement joint au Cahier des charges et le retourner à la Ville.

2.10 DOCUMENTS DE GARANTIE À FOURNIR AVEC LA SOUMISSION**2.10.1 Garantie de soumission**

- a. Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission une garantie de soumission qui doit être d'un montant équivalant à au moins 10 % du montant total de la Soumission, incluant les taxes;
 - b. la garantie de soumission doit être valide pour toute la durée de validité de la Soumission, tel que prévu à l'article 5, sous réserve de toute prolongation de la durée de validité de la Soumission;
 - c. Toute restriction contenue dans la garantie de soumission ayant pour effet de limiter la responsabilité du Soumissionnaire au montant de la garantie de soumission est sans effet vis-à-vis de la Ville et est réputée non écrite.
- 2.10.1.1 Pour les Appels d'offres dont le total de la Soumission incluant les taxes est inférieur à 500 000 \$:

La garantie doit être fournie suivant l'une ou l'autre des modalités suivantes :

- i. par un chèque visé fait à l'ordre de la Ville de Montréal et tiré sur une institution financière autorisée à faire affaire au Québec et encaissable dans la ville de Montréal;

- ii. par un cautionnement de soumission qui inclut une lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services tel que prescrit à l'annexe B du CCAG et valide pour la durée de validité de la Soumission et émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec;
- iii. par une lettre de garantie bancaire irrévocable, inconditionnelle et payable à première demande nonobstant tout litige, conforme à l'annexe C du CCAG et émise par une institution financière faisant affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal.

2.10.1.2 Pour les Appels d'offres dont le total de la Soumission incluant les taxes est supérieur ou égal à 500 000 \$:

- i. La garantie doit être fournie par un cautionnement de soumission qui inclut une lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services tel que prescrit à l'annexe B du CCAG et valide pour la durée de validité de la Soumission et émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec.

2.10.2 Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire :

Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission l'annexe H Lettre d'intention d'assurer un Soumissionnaire du CCAG, complétée et dûment signée par la compagnie d'assurances avec laquelle il souhaite faire affaire. La lettre doit correspondre aux montants de garantie exigés dans le CCAS selon la catégorie de travaux spécifiée. La compagnie d'assurances doit détenir un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assureurs (chapitre A-32.1, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec (article 3.1.1.1 du CCAG).

2.10.3 Présentation des documents de garanties à fournir avec la soumission

Le cautionnement de soumission qui inclut la lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services tel que prescrit à l'Annexe B du CCAG et prévu à l'article 2.9 des Instructions aux Soumissionnaires, devra être joint à la Soumission dans l'une ou l'autre des formes suivantes :

- a. L'original du cautionnement de soumission qui inclut la lettre d'engagement à fournir un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services

OU

- b. le cautionnement de soumission qui inclut la lettre d'engagement à fournir un cautionnement d'exécution et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services qui est une copie du cautionnement généré numériquement, disponible auprès de la compagnie de caution, auquel cas cette copie du document généré numériquement sera réputée respecter les exigences énoncées à la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, RLRQ, chapitre C.-11 pour remplir les fonctions d'original. Dans un tel cas, le Soumissionnaire doit joindre les informations et le lien internet permettant à la Ville de vérifier sur le site internet de la compagnie de caution la validité du cautionnement et de la lettre d'engagement soumis

2.11 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

Le Soumissionnaire doit rencontrer toutes les exigences d'admissibilité suivantes afin que sa Soumission soit recevable.

2.11.1 Autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics

La situation marquée d'un X dans l'encadré s'applique au Contrat découlant du présent Appel d'offres.

☐ L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics n'est pas requise.

OU

☐ Contrat visé par le décret 796-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 octobre 2014)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M\$ et a pour objet des travaux de construction :

Le Soumissionnaire doit, au moment du dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa Soumission ou joindre l'accusé de réception de l'Autorité des marchés publics confirmant que sa demande de renouvellement a été reçue au moins 90 jours avant la fin de l'échéance.

OU

☒ Contrat visé par le décret 1049-2013 du 23 octobre 2013 (entré en vigueur le 23 octobre 2013)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 100 000 \$ et a pour objet des travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout :

Le Soumissionnaire doit, au moment du dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour faciliter une telle vérification par la Ville, il joint une copie de son autorisation à sa Soumission ou joint l'accusé de réception de l'Autorité des marchés publics confirmant que sa demande de renouvellement a été reçue au moins 90 jours avant la fin de l'échéance.

OU



Contrat visé par le décret 795-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 septembre 2014)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 100 000 \$ et a pour objet :

- a. l'approvisionnement en enrobés bitumineux;
- b. des services reliés à la construction, la reconstruction, la démolition, la réparation ou la rénovation en matière de voirie, aqueduc ou égout :

Le Soumissionnaire doit, au moment du dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa Soumission ou joindre l'accusé de réception de l'Autorité des marchés publics confirmant que sa demande de renouvellement a été reçue au moins 90 jours avant la fin de l'échéance.

2.11.2 Calcul pour établir le montant de la dépense

Pour établir si un Soumissionnaire doit détenir une autorisation de contracter, il importe de calculer la dépense découlant de sa Soumission, en tenant compte des taxes nettes. Dans le cadre du présent Appel d'offres, le pourcentage de taxes nettes applicables à la Ville est de 4,9875 %. Le calcul se fait donc de la façon suivante :

$D = (Ms) \times (1 + \% Tn)$ où :

D : Montant de la dépense. Comparer au montant fixé par le Décret applicable pour déterminer si une autorisation de contracter est requise.

Ms : Montant hors taxes de la Soumission

%Tn : Pourcentage de taxes nettes applicables

2.11.3 Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)

Le Soumissionnaire ne doit pas, au moment du dépôt de sa soumission, être inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, sa période d'inadmissibilité doit être terminée.

2.11.4 Licence de la Régie du bâtiment du Québec

Le Soumissionnaire doit détenir, à la date d'ouverture des Soumissions, une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fins de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour faciliter une telle vérification par la Ville, il joint une copie de cette licence à sa Soumission.

2.11.5 Attestation de Revenu Québec

Le Soumissionnaire doit détenir, à la date de dépôt de sa Soumission, une attestation valide délivrée par Revenu Québec avant la date limite fixée pour le dépôt des Soumissions, selon laquelle il a produit les déclarations et rapports requis par les lois fiscales et il n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu. Pour permettre une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de cette attestation à sa Soumission.

Si l'adjudication du Contrat survient après la période de validité de l'attestation jointe à la Soumission du plus bas Soumissionnaire conforme, ce dernier devra produire une attestation valide avant l'octroi du Contrat.

Tout Soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec ou qui n'y exerce aucune activité ou qui n'y exploite pas une entreprise doit, en lieu et place d'une telle attestation, remplir et signer l'annexe D Absence d'établissement au Québec du CCAG et la présenter avec sa Soumission lorsqu'un accord de libéralisation des marchés conclu par le gouvernement du Québec est applicable.

2.12 RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

2.12.1 En déposant une Soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues au Règlement sur la gestion contractuelle (joint à l'annexe E du CCAG) adopté par la Ville en vertu de la Loi sur les cités et villes et souscrit à tous les engagements qui y sont prévus.

2.12.2 La Ville peut résilier le Contrat conclu avec l'Adjudicataire s'il est découvert après l'adjudication du Contrat que les affirmations solennelles faites par le signataire de la Soumission ne respectent pas les engagements prévus au Règlement sur la gestion contractuelle.

Dans une telle éventualité, l'Adjudicataire est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de la Soumission qu'il a présentée et le montant du Contrat que la Ville a conclu avec une autre personne pour compléter le Contrat, y compris tous les dommages résultant d'une telle résiliation.

2.13 CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Tout Soumissionnaire doit remplir et signer l'annexe S « Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11) du CCAG et la joindre à sa Soumission.

2.13.1 Francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus

De plus, en raison des obligations imposées par la Charte de la langue française concernant le processus de francisation des entreprises, un Soumissionnaire ayant un établissement au Québec qui, durant une période de 6 mois, emploie, au Québec, 50 personnes ou plus et auquel s'applique la section II du chapitre V du titre II de la Charte de la langue française (« Francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») doit, pour se voir adjuger un contrat, joindre à l'annexe S « Charte de la langue française » du CCAG, selon le scénario applicable ci-après, le document qui a été délivré par l'Office québécois de la langue française (OQLF) :

- a. un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF;

Dans un tel cas, le nom du Soumissionnaire doit figurer dans la liste des entreprises certifiées par l'OQLF.

- b. à défaut de détenir le document ci-haut, le Soumissionnaire doit fournir une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;
- c. à défaut de détenir l'un des 2 documents ci-haut, le Soumissionnaire doit fournir un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis l' « analyse de la situation linguistique » à l'OQLF;
- d. à défaut de détenir l'un des 3 documents ci-haut, le Soumissionnaire doit fournir une attestation d'inscription à l'OQLF datée de moins de trois (3) mois et doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte de la langue française, les obligations en lien avec la transmission de l' « analyse de la situation linguistique » à l'OQLF.

Un Soumissionnaire ayant un établissement au Québec qui, durant une période de 6 mois, emploie, au Québec, 50 personnes ou plus et auquel s'applique la section II du chapitre V du titre II de la Charte de la langue française (« Francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») ne peut se voir adjuger un contrat si son nom figure sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'OQLF.

2.13.2 Francisation dans certaines autres entreprises

De plus, en raison des obligations imposées par la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11) concernant le processus de francisation des entreprises, un Soumissionnaire auquel s'applique la section III du chapitre V du titre II de la Charte de la langue française (« Francisation dans certaines autres entreprises ») doit, pour se voir adjuger un contrat, déclarer à l'annexe S « Charte de la langue française » du CCAG qu'il n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

3 CONDITIONS RELATIVES À LA SOUMISSION

3.1 ACCEPTATION DES SOUMISSIONS

- 3.1.1 La Ville n'est tenue d'accepter aucune Soumission.
- 3.1.2 La Ville n'est pas tenue de motiver l'acceptation ou le rejet d'une Soumission.
- 3.1.3 La Ville peut, s'il est de son intérêt, passer outre à tout vice de forme ou défaut mineur que peut contenir la Soumission et permettre, à sa discrétion, à tout Soumissionnaire de corriger sa Soumission dans la mesure où cette correction n'affecte pas le prix de sa Soumission, sous réserve de ce qui est prévu à l'article 3.8.1.2.
- 3.1.4 Le Soumissionnaire doit remédier à tel défaut et doit le corriger à la satisfaction de la Ville dans le délai indiqué par le Responsable de l'appel d'offres.
- 3.1.5 Le Soumissionnaire ne peut tirer avantage du fait qu'il n'a pas respecté une exigence des documents contractuels ou qu'il a négligé d'apporter, à la satisfaction de la Ville, une correction demandée pour se retirer ou se démettre de sa Soumission.

3.2 SOUMISSION PRÉSENTÉE PAR UN CONSORTIUM

La formation de consortium est interdite.

3.3 ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE ET APTITUDE À SOUMISSIONNER

- 3.3.1 La Ville se réserve la possibilité de refuser toute Soumission d'un Entrepreneur ou d'un Fournisseur, qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des Soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant de la part de la Ville ou dont l'un de ses Sous-traitants, le cas échéant, a fait l'objet d'une telle évaluation durant la même période.

La liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant est rendue publique sur le site Internet de la Ville ([Ville de Montréal/Services aux citoyens/Droits et réglementation/Diffusion proactive/Liste fournisseurs insatisfaisants](#)). Cette liste comprend également les entrepreneurs.

3.4 RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 3.4.1 Le Responsable de l'Appel d'offres peut, après l'ouverture des Soumissions, requérir du Soumissionnaire tout document lui permettant de vérifier l'identité de ce dernier ainsi que toute information supplémentaire lui permettant d'évaluer ladite Soumission. Il peut aussi demander des informations additionnelles sur les prix soumis pour permettre la bonne compréhension de l'offre. Toutefois, ces informations ne modifient en rien le Formulaire de soumission, lequel prévaut en tout temps.
- 3.4.2 Le Soumissionnaire doit fournir, à la demande du Responsable de l'Appel d'offres, les renseignements et documents supplémentaires concernant sa Soumission.
- 3.4.3 Le Soumissionnaire qui fait défaut de fournir les renseignements ou documents requis par le Responsable de l'Appel d'offres est réputé en défaut, tel que précisé à l'article 7.1.1.b).

3.5 RETRAIT OU MODIFICATION DES SOUMISSIONS

- 3.5.1 Le Soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer sa Soumission après la date fixée pour l'ouverture des Soumissions et pour toute la durée de validité de la Soumission.
- 3.5.2 Après l'ouverture des Soumissions, le Responsable de l'Appel d'offres peut demander au Soumissionnaire de prolonger, par écrit, la durée de validité de sa Soumission. Si ce dernier accepte, il doit, au besoin, fournir à la Ville tous les documents requis en vertu du Cahier des charges avec la bonne durée de validité.

3.6 PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

- 3.6.1 La Soumission ainsi que les documents qui accompagnent ladite Soumission demeurent la propriété exclusive de la Ville et ne seront pas retournés au Soumissionnaire.
- 3.6.2 Le Cahier des charges ne devra pas être utilisé à d'autres fins que celles visées par l'Appel d'offres ni être publié, reproduit ou copié, en tout ou en partie.
- 3.6.3 Quiconque se procure un exemplaire du Cahier des charges s'engage à ne pas divulguer, de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, le contenu de ce document à quiconque n'est pas directement concerné par la préparation et la rédaction de la Soumission.

3.7 ABSENCE DE CONTRAT

- 3.7.1 Le Soumissionnaire reconnaît que sa Soumission ne constitue pas un Contrat, mais une simple proposition, formulée à la suite d'un Appel d'offres, qu'il soumet à la considération de la Ville.
- 3.7.2 Le Soumissionnaire reconnaît également qu'une Soumission ne lie pas la Ville, tant et aussi longtemps que le Contrat n'a pas été accordé par l'Autorité compétente.

3.8 CONTRAT À PRIX UNITAIRES**3.8.1 Généralités**

- 3.8.1.1 Le prix inscrit à la section A) Sommaire du Formulaire de soumission a préséance et sert à déterminer la plus basse Soumission, sous réserve de la section 3.8.2
- 3.8.1.2 Le montant de la Soumission d'un Contrat à prix unitaires est la somme des Prix Globaux ajoutée à la somme des produits des Prix unitaires et des quantités indiquées à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.

3.8.2 Correction d'une erreur d'écriture ou de calcul

- 3.8.2.1 La Ville peut corriger toute erreur d'écriture ou de calcul dans une Soumission et effectuer les ajustements qui en découlent. Cependant, le Prix unitaire soumis ne peut jamais être corrigé, mais peut être reconstitué conformément à l'article 3.8.3.
- 3.8.2.2 En cas d'erreur d'écriture ou de calcul à la section C) Bordereau de Soumission, le Prix unitaire, le Prix global ou le prix forfaitaire, selon le cas, prévaudra et la Soumission sera corrigée en conséquence.

3.8.2.3 Si la correction d'une erreur d'écriture ou de calcul a pour effet de changer l'ordre des Soumissionnaires, le Responsable de l'Appel d'offres en avise par écrit les Soumissionnaires concernés.

3.8.3 Reconstitution d'un Prix unitaire

Le Soumissionnaire doit compléter chaque élément de la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission, étant entendu que si le Soumissionnaire omet d'indiquer un Prix unitaire, la Ville peut le reconstituer en divisant le prix total présenté par la quantité indiquée par la Ville.

3.8.4 Frais généraux de chantier

3.8.4.1 Généralités

L'Entrepreneur doit fournir un Prix global pour l'item Frais généraux de Chantier. Ce Prix global est limité à un maximum de sept pour cent (7,0%) de la valeur totale de la soumission, sans les taxes.

3.8.4.2 Rejet

La Soumission de l'Entrepreneur est automatiquement rejetée si le prix à l'item Frais généraux de Chantier dépasse sept pour cent (7,0%) de la valeur totale de la soumission, sans les taxes.

3.8.4.3 Paiement

Le mode de paiement de l'item Frais généraux de Chantier est déterminé au Cahier des clauses administratives spéciales.

Le montant de la Soumission à Prix unitaires est la somme des produits des Prix unitaires indiqués à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission par la quantité de chaque élément indiquée à cette section.

Le montant de la Soumission d'un Contrat à prix unitaires est la somme des Prix Globaux ajoutée à la somme des produits des Prix unitaires et des quantités indiquées à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.

3.8.5 Quantités

3.8.5.1 Lorsque l'Entrepreneur, conformément au Contrat, exécute un travail à Prix unitaire ou fournit un bien, il n'a droit qu'au paiement des quantités de travaux réellement exécutés et de biens réellement fournis sans dépasser le maximum théorique payable établi dans la description des items aux documents techniques normalisés.

3.8.5.2 Les quantités indiquées à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission ne sont que des quantités estimées aux fins de l'évaluation des Soumissions. Les quantités réelles pourront être supérieures ou inférieures à celles indiquées dans la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.

3.9 CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

- 3.9.1 Le Prix forfaitaire soumis au Formulaire de Soumission est fixe et invariable bien que l'Ouvrage, les travaux ou les biens à fournir prévus au Cahier de charges aient exigé plus de travail ou aient coûté plus cher qu'il n'avait été prévu par le Soumissionnaire
- 3.9.2 Le Prix forfaitaire, comprend, notamment la fourniture des Matériaux, du matériel, des menus objets et de la main-d'œuvre, l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation, au parachèvement et, le cas échéant, à l'entretien de l'Ouvrage, ainsi que toutes les autres dépenses inhérentes et nécessaires à la fourniture des biens, à l'exécution des travaux et à l'accomplissement des obligations visées par le Contrat
- 3.9.3 Le prix inscrit à la section A) Sommaire du Formulaire de soumission a préséance et sert à déterminer la plus basse Soumission.
- 3.9.4 La répartition du Prix forfaitaire dans la ventilation des prix inscrits à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission est à titre indicatif seulement. Le Soumissionnaire doit prévoir, dans la détermination de son Prix forfaitaire, le coût de l'ensemble des travaux requis pour l'exécution du Contrat. Les coûts reliés à ces travaux ou à un élément non identifié ou omis par la Ville dans la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission doivent être inclus dans le prix de sa Soumission.
- 3.9.5 Le Prix forfaitaire comprend également les frais de douanes et les taxes, autres que celles sur les produits et services (TPS) et sur la taxe de vente du Québec (TVQ) qui doivent être indiquées séparément.
- 3.9.6 Les Frais généraux de chantier et les Frais d'administration doivent également être inclus au Prix forfaitaire et indiqués séparément tels que précisés dans la section C) Bordereau de prix ou bordereau de prix ventilé.

Le mode de paiement de ces items est déterminé au Cahier des clauses administratives spéciales.

- 3.9.7 Correction d'une erreur d'écriture ou de calcul

En tout état de cause, la Ville peut corriger une erreur d'écriture ou de calcul et effectuer les ajustements qui en découlent.

Si la correction d'une erreur d'écriture ou de calcul a pour effet de changer l'ordre des Soumissionnaires, le Directeur en avise par écrit les Soumissionnaires dont le rang serait ainsi changé. Ces Soumissionnaires sont réputés avoir accepté la correction s'ils ne communiquent pas leurs objections par écrit au Directeur dans les 48 heures de la réception de cet avis. Le Directeur prend connaissance des objections et fait part de sa décision aux Soumissionnaires.

- 3.9.8 Recours

Aucun recours ne peut être exercé contre la Ville du fait qu'elle exerce ou qu'elle n'exerce pas sa discrétion de corriger les erreurs d'écriture ou de calcul et de faire les ajustements au Prix de la soumission, et ce, même si le rang des Soumissionnaires est changé.

3.10 FORMATION

La Ville de Montréal a élaboré, en collaboration avec d'autres municipalités, une formation spécifique aux travaux d'infrastructures municipales. Le titre de la formation est : « *Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales* ».

Cette formation d'une durée de deux jours est dispensée par différents organismes. Cette formation est obligatoire pour le surintendant ou le chargé de projets ou le contremaître des entrepreneurs œuvrant sur les chantiers municipaux d'infrastructures souterraines.

L'Adjudicataire d'un contrat de travaux d'infrastructures municipales souterraines devra fournir les certifications de formation en « *Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales* » de son surintendant ou de son chargé de projet ou de son contremaître affectés aux travaux de ce contrat, et ce, avant la réunion de démarrage des travaux. L'Entrepreneur doit s'assurer d'avoir en tout temps au moins une personne en autorité sur le Chantier qui détient ladite certification. La certification s'applique aux personnes et non aux entreprises. La certification a une validité de cinq ans.

Dans le cadre du présent appel d'offres, la formation « *Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales* » est Obligatoire

4 REJET AUTOMATIQUE D'UNE SOUMISSION

Toute Soumission ne satisfaisant pas à l'une ou à l'autre des conditions ci-dessous décrites sera jugée non conforme et sera automatiquement rejetée :

- a. Le Soumissionnaire doit s'être procuré lui-même et pour lui-même les documents d'Appel d'offres via le SEAO;
- b. Le Soumissionnaire doit avoir participé à une visite des lieux supervisée lorsque celle-ci est obligatoire;
- c. La Soumission doit être complétée sur le Formulaire de soumission de la Ville;
- d. Le Formulaire de soumission doit être signé;
- e. La garantie de soumission doit être jointe à la Soumission et être conforme aux exigences prévues à l'article 2.9;
- f. La Soumission doit avoir été reçue à l'endroit prévu et avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions;
- g. Toute autre condition de conformité indiquée dans le Cahier des charges et pour laquelle il est indiqué que le non-respect entraîne le rejet automatique de la Soumission.
- h. Le défaut de joindre le formulaire de l'annexe H du CCAG à la soumission constitue une non-conformité majeure entraînant le rejet de la soumission.

5 DURÉE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

À compter de la date d'ouverture des Soumissions, toute Soumission est valide pour une durée de :

90 Jours calendrier

6 ANALYSE DES SOUMISSIONS

- a) La Ville procède à l'examen des Soumissions reçues en vérifiant l'admissibilité des Soumissionnaires et la conformité de leur Soumission;
- b) Sous réserves de l'article 3.1.1, le Contrat sera adjugé au Soumissionnaire ayant déposé la Soumission conforme la plus basse;
- c) En cas d'égalité des résultats de l'Appel d'offres, le Contrat est adjugé à la suite d'un tirage au sort.

7 **DÉFAUT**

- 7.1.1 Après l'ouverture des Soumissions, le Soumissionnaire est réputé en défaut :
- a. s'il modifie ou retire sa Soumission;
 ou
 - b. s'il refuse, néglige ou est incapable de fournir les documents, les renseignements requis dans le Cahier des charges ou les précisions demandées par le Responsable de l'Appel d'offres.
- 7.1.2 Dans les cas mentionnés à l'article 7.1.1, le Responsable de l'Appel d'offres précise à la caution, le cas échéant, la nature du défaut reproché au Soumissionnaire.
- 7.1.3 Le Soumissionnaire réputé en défaut au sens de l'article 7.1.1 est responsable envers la Ville de la différence entre le montant de sa Soumission et le montant du Contrat accordé à tout autre Soumissionnaire, y compris tous les dommages consécutifs à son défaut, tandis que la responsabilité financière de la caution est limitée au montant mentionné dans le cautionnement de soumission. La garantie de Soumission sera alors utilisée par la Ville, sans préjudice à ses autres droits et recours.

8 REMISE DES GARANTIES

- 8.1.1 Après l'octroi du Contrat, à l'exception de celles fournies sous forme de cautionnement, les garanties de soumission seront remises sans intérêt aux Soumissionnaires dont les Soumissions n'auront pas été retenues.
- 8.1.2 Si la garantie de soumission de l'Adjudicataire est fournie sous la forme d'un chèque visé, la Ville l'encaissera après l'octroi du Contrat à titre de garantie d'exécution et de garantie pour les obligations de l'entrepreneur. Le remboursement de la garantie s'effectuera selon les modalités prévues à l'article 5.6.7 du CCAG.
- 8.1.3 Si la garantie de soumission de l'Adjudicataire est fournie sous la forme d'une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle (annexe C), celle-ci demeure en vigueur jusqu'à l'expiration du délai de validité des soumissions. La lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle – Garantie de soumission (annexe C) est remise à l'Adjudicataire lorsque ce dernier aura fourni une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle – Garantie d'exécution (annexe Q) conforme à l'article 2.1.1.1 b) du CCAG.

9 CONFIDENTIALITÉ DES SOUMISSIONS

Seuls les renseignements consignés la section A) Sommaire du Formulaire de soumission seront rendus publics, sans restrictions, lors de l'ouverture des Soumissions.

En conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), la Ville pourrait être appelée à communiquer, sur demande adressée au greffier de la Ville de Montréal, lorsque le Contrat est accordé par le comité exécutif, le conseil municipal ou le conseil d'agglomération, et aux secrétaires d'arrondissement lorsque le Contrat est accordé par un conseil d'arrondissement, certaines informations relatives à cet Appel d'offres, et ce, en conformité avec la procédure établie par cette loi.

10 LANGUE DU COMMERCE ET DES AFFAIRES

Le Soumissionnaire doit respecter les dispositions de la Charte de la langue française et ses règlements. À cet égard, la Soumission doit être présentée en français et toute communication écrite ou verbale doit se faire en français.

11 PROCÉDURE SUR LA RÉCEPTION ET L'EXAMEN DES PLAINTES

11.1 PROCÉDURE DE GESTION DES PLAINTES

La procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat adoptée par la Ville conformément à l'article 573.3.1.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), peut être téléchargée sur le site Internet de la Ville au lien suivant :

http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/prt_vdm_fr/media/documents/procedure_loi_108.pdf

11.2 RÈGLES DE PRÉSENTATION D'UNE PLAINTE

Le Soumissionnaire ou toute Personne ayant un intérêt au sens de la Loi peut porter plainte auprès de la Ville relativement au présent Appel d'offres. La procédure à suivre pour déposer une plainte se trouve dans la Procédure de Gestion des Plaintes de la Ville.

Montréal 

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charlevoix
Montréal (Québec) H1H 5R5

SECTION II
CAHIER DES
CLAUSES
ADMINISTRATIVES
GÉNÉRALES

Appel d'offres public
N° **1137**
Exécution de travaux
14_cahier_charges_20210830

SECTION II

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Section à NE PAS retourner



Cahier des clauses administratives générales

Exécution de travaux

Révision 11 septembre 2023

Modificatif n°	Date	Description	Préparé par
-	-	-	-

AVIS

Le présent cahier doit être utilisé dans son intégralité. L'Entrepreneur doit tenir compte du fait que certaines clauses du présent cahier peuvent être complétées, modifiées ou annulées par d'autres documents du Cahier des charges. Une lecture diligente de tous les documents du Cahier des charges est nécessaire. Tout changement apporté au contenu du présent cahier est précisé dans un document distinct, soit dans les instructions aux Soumissionnaires, soit dans le cahier des clauses administratives spéciales.

L'utilisateur ou l'utilisatrice sont invités à faire part de toute suggestion ou de tout commentaire concernant l'application des clauses du présent cahier en remplissant l'annexe A Commentaires et propositions de modifications du CCAG et des IAS et en l'envoyant à comiterevision@montreal.ca. Tous les formulaires reçus seront étudiés afin que le comité de rédaction et de révision puisse apporter annuellement les modifications nécessaires au présent cahier, le cas échéant

AVANT-PROPOS

Le présent document a été revu par le comité de révision, qui est formé des membres suivants

Alain Fiset, VSMPE	Isabel Serra, SAJ
Amar Sadoun, RDP-PAT	Marie-Hélène Juneau-Voyer, SAJ
Christian Marcoux, SE	Monya Ostiguy, SIRR
Dominic Vachon, SIRR	Vincent Leblanc, SGPI
Etienne Blais, SIRR	Vincent Thibault, SIRR
Jasmin Corbeil, SGPMRS	Yvan Péloquin, SIRR

Le texte comportant une ligne verticale en marge est un nouveau texte ou un texte modifié par rapport au document de la précédente émission.

TABLE DES MATIÈRES

1	DÉFINITIONS	7
1.1	ACTIVITÉ	7
1.2	ACTIVITÉ CRITIQUE	7
1.3	ADDENDA.....	7
1.4	ADJUDICATAIRE.....	7
1.5	APPEL D'OFFRES.....	7
1.6	AUTORITÉ COMPÉTENTE	7
1.7	AMF.....	7
1.8	AMP	7
1.9	BORDEREAU DE SOUMISSION	7
1.10	B.S.D.Q.	8
1.11	CAHIER DES CHARGES	8
1.12	CHANTIER	8
1.13	CHEMIN CRITIQUE	8
1.14	CONSORTIUM.....	8
1.15	CONTINGENCES	8
1.16	CONTRAT	9
1.17	CONTRAT À PRIX UNITAIRE	9
1.18	CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE	9
1.19	DESSINS D'ATELIER	9
1.20	DIRECTEUR	9
1.21	ÉCHÉANCIER.....	9
1.22	ENTREPRENEUR.....	9
1.23	FICHES TECHNIQUES.....	9
1.24	FORMULAIRE DE SOUMISSION.....	9
1.25	FOURNISSEUR	10
1.26	FRAIS D'ADMINISTRATION	10
1.27	FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER	10
1.28	INSPECTION	10
1.29	JOUR OUVRABLE	10
1.30	JOUR CALENDRIER	10
1.31	MAIN-D'ŒUVRE	10
1.32	MATÉRIAUX	10
1.33	MATÉRIEL	11
1.34	MODIFICATIF	11
1.35	NORMES.....	11
1.36	OUVRAGE	11
1.37	PRIX FORFAITAIRE OU PRIX GLOBAL.....	11
1.38	PRIX UNITAIRE	11
1.39	PROFESSIONNEL DÉSIGNÉ	11
1.40	RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE (RGC).....	11
1.41	REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ.....	11
1.42	RÉSEAUX TECHNIQUES URBAINS (RTU)	11
1.43	RESPONSABLE DE L'APPEL D'OFFRES.....	11

1.44	SEAO	12
1.45	SOUSSION	12
1.46	SOUSSIONNAIRE	12
1.47	SOUS-CONTRAT VISÉ	12
1.48	SOUS-TRAITANT	12
1.49	TRAVAUX DE JOUR.....	12
1.50	TRAVAUX DE NUIT	12
1.51	TRAVAUX DIFFÉRÉS.....	12
1.52	TRAVAUX EN CONTINU	12
1.53	VILLE.....	13
1.54	VISA	13
2	GARANTIE D'EXÉCUTION ET GARANTIE DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES	14
2.1	CONDITIONS GÉNÉRALES.....	14
2.1.1	CONDITIONS RELATIVES À LA GARANTIE D'EXÉCUTION ET À LA GARANTIE DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES	14
2.1.2	DÉFAUT	15
2.2	AUTRES CONDITIONS	15
3	ASSURANCES.....	16
3.1	CONDITIONS GÉNÉRALES.....	16
3.1.1	GÉNÉRALITÉS	16
3.1.2	ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE	16
3.1.3	ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE FORMULE DES NON-PROPRIÉTAIRES.....	16
3.1.4	ASSURANCE CHANTIER FORMULE ÉTENDUE	16
3.1.5	DÉFAUT	17
4	DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.....	18
4.1	GÉNÉRALITÉS	18
4.1.1	LIEU DE FORMATION DU CONTRAT	18
4.1.2	REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR	18
4.1.3	INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS	18
4.2	APPLICATIONS ET EXEMPTIONS.....	20
4.2.1	LOIS	20
4.2.2	LICENCE D'ENTREPRENEUR	20
4.2.3	PERMIS, CERTIFICATS ET AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC	20
4.2.4	TAXES.....	21
4.2.5	EXEMPTIONS, SUBVENTIONS ET RABAIS	21
4.2.6	BREVETS ET DROITS D'AUTEUR	22
4.2.7	FORMATION.....	22
4.2.8	EXIGENCES POUR LES DOCUMENTS À SOUMETTRE.....	23
4.3	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR	23
4.3.1	EXÉCUTION DU CONTRAT	23
4.3.2	CESSION	23
4.3.3	SOUS-TRAITANCE.....	24
4.3.4	LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL.....	25
4.3.5	EXPLOSIFS	27
4.3.6	PROTECTION.....	27
4.3.7	ARCHÉOLOGIE	30
4.3.8	MESURES D'URGENCE	30

4.3.9	COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE	30
4.3.10	RECOURS ET RESPONSABILITÉS	31
4.3.11	RÉCLAMATIONS, COMPENSATION ET RETENUES	32
4.3.12	RESPECT DE LA PERSONNE ET DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS.....	33
4.4	PROCESSUS D'ÉVALUATION DU RENDEMENT DE L'ADJUDICATAIRE.....	33
4.4.1	GÉNÉRALITÉS	33
4.4.2	ÉVALUATION.....	34
4.4.3	GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE.....	34
4.4.4	AVIS DE REDRESSEMENT	35
4.4.5	TRANSMISSION D'UNE ÉVALUATION DE RENDEMENT INSATISFAISANT	35
4.5	DÉFAUT – RÉSILIATION	35
4.5.1	DÉFAUT DE L'ENTREPRENEUR	35
4.5.2	RÉSILIATION.....	37
5	TRAVAUX.....	38
5.1	EXÉCUTION	38
5.1.1	DÉBUT DES TRAVAUX ET AUTORITÉ DU DIRECTEUR	38
5.1.2	EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	38
5.1.3	ALIGNEMENTS ET NIVEAUX.....	39
5.1.4	DESSINS D'ATELIER, FICHES TECHNIQUES ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR EXAMEN.....	39
5.1.5	PLANS ANNOTÉS PAR L'ENTREPRENEUR (ANCIENNEMENT TEL QUE CONSTRUIT OU TQC).....	42
5.1.6	PLANS DE LOCALISATION DES INFRASTRUCTURES	43
5.1.7	ÉCHÉANCIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET PLANIFICATION HEBDOMADAIRE	43
5.1.8	DÉLAI DE RÉALISATION DES TRAVAUX	44
5.1.9	MODIFICATION APPORTÉE AUX DÉLAIS	44
5.1.10	INSTRUCTION DE CHANTIER	45
5.1.11	GESTION DES CHANGEMENTS.....	46
5.1.12	PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	49
5.1.13	SUSPENSION DES TRAVAUX	51
5.1.14	PÉNALITÉS.....	52
5.1.15	TRAVAUX SIMULTANÉS	53
5.1.16	MAINTIEN DE LA CIRCULATION	53
5.1.17	TRAVAUX NON CONFORMES.....	53
5.1.18	FERMETURE D'EAU	54
5.1.19	USAGE DES BORNES D'INCENDIE	54
5.1.20	TRAVAUX DURANT LA PÉRIODE DE DÉGEL	54
5.1.21	TRAVAUX DIFFÉRÉS	54
5.2	MAIN-D'ŒUVRE ET SALAIRES.....	55
5.2.1	HEURES SUPPLÉMENTAIRES DE TRAVAIL.....	55
5.2.2	CHANGEMENT DU COÛT DE LA MAIN-D'ŒUVRE.....	55
5.2.3	Ajustement du prix du carburant	55
5.3	MATÉRIAUX	58
5.3.1	MATÉRIAUX SPÉCIFIÉS	58
5.3.2	DEMANDE D'ÉQUIVALENCE	58
5.3.3	CONTRÔLE QUALITATIF	59
5.4	MATIÈRES CONTAMINÉES	59
5.4.1	ANALYSE.....	59
5.5	SÉCURITÉ, PROTECTION, ENVIRONNEMENT ET PROPRETÉ	60
5.5.1	SÉCURITÉ ET PROTECTION.....	60
5.5.2	ENVIRONNEMENT.....	61
5.5.3	ÉVACUATION ET DISPOSITION DES OBJETS, MATÉRIAUX, APPAREILS OU ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX ET AUTRES.....	62

5.5.4	PROPRETÉ DU CHANTIER ET DES RUES AVOISINANTES.....	63
5.5.5	NETTOYAGE FINAL.....	63
5.6	PAIEMENTS, RÉCEPTIONS ET GARANTIES	64
5.6.1	DEMANDES DE PAIEMENT : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	64
5.6.2	DÉCOMPTES PROGRESSIFS	65
5.6.3	RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX	66
5.6.4	DÉFICIENCES ET TRAVAUX À COMPLÉTER	68
5.6.5	DÉCOMPTÉ FINAL.....	68
5.6.6	PAIEMENT DES TRAVAUX DIFFÉRÉS	70
5.6.7	LIBÉRATION DES RETENUES ET GARANTIES	70
5.6.8	GARANTIE D'ENTRETIEN DES TRAVAUX	71
5.6.9	PÉRIODE DE GARANTIE D'ENTRETIEN DES TRAVAUX	71
5.6.10	ENTRETIEN DURANT LA PÉRIODE DE GARANTIE.....	71
5.6.11	RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX.....	71
5.6.12	DÉCOMPTÉ DÉFINITIF.....	72
6	ANNEXES.....	73
6.1	ANNEXE A: COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS DU CCAG, DES IAS ET DES DTN	73
6.2	ANNEXE B: CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT.....	76
6.3	ANNEXE C: LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE IRRÉVOCABLE ET INCONDITIONNELLE	80
6.4	ANNEXE D: FORMULAIRE D'ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC.....	83
6.5	ANNEXE E: RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE.....	85
6.6	ANNEXE F: CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION	123
6.7	ANNEXE G: CAUTIONNEMENT DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES	126
6.8	ANNEXE H: LETTRE D'INTENTION D'ASSURER UN SOUMISSIONNAIRE.....	130
6.9	ANNEXE I: CERTIFICAT D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE.....	133
6.10	ANNEXE J: CERTIFICAT D'ASSURANCE CHANTIER FORMULE ÉTENDUE	137
6.11	ANNEXE K1: FORMULAIRE 1: DEMANDE DE CHANGEMENT	141
6.12	ANNEXE K2: FORMULAIRE 2: ORDRE DE CHANGEMENT.....	142
6.13	ANNEXE M: QUITTANCE PARTIELLE	144
6.14	ANNEXE N : QUITTANCE FINALE	147
6.15	ANNEXE O: DÉCLARATION SOLENNELLE DES DÉCOMPTES PROGRESSIFS.....	150
6.16	ANNEXE S: CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE	152

1 DÉFINITIONS

Dans le présent document, lorsque les termes ci-dessous comportent une majuscule, ils ont le sens suivant :

1.1 ACTIVITÉ

Tâche faisant partie intégrante de l'Échéancier qui doit être exécutée pour réaliser l'Ouvrage.

1.2 ACTIVITÉ CRITIQUE

Tâche faisant partie intégrante de l'Échéancier et ayant une marge nulle.

1.3 ADDENDA

Document émis par la Ville et transmis via le SEAO modifiant le Cahier des charges avant l'ouverture des Soumissions.

1.4 ADJUDICATAIRE

Soumissionnaire auquel le Contrat a été octroyé.

1.5 APPEL D'OFFRES

Processus tenu par la Ville pour manifester son intention de faire exécuter des travaux et pour recevoir des offres quant à l'exécution de ces travaux.

1.6 AUTORITÉ COMPÉTENTE

Instance municipale qui a le pouvoir d'octroyer ou de résilier le Contrat selon les compétences et les seuils autorisés en vertu de la charte et des règlements de la Ville de Montréal, tels que le comité exécutif, le conseil municipal, le conseil d'agglomération ou les conseils d'arrondissement.

1.7 AMF

Autorité des marchés financiers : Organisme mandaté par le gouvernement du Québec pour encadrer le secteur financier québécois et prêter assistance aux consommateurs de produits et services financiers.

1.8 AMP

Autorité des marchés publics : Organisme gouvernemental neutre et indépendant qui a comme principal rôle la surveillance des marchés publics et l'application des lois et des règlements encadrant les contrats publics au Québec. Son rôle de surveillance vise le secteur public, les réseaux de la santé et de l'éducation, les sociétés d'État et les organismes municipaux.

1.9 BORDEREAU DE SOUMISSION

Section C) du Formulaire de soumission, comprenant le Bordereau de prix dans le cas d'un Contrat à Prix unitaires ou le Bordereau de prix ventilé des travaux dans le cas d'un Contrat à prix forfaitaire.

1.10 B.S.D.Q.

Bureau des soumissions déposées du Québec. Organisme privé dont la mission est de recevoir et d'acheminer des Soumissions d'entrepreneurs spécialisés dans l'industrie de la construction au Québec.

1.11 CAHIER DES CHARGES

Ensemble des documents de l'Appel d'offres fournis par la Ville, soit :

- Les Addendas;
- Les instructions aux Soumissionnaires;
- Le Formulaire de soumission;
- Les plans et devis spécifiques de l'Appel d'offres;
- Le cahier des clauses administratives spéciales (CCAS);
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG);
- Les devis techniques spéciaux;
- Les devis et documents techniques normalisés;
- Les plans et dessins normalisés.

1.12 CHANTIER

Emplacement où sont exécutés les travaux, ainsi que les lieux utilisés à proximité du Chantier pour les installations temporaires ou pour le dépôt de Matériaux ou de Matériel.

1.13 CHEMIN CRITIQUE

Suite d'Activités critiques ininterrompues du début à la fin du Contrat et faisant partie intégrante de l'Échéancier des travaux. La somme de la durée de toutes les Activités critiques faisant partie du Chemin critique doit être visible à l'Échéancier des travaux et doit respecter le délai de réalisation du Contrat prévu à l'article 5.1.8.

1.14 CONSORTIUM

Regroupement d'entreprises, de personnes ou de sociétés non organisées juridiquement liées par une entente, qui présente une Soumission en vue d'obtenir un contrat et pour lequel chacune des entreprises, des personnes ou des sociétés demeure responsable des obligations découlant du Contrat.

1.15 CONTINGENCES

Situation qui survient dans le cadre de l'exécution d'un contrat, qui requiert une modification qui constitue un accessoire au Contrat et n'en change pas la nature et que le Directeur autorise l'Entrepreneur à exécuter ou à fournir en signant une demande de changement exécutoire ou un ordre de changement.

1.16 CONTRAT

Le Cahier des charges, la Soumission et la résolution de la Ville acceptant la Soumission du plus bas Soumissionnaire conforme ou, selon le cas, la lettre du fonctionnaire autorisé à accepter cette Soumission.

1.17 CONTRAT À PRIX UNITAIRE

Contrat dans lequel les items sont présentés dans le Bordereau de soumission pour lesquels des Prix unitaires sont soumis.

1.18 CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Contrat dans lequel l'ensemble des travaux et prestations est détaillé et pour lequel un Prix forfaitaire est soumis.

1.19 DESSINS D'ATELIER

Les dessins d'atelier désignent les dessins de conception d'ingénierie ou d'architecture que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail les Matériaux, les dimensions, les détails d'assemblage ou de construction d'une partie de l'Ouvrage visé.

1.20 DIRECTEUR

Directeur responsable de la gestion du Contrat ou son Représentant désigné.

1.21 ÉCHÉANCIER

Réseau d'Activités dépendantes, associées à des délais estimés et à des jalons, qui illustre la durée totale de la réalisation de l'Ouvrage. L'Échéancier d'exécution des travaux est élaboré selon le modèle de Gantt ou tout autre modèle indiqué dans le cahier des clauses administratives spéciales, le cas échéant.

1.22 ENTREPRENEUR

Personne physique, société ou personne morale, ainsi que ses représentants, ses successeurs ou ses ayants droit, retenue à titre d'Adjudicataire pour réaliser le Contrat.

1.23 FICHES TECHNIQUES

Les fiches techniques désignent les documents de produits manufacturés tels que des illustrations, des dépliants, des graphiques de rendement, des extraits de catalogue et d'autres types de documents que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'Ouvrage visé.

1.24 FORMULAIRE DE SOUMISSION

Ensemble de documents à remettre au dépôt de la Soumission, qui inclut, sans s'y limiter, les sections suivantes :

A) Page sommaire;

B) Résumé du Bordereau de prix;

C) Bordereau de prix ou bordereau de prix ventilé.

1.25 FOURNISSEUR

Personne physique, société ou personne morale, ainsi que ses représentants, ses successeurs ou ses ayants droit, retenue pour fournir des Matériaux ou du Matériel.

1.26 FRAIS D'ADMINISTRATION

Les Frais d'administration sont les frais indirects indépendants du chantier qui doivent être supportés par l'Entrepreneur, tels que le bureau-chef de l'Entrepreneur et les charges associées (mobilier, chauffage, frais de connexion, hypothèque, etc.), le personnel de direction, le personnel clérical, les estimations, les frais de financement, juridiques, comptables, les honoraires professionnels, les frais accessoires en lien avec des cotisations, frais d'adhésion professionnel, certifications, ainsi que les profits.

1.27 FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER

Les Frais généraux de chantier sont les frais directement reliés aux activités de chantier qui doivent être supportés par l'Entrepreneur. Ces frais incluent, sans s'y limiter, les assurances et les garanties exigées au cahier des charges, les permis et frais associés, les mobilisations et les démobilisations prévues au contrat, les activités préparatoires aux visites de réception, le plan de santé et sécurité et l'agent de prévention, si requis, la surintendance et la gérance du projet, les inspections vidéo des secteurs affectés par le Chantier, les installations temporaires de l'Entrepreneur et la remise en état des lieux.

1.28 INSPECTION

Activité de surveillance visant à assurer la conformité des Matériaux et des travaux par rapport aux Normes et au Cahier des charges et qui s'exerce au moyen d'observations visuelles méthodiques ou de méthodes reconnues des éléments d'un Ouvrage chez l'Entrepreneur, ses Sous-traitants ou ses Fournisseurs, ou encore au Chantier.

1.29 JOUR OUVRABLE

Jour autre qu'un samedi, un dimanche, un jour férié ou un jour de vacances annuelles prévu dans les décrets de l'industrie de la construction.

1.30 JOUR CALENDRIER

Tous les jours de la semaine, incluant le samedi et le dimanche, les jours fériés ainsi que les jours de vacances annuelles prévus dans les décrets de l'industrie de la construction.

1.31 MAIN-D'ŒUVRE

Toute personne que l'Entrepreneur affecte directement à l'exécution du Contrat notamment, les salariés, contremaîtres, chefs d'équipe, sous-traitants, mais excluant les personnes énumérées dans les définitions aux articles Frais d'administration et Frais généraux de chantier.

1.32 MATÉRIAUX

Tout ce qui, pour exécuter l'Ouvrage, y est incorporé ou doit l'être.

1.33 MATÉRIEL

Outils, outillage, instruments, appareils, machinerie et véhicules nécessaires à l'exécution des travaux et qui ne sont pas incorporés à l'Ouvrage.

1.34 MODIFICATIF

Modification apportée à un document avant une ré-émission officielle.

1.35 NORMES

Ensemble des règles établies par un organisme compétent concernant la fabrication d'un objet ou l'utilisation d'un procédé.

1.36 OUVRAGE

Ensemble des travaux que l'Entrepreneur doit réaliser aux termes du Contrat.

1.37 PRIX FORFAITAIRE OU PRIX GLOBAL

Prix unique, fixe et invariable, pour un ensemble déterminé de travaux et de prestations.

1.38 PRIX UNITAIRE

Prix fixe et invariable qui s'applique à un élément du Bordereau de prix dont les quantités sont indiquées à titre estimatif.

1.39 PROFESSIONNEL DÉSIGNÉ

Employé d'une personne morale, société ou personne physique qui exploite une entreprise individuelle, œuvrant en architecture, en architecture du paysage ou en ingénierie ou en gestion de projet, qui est mandatée par la Ville pour concevoir l'Ouvrage en tout ou en partie, ou en assurer la surveillance des travaux ou la gestion du projet.

1.40 RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE (RGC)

Règlement sur la gestion contractuelle adopté par la Ville en vertu de la Loi sur les cités et villes.

1.41 REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ

Employé de la Ville qui est nommé par le directeur responsable de la gestion du Contrat lors de la transmission à l'Entrepreneur de la lettre d'octroi de contrat ou dans l'ordre de débiter les travaux.

1.42 RÉSEAUX TECHNIQUES URBAINS (RTU)

Ensemble des réseaux souterrains ou aériens de télécommunication et d'énergie – réseaux de gaz, d'électricité et de chauffage urbain.

1.43 RESPONSABLE DE L'APPEL D'OFFRES

Personne qui est désignée et autorisée à répondre aux questions pendant la période de soumission, et ce, jusqu'à l'octroi du Contrat.

1.44 SEO

Système électronique d'appel d'offres.

1.45 SOUMISSION

Ensemble des renseignements et des documents présentés par un Soumissionnaire dans le cadre du présent Appel d'offres en vue de l'obtention du Contrat.

1.46 SOUMISSIONNAIRE

Personne physique ou morale, ou société, qui complète, signe et dépose une Soumission.

1.47 SOUS-CONTRAT VISÉ

Pour les Contrats visés par le Décret 1049-2013 ou le Décret 795-2014, tout sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat et dont la dépense est égale ou supérieure à 25 000 \$ pour :

- des travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'égout ou d'aqueduc;
- des services reliés à un contrat de travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'égout ou d'aqueduc;
- la fourniture d'enrobés bitumineux;

ou

- Pour les Contrats visés par les Décrets 796-2014 et 435-2015, tout sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat et dont la dépense est égale ou supérieure à 1 000 000 \$ s'il s'agit d'un sous-contrat de services ou dont la dépense est égale ou supérieure à 5 000 000 \$ s'il s'agit d'un sous-contrat de travaux de construction.

1.48 SOUS-TRAITANT

Une personne morale, société, coopérative ou personne physique qui exploite une entreprise individuelle, qui fournit des Matériaux ou exécute des services ou des travaux directement ou indirectement pour le compte et selon les directives de l'Entrepreneur en vertu d'un sous-contrat.

1.49 TRAVAUX DE JOUR

Travaux exécutés durant la période comprise entre 7h00 et 19h00 pendant laquelle l'Entrepreneur effectue des travaux.

1.50 TRAVAUX DE NUIT

Travaux exécutés durant la période comprise entre 19h00 et 7h00 pendant laquelle l'Entrepreneur effectue des travaux.

1.51 TRAVAUX DIFFÉRÉS

Travaux qui, sur autorisation du Directeur, sont complétés après la réception provisoire totale des travaux.

1.52 TRAVAUX EN CONTINU

Travaux que l'Entrepreneur doit exécuter sans interruption selon l'horaire prévu au CCAS.

1.53 VILLE

La Ville de Montréal, incluant ses arrondissements

1.54 VISA

Étampe portant la signature du Directeur ou d'un Professionnel désigné, apposée sur les documents soumis par l'Entrepreneur pour attester qu'il a pris connaissance et examiné ces documents, mais uniquement en regard de leur conformité générale au Cahier des charges.

2 GARANTIE D'EXÉCUTION ET GARANTIE DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES

2.1 CONDITIONS GÉNÉRALES

2.1.1 CONDITIONS RELATIVES À LA GARANTIE D'EXÉCUTION ET À LA GARANTIE DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES

2.1.1.1 Pour les Contrats dont le total de la Soumission incluant les taxes est inférieur à 500 000 \$:

a) Lorsque la garantie est fournie sous forme de chèque visé :

- Le chèque doit être fait à l'ordre de la Ville et tiré sur une institution financière autorisée à faire affaire au Québec, pour une somme équivalant à 10 % de la valeur du montant du Contrat, incluant les taxes;
- La Ville encaissera le chèque joint à la Soumission après l'octroi du Contrat. Le remboursement de la garantie s'effectuera selon les modalités prévues à l'article 5.6.7.2.2;
- En tout temps, après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur peut remplacer la garantie donnée sous forme de chèque visé par un cautionnement d'exécution de Contrat et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services conformes au paragraphe 2.1.1.1.c);

b) Lorsque la garantie est fournie sous forme de lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle :

- La lettre doit être fournie par l'Entrepreneur dans les 15 jours calendrier suivant l'Adjudication du Contrat et être conforme à l'annexe Q du CCAG;
- La lettre doit être payable à la première demande nonobstant tout litige, être émise par une institution financière autorisée à faire affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal, pour une somme équivalant à 10 % de la valeur du montant du Contrat, incluant les taxes;
- La remise de la lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle, par la Ville à l'Entrepreneur, s'effectuera selon les modalités de l'article 5.6.7.2.3;
- En tout temps, après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur peut remplacer la garantie donnée sous forme de lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle par un cautionnement d'exécution de Contrat et un cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services conformes au paragraphe 2.1.1.1.c);

c) Lorsque la garantie est fournie sous forme de cautionnement :

- L'Entrepreneur doit fournir la garantie d'exécution du Contrat et la garantie de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services sous la forme de cautionnements conformes aux annexes F et G du CCAG, dans les quinze (15) Jours calendrier suivant l'adjudication du Contrat. Chacun de ces cautionnements doit protéger la Ville pour une somme équivalant à 50 % du montant total du Contrat, incluant les taxes.;
- Les cautionnements doivent être émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaire au Canada et avoir un établissement au Québec.

2.1.1.2 Pour les Contrats dont le total de la Soumission, incluant les taxes, est égal ou supérieur à 500 000 \$, les garanties doivent être fournies sous forme de cautionnements :

- L'Entrepreneur doit fournir la garantie d'exécution du Contrat et la garantie de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services sous la forme de cautionnements conformes aux annexes F et G du CCAG, dans les quinze (15) Jours calendrier suivant l'adjudication du Contrat. Chacun de ces cautionnements doit protéger la Ville pour une somme équivalant au moins à 50 % du montant total du Contrat, incluant les taxes;
- Les cautionnements doivent être émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaire au Canada et avoir un établissement au Québec.
- Toute dépense occasionnée du fait de l'utilisation de ces garanties est à la charge de l'Entrepreneur.

2.1.1.3 Divulgarion du cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services

- L'Entrepreneur doit informer ses Sous-traitants de l'existence du cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services en affichant une copie du cautionnement à un endroit visible et accessible à tous les Sous-traitants sur le Chantier ou en faisant parvenir, par la méthode de son choix, une copie du cautionnement à l'ensemble des Sous-traitants affectés au présent Contrat.
- Sur demande du Directeur, l'Entrepreneur doit démontrer que les informations relatives au cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services ont été transmises aux Sous-traitants.

2.1.2 DÉFAUT

2.1.2.1 Après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur est réputé en défaut s'il refuse, néglige ou est incapable de fournir, dans les délais prévus, les garanties et les autres documents et renseignements requis dans le Cahier des charges.

2.1.2.2 Dans le cas mentionné à l'article 2.1.2.1, le Directeur avise l'Entrepreneur du défaut reproché et lui donne l'ordre d'y remédier immédiatement, ainsi qu'à la caution, le cas échéant. Si, dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la réception de cet avis, l'Entrepreneur ou la caution n'obtempère pas à cet ordre, la Ville peut résilier le Contrat.

2.1.2.3 L'Entrepreneur dont le Contrat est résilié est responsable envers la Ville de la différence entre le montant de sa Soumission et le montant du Contrat accordé à tout autre entrepreneur, en plus de tous les autres dommages consécutifs à son défaut, tandis que la responsabilité financière de la caution est limitée au montant mentionné dans les cautionnements fournis. Toutefois, si la résiliation découle du défaut de la caution de fournir les cautionnements requis en violation des lettres d'engagement à cet effet fournis avec la Soumission de l'Entrepreneur, la caution est solidairement responsable avec l'Entrepreneur de tous les dommages subis par la Ville.

2.2 AUTRES CONDITIONS

Les conditions particulières liées aux garanties sont contenues dans les formulaires présentés en annexe.

3 ASSURANCES

3.1 CONDITIONS GÉNÉRALES

3.1.1 GÉNÉRALITÉS

- 3.1.1.1 Les contrats d'assurance doivent être émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenant une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaire au Canada et avoir un établissement au Québec.
- 3.1.1.2 Lorsque des garanties et limites additionnelles sont demandées au-delà des limites minimales prévues aux articles 3.1.2.1 et 3.1.3.1, elles sont précisées au CCAS, le cas échéant.
- 3.1.1.3 Les contrats d'assurances de responsabilité civile, de responsabilité civile automobile formule des non-propriétaires (FPQ no 6) et de chantier formule étendue doivent être en vigueur à compter de la date du début des travaux jusqu'à la réception définitive des travaux.

3.1.2 ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE

- 3.1.2.1 L'Entrepreneur doit fournir au Directeur, au plus tard quinze (15) Jours calendrier avant le début des travaux, une copie du certificat d'assurance de responsabilité civile pour la Ville d'une limite minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$) pour chaque sinistre ou événement. Le contrat d'assurance doit offrir des garanties au moins équivalentes à celles offertes par le formulaire BAC 2100 du Bureau d'assurance du Canada.
- 3.1.2.2 La Ville de Montréal doit être désignée comme assurée additionnelle du contrat d'assurance, à l'exclusion de toute autre personne, et l'Entrepreneur doit fournir le certificat d'assurance responsabilité civile de la Ville de Montréal sur le formulaire prévu à cet effet à l'annexe I dûment signé par le représentant autorisé de l'assureur. Aucune modification au libellé du texte ne peut être apportée au formulaire fourni par la Ville.

3.1.3 ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE FORMULE DES NON-PROPRIÉTAIRES

- 3.1.3.1 Le certificat d'assurance fourni par l'Entrepreneur à l'article 3.1.2 doit inclure une garantie d'assurance automobile (formule des non-propriétaires, FPQ no 6) d'une limite minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$) à chaque sinistre ou événement.

3.1.4 ASSURANCE CHANTIER FORMULE ÉTENDUE

- 3.1.4.1 Lorsque requis dans le CCAS, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur, au plus tard quinze (15) Jours calendrier avant le début des travaux, une copie du certificat d'assurance chantier formule étendue au montant de la valeur du Contrat, incluant les taxes et les Contingences. La valeur de la couverture de l'assurance chantier formule étendue devra être ajustée en cours de projet, le cas échéant, pour couvrir la valeur des Contingences ajoutées au Contrat. La police d'assurance doit inclure, lorsque spécifié au CCAS, la valeur des structures existantes.

3.1.4.2 L'Entrepreneur doit fournir un certificat d'assurance sur le formulaire prévu à cet effet à l'annexe J dûment signé par le représentant autorisé de l'assureur. Aucune modification au libellé du texte ne peut être apportée au formulaire fourni par la Ville.

3.1.4.3 La Ville de Montréal, le Professionnel désigné, les Sous-traitants et les Fournisseurs doivent être nommés comme assurés dans ce contrat d'assurance.

3.1.5 DÉFAUT

3.1.5.1 Après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur est réputé en défaut s'il refuse, néglige ou est incapable de fournir, dans les délais prévus, les contrats d'assurance et les autres documents et renseignements requis dans le Cahier des charges.

3.1.5.2 Dans le cas mentionné à l'article 3.1.5.1, le Directeur avise l'Entrepreneur du défaut reproché et lui donne l'ordre d'y remédier immédiatement, ainsi qu'à la caution, le cas échéant. Si, dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la réception de cet avis, l'Entrepreneur n'obtempère pas à cet ordre, la Ville peut résilier le Contrat.

3.1.5.3 L'Entrepreneur dont le Contrat est résilié est responsable envers la Ville de la différence entre le montant de sa Soumission et le montant du Contrat accordé à tout autre entrepreneur, en plus de tous les autres dommages consécutifs à son défaut, tandis que la responsabilité financière de la caution est limitée au montant mentionné dans les cautionnements fournis.

4 DISPOSITIONS CONTRACTUELLES

4.1 GÉNÉRALITÉS

4.1.1 LIEU DE FORMATION DU CONTRAT

- 4.1.1.1 Le Contrat est formé à Montréal à la date où il est dûment approuvé par l'Autorité compétente et il est régi par les lois du Québec. En conséquence, toute procédure doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

4.1.2 REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR

- 4.1.2.1 L'Entrepreneur doit fournir au Directeur le nom et l'adresse complète d'un représentant dûment autorisé. L'Entrepreneur doit informer la Ville, au moyen d'un avis transmis par courrier recommandé ou par courriel avec accusé de réception, de tout changement d'identité ou d'adresse du représentant ainsi désigné.
- 4.1.2.2 L'Entrepreneur doit être représenté par une personne compétente et ayant la capacité de diriger les opérations durant les travaux. Le Directeur peut exiger le remplacement du représentant s'il le juge nécessaire. Un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le représentant de l'Entrepreneur et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes du Contrat ni relever l'Entrepreneur de ses obligations.
- 4.1.2.3 Pour faire face à toute situation d'urgence, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur, à la réunion de démarrage, le nom et le numéro de téléphone de la personne responsable du Chantier, laquelle doit être joignable en tout temps (24 heures sur 24).
- 4.1.2.4 Il est recommandé que le représentant de l'Entrepreneur possède une adresse de courriel Google (@gmail) ou un compte public Google à partir d'une adresse professionnelle afin de faciliter le partage de documents provenant de la suite Google de la Ville.

4.1.3 INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS

- 4.1.3.1 En cas de contradiction ou de difficulté d'interprétation, l'ordre de préséance des documents constituant le Contrat est le suivant pour les contrats dont la nature des travaux est principalement reliée à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de parcs, de voirie, d'aqueduc ou d'égout :

- 1) Les Addendas;
- 2) Les instructions aux Soumissionnaires;
- 3) Le Formulaire de soumission;
- 4) Le cahier des clauses administratives spéciales;
- 5) Le cahier des clauses administratives générales;
- 6) Les plans spécifiques de l'Appel d'offres;
- 7) Les devis techniques spéciaux;
- 8) Les devis et documents techniques normalisés;
- 9) Les plans et dessins normalisés;

10) La Soumission de l'Adjudicataire.

De plus, l'ordre de préséance suivant s'applique selon les dispositions ci-dessous :

- 1) Les dimensions cotées sur les plans prévalent sur les dimensions mesurées à l'échelle;
- 2) Les dessins de détails ont préséance sur les dessins normalisés;
- 3) Les plans de détails prévalent sur les plans d'ensemble;
- 4) À moins d'indication contraire, les Normes auxquelles renvoie le Cahier des charges sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des Soumissions et elles en font partie intégrante;
- 5) À moins d'indication contraire, le document récent prévaut sur le document ancien.

4.1.3.2 En cas de contradiction ou difficulté d'interprétation, l'ordre de préséance des documents constituant le Contrat est le suivant pour les contrats dont la nature des travaux est principalement reliée à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation de bâtiments ou à des travaux dont la nature n'est pas énumérée à l'article précédent :

- 1) Les Addendas;
- 2) Les instructions aux Soumissionnaires;
- 3) Le Formulaire de soumission;
- 4) Les devis techniques spéciaux;
- 5) Les devis et documents techniques normalisés;
- 6) Les plans spécifiques à l'Appel d'offres;
- 7) Le cahier des clauses administratives spéciales;
- 8) Le cahier des clauses administratives générales;
- 9) Les plans et dessins normalisés;
- 10) La Soumission de l'Adjudicataire.

De plus, l'ordre de préséance suivant s'applique selon les dispositions ci-dessous :

- 1) Les dimensions cotées sur les plans prévalent sur les dimensions mesurées à l'échelle;
- 2) Les dessins de détails ont préséance sur les dessins normalisés;
- 3) Les plans de détails prévalent sur les plans d'ensemble;
- 4) À moins d'indication contraire, les Normes auxquelles renvoie le Cahier des charges sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des Soumissions et elles en font partie intégrante;
- 5) À moins d'indication contraire, le document récent prévaut sur le document ancien.

4.1.3.3 La Ville étant assujetti à la Charte de la langue française (RLRQ, chapitre C-11), l'Adjudicataire doit s'assurer que les dispositions de cette loi et de ses règlements sont suivies et respectées, notamment en ce qui concerne l'utilisation du français dans le cadre de toute communication écrite ou verbale entre l'Adjudicataire et la Ville.

4.1.3.4 Par ailleurs, si des services sont fournis au public par l'Adjudicataire, ce dernier doit se conformer aux dispositions de la Charte de la langue française et de ses règlements qui seraient applicables à la Ville comme si elle avait-elle même fourni ces services au public.

4.2 APPLICATIONS ET EXEMPTIONS

4.2.1 LOIS

4.2.1.1 L'Entrepreneur doit respecter les lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des autorités fédérales, provinciales ou municipales s'appliquant au Contrat qui lui a été accordé, notamment en matière de santé et de sécurité au travail.

Il doit posséder durant toute la durée du contrat tous les permis, licences, enregistrements, certificats, accréditations, attestations ou autorisations requis par les autorités publiques en relation avec ses activités, notamment celles découlant des documents d'appel d'offres.

4.2.2 LICENCE D'ENTREPRENEUR

4.2.2.1 Pendant toute la durée du Contrat, l'Entrepreneur doit détenir une licence valide, avec la ou les sous-catégories appropriées, émise par la Régie du bâtiment du Québec et ne comportant pas de restriction aux fins de l'obtention d'un Contrat public en vertu de la Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1) et du Règlement sur les restrictions aux licences d'entrepreneur aux fins d'un contrat public (chapitre R-20, r. 14), à défaut de quoi l'Entrepreneur s'expose aux sanctions prévues à la loi. Il doit transmettre au Directeur la preuve de son renouvellement, le cas échéant.

4.2.3 PERMIS, CERTIFICATS ET AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

4.2.3.1 Généralités

4.2.3.1.1 L'Entrepreneur doit, sans frais, obtenir tous les permis, certificats et autorisations nécessaires en vertu de la réglementation municipale, et s'assurer de respecter et de faire respecter les exigences rattachées à ces permis, certificats et autorisations. Les permis, certificats ou autorisations doivent être demandés en temps opportun, de façon à respecter les délais prévus, sauf le permis de construction, qui est sous la responsabilité du Directeur.

4.2.3.2 Autorisation d'occupation temporaire du domaine public

4.2.3.2.1 L'Entrepreneur doit obtenir toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public avant de débiter les travaux, que ce soient des travaux qu'il exécute lui-même ou qu'il fait exécuter par ses Sous-traitants.

4.2.3.2.2 L'Entrepreneur doit remplir une demande de permis d'occupation temporaire du domaine public en utilisant le formulaire en ligne sur le site de montreal.ca. L'Entrepreneur doit respecter et faire respecter par ses Sous-traitants les conditions d'occupation temporaire du domaine public imposées par le permis d'occupation temporaire du domaine public.

4.2.3.2.3 L'Entrepreneur doit faire parvenir une copie des autorisations d'occupation temporaire du domaine public au Directeur.

4.2.3.2.4 L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les inconvénients que peut causer l'occupation temporaire du domaine public. Il doit également respecter la durée et les conditions d'occupation temporaire du domaine public et, le cas échéant, les faire respecter par ses Sous-traitants.

4.2.3.2.5 L'Entrepreneur doit signifier en temps réel sa localisation exacte via une application mobile lorsqu'il se mobilise pour effectuer des travaux dans le domaine public et lorsqu'il quitte les lieux (se démobilise). Le Directeur fournira, lorsque requis, les modalités et les fonctionnalités de l'application lors de la réunion de démarrage.

4.2.4 TAXES

4.2.4.1 Si les taux ou les modalités d'application ou d'imposition de la TPS ou de la TVQ sont modifiés par toute loi, tout règlement ou tout décret du gouvernement, après l'ouverture des Soumissions, ces nouveaux taux ou ces nouvelles modalités d'application et d'imposition seront applicables au Contrat.

4.2.4.2 L'Entrepreneur doit indiquer ses numéros d'enregistrement de TPS et TVQ sur tout décompte progressif ou toute autre facturation transmise dans le cadre du Contrat.

4.2.5 EXEMPTIONS, SUBVENTIONS ET RABAIS

4.2.5.1 Lorsque la Ville a droit à des exemptions, subventions ou remboursements, ou peut bénéficier de prêts ou de formules de partage des coûts, l'Entrepreneur doit fournir à la Ville, sans frais et sur demande, tous les renseignements et toutes les données nécessaires à ces fins.

4.2.5.2 Si l'Entrepreneur doit présenter une telle demande au bénéfice de la Ville, il doit la déposer en temps utile auprès des Autorités compétentes et remettre à la Ville le montant ainsi obtenu. À moins que le Cahier des charges ne prévoit d'autres dispositions quant à la rémunération liée à la présentation d'une telle demande, la Ville, suivant une entente avec l'Entrepreneur, paie à ce dernier les Frais d'administration qu'il a engagés pour compiler et fournir les renseignements et données, et présenter une demande aux Autorités compétentes.

4.2.5.3 Le cas échéant, l'Entrepreneur doit rembourser à la Ville toute perte qu'elle peut subir directement ou indirectement par suite du défaut de l'Entrepreneur de remplir ses obligations, telles que précisées aux articles 4.2.5.1 et 4.2.5.2.

4.2.6 BREVETS ET DROITS D'AUTEUR

- 4.2.6.1 L'Entrepreneur garantit qu'il détient la propriété de tous les brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, secrets industriels ou savoir-faire et les droits moraux (ci-après : la propriété intellectuelle) ou qu'il détient une licence à l'égard de cette propriété intellectuelle, lui permettant d'exécuter le Contrat. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur garantit que la propriété intellectuelle dont il se sert pour exécuter le Contrat n'enfreint pas les droits de tierces parties ou ceux qu'il détient à l'égard de tous les Matériaux et le Matériel qu'il fournit ainsi que les procédés qu'il décide d'utiliser pour exécuter le Contrat ne contreviennent à aucun brevet ni à aucune licence.
- 4.2.6.2 L'Entrepreneur garantit et tient la Ville indemne de toute intervention, poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de la propriété intellectuelle et des droits précédemment mentionnés, y inclus des interventions judiciaires et administratives, poursuites, contestations ou réclamations, incluant la violation de propriété intellectuelle, et s'engage à prendre fait et cause et à tenir la Ville indemne contre toute responsabilité, perte, réclamation, coût, amende, procédure de toute nature et de tout jugement rendu contre la Ville, en capital, intérêts et frais, y compris les frais judiciaires et extrajudiciaires. Au besoin, et notamment dans le cadre d'une défense ou d'un règlement d'un tel coût, responsabilité, perte, réclamation, amende ou poursuite, l'Entrepreneur doit obtenir, pour la Ville, le droit de continuer d'utiliser le bien ou le procédé visé, ou, à défaut, le remplacer ou le modifier entièrement à ses frais pour qu'il n'y ait plus violation de ladite propriété intellectuelle.
- 4.2.6.3 L'Entrepreneur accorde à la Ville tous les droits et toutes les licences requis pour faire réparer, comme bon lui semble, l'Ouvrage ainsi que tout le Matériel et tous les Matériaux ou objets employés dans le cours de l'exécution des travaux, le tout sans limite territoriale ni limite de temps, et, à cet effet, l'Entrepreneur renonce à ses droits moraux.
- 4.2.6.4 L'Entrepreneur cède également à la Ville tous les droits d'auteur se rapportant aux rapports, études, plans et autres documents réalisés dans le cadre du présent Contrat et pour lesquels il détient la propriété intellectuelle ou est l'utilisateur autorisé, le tout sans limite de territoire ni de temps.

4.2.7 FORMATION

- 4.2.7.1 Le chargé de projet, le surintendant ou le contremaître de l'Entrepreneur œuvrant sur les chantiers municipaux d'infrastructures souterraines doivent détenir une certification valide délivrée dans le cadre de la formation « Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales » qui est dispensée par différents organismes. Cette certification doit être valide lors de la réunion de démarrage, à défaut de quoi le Directeur émet un avis de défaut conformément à l'article 4.5.1.1.
- 4.2.7.2 L'entrepreneur doit fournir les certifications valides du chargé de projet, du surintendant ou du contremaître affectés au Contrat avant la réunion de démarrage des travaux, lorsque la formation est obligatoire selon des Instructions aux soumissionnaires. L'Entrepreneur doit s'assurer d'avoir en tout temps au moins une personne en autorité sur le chantier qui détienne ladite certification.

4.2.8 EXIGENCES POUR LES DOCUMENTS À SOUMETTRE

- 4.2.8.1 Les documents à soumettre pendant toute la durée du contrat tels que les notes de chantier, les dessins d'atelier, les pièces justificatives, les décomptes progressifs, etc. doivent être lisibles, détaillés et éditables au besoin. Ils doivent être fournis en format numérique et être acheminés au responsable du contrat par courriel.

4.3 **RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR**

4.3.1 EXÉCUTION DU CONTRAT

- 4.3.1.1 L'Entrepreneur a la responsabilité complète de l'exécution de l'ensemble des travaux et assume à leur égard une obligation de résultat. Il doit les diriger et les surveiller efficacement et en toute sécurité.
- 4.3.1.2 L'Entrepreneur doit permettre aux responsables des Réseaux techniques urbains de réaliser leurs travaux et doit en assurer la coordination et en tenir compte dans son Échéancier.
- 4.3.1.3 L'Entrepreneur est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences et procédés d'exécution des travaux, lesquels doivent être établis conformément aux exigences du Contrat. Il est également seul responsable de la coordination de tous les travaux, incluant ceux des autres entrepreneurs qui pourraient être présents dans les limites du Chantier.
- 4.3.1.4 L'Entrepreneur doit prévoir les frais associés à cette coordination aux articles appropriés à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.
- 4.3.1.5 L'exécution du Contrat comprend aussi la fourniture de tous les autres Matériaux et de tout autre Matériel ainsi que l'exécution de tous les autres travaux qui sont nécessaires à la réalisation du Contrat, à moins qu'ils ne soient expressément exclus dans le Cahier des charges.

4.3.2 CESSION

- 4.3.2.1 L'Entrepreneur ne peut faire cession du Contrat sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur.
- 4.3.2.2 Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour la Ville et ne peut être accordée, à moins que l'Entrepreneur respecte intégralement les conditions suivantes :
- a) Présentation d'un autre entrepreneur qui, de l'avis du Directeur, possède les qualifications requises, qui accepte de compléter le Contrat accordé aux prix et aux conditions qui y sont mentionnés et qui assume, sans réserve, la responsabilité des travaux déjà exécutés;
 - b) Fourniture de tous les cautionnements, de toutes les garanties et de tous les contrats d'assurance requis par le nouvel Entrepreneur;
 - c) Fourniture de toutes les quittances requises des réclamants énumérés à l'annexe G;
 - d) Paiement, par chèque visé, de la plus élevée des sommes suivantes :
 - 1. 5 000,00 \$ à titre de frais de gestion;

2. 1 % de la valeur du Contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et à la taxe de vente du Québec (TVQ);
- e) Signature d'une quittance finale en faveur de la Ville relativement au Contrat accordé.

4.3.3 SOUS-TRAITANCE

4.3.3.1 Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics pour les Sous-contrats visés

L'Entrepreneur doit s'assurer que le Sous-traitant est autorisé par l'Autorité des marchés publics à contracter à la date de conclusion du sous-contrat dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) Le Contrat est visé par le décret 796-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 octobre 2014) et, il s'agit d'un Sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'offres et dont la dépense est égale ou supérieure à 1 000 000 \$ s'il s'agit d'un sous-contrat de services ou dont la dépense est égale ou supérieure à 5 000 000 \$ s'il s'agit d'un sous-contrat de travaux de construction;
- b) Le Contrat est visé par le décret 1049-2013 du 23 octobre 2013 (entré en vigueur le 23 octobre 2013) et :
 - i. Il s'agit d'un Sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat pour des travaux de même nature que ceux du Contrat et dont la dépense est égale ou supérieure à 25 000 \$;
 - ii. Il s'agit d'un Sous-contrat d'approvisionnement en enrobés bitumineux ou d'un Sous-contrat de services reliés à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout qui comporte une dépense égale ou supérieure à 25 000 \$ et qui est rattaché directement ou indirectement au Contrat;
- c) Le Contrat est visé par le décret 795-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 septembre 2014) et il s'agit d'un Sous-contrat de services relié à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout ou d'un Sous-contrat d'approvisionnement en enrobés bitumineux, rattaché directement ou indirectement au Contrat et la dépense est égale ou supérieure à 25 000 \$.

L'Entrepreneur doit transmettre au Directeur, pour chaque Sous-contrat visé : le nom et l'adresse du Sous-traitant, le montant et la date de conclusion du Sous-contrat ainsi qu'une copie de l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers détenue par le Sous-traitant. Par la suite, pendant toute la durée du Contrat, l'Entrepreneur doit, avant que ne débute l'exécution de tout autre Sous-contrat visé, fournir au Directeur une liste amendée de ses Sous-traitants, comportant les renseignements énumérés ci-haut.

4.3.3.2 Si l'Entrepreneur a recours à des Sous-traitants, il doit :

- a) S'assurer que, pendant toute la durée du Contrat, le Sous-traitant détient une licence valide, avec la ou les sous-catégories appropriées, émise par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et ne comportant pas de restriction aux fins de l'obtention d'un Contrat public en vertu de la Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1) et du Règlement sur les restrictions aux licences d'entrepreneur aux fins d'un contrat public (chapitre R-20, r. 14);

- b) Aviser le Directeur aussitôt qu'il est informé qu'un de ses Sous-traitants voit sa licence restreinte afin que la Ville puisse, à sa seule discrétion, présenter dans le délai prévu à la Loi sur le bâtiment une demande pour que la Régie du bâtiment du Québec autorise la poursuite du Sous-contrat avec ce Sous-traitant;
- c) Soumettre au Directeur, lors de la réunion de démarrage, une liste complète et détaillée précisant le nom des Sous-traitants, les travaux qu'ils doivent exécuter ou les biens qu'ils doivent fournir, et aviser le Directeur sans délai de toute modification apportée à cette liste pendant la durée du Contrat. L'Entrepreneur doit mettre à jour et transmettre ces informations au plus tard dix (10) Jours ouvrables avant le début des travaux visés pour chaque Sous-traitant. Il doit joindre à cette liste et à tout avis de modification de cette liste, le cas échéant, une photocopie de la licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec pour chaque Sous-traitant et, en temps opportun, une copie du renouvellement de toute licence venant à expiration avant la fin du Contrat. Le Directeur se réserve le droit de refuser l'accès à un Sous-traitant qui ne figure pas sur la liste transmise par l'Entrepreneur ou à l'égard duquel les informations requises n'ont pas été fournies au moment opportun;
- d) Fournir en tout temps, à la demande du Directeur, tout renseignement ou document supplémentaire concernant ces Sous-traitants;
- e) Assumer l'entière coordination des travaux qu'exécutent les Sous-traitants et la responsabilité de leurs actes ou omissions;
- f) Communiquer le contenu du Contrat aux Sous-traitants concernés, faire respecter par ces derniers toutes les dispositions du Contrat qui les concernent et leur remettre, le cas échéant, une copie du cautionnement de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services;
- g) S'assurer, avant de conclure tout sous-contrat requis pour l'exécution du Contrat que chacun de ses Sous-traitants n'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, que sa période d'inadmissibilité aux contrats publics est terminée.

4.3.3.3 Le Directeur peut, en tout temps, exiger le remplacement d'un Sous-traitant qui n'exécute pas les travaux conformément aux exigences du Contrat ou pour tout autre motif raisonnable. Un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le Sous-traitant et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes du Contrat ni relever l'Entrepreneur des obligations découlant du Contrat.

4.3.3.4 La modification de la liste des Sous-traitants pour quelque raison que ce soit n'a pas pour effet de modifier le Contrat, ni de créer de lien contractuel entre la Ville et les Sous-traitants, ni de relever l'Entrepreneur des obligations découlant du Contrat.

4.3.4 LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

4.3.4.1 L'Entrepreneur doit :

- a) Assumer les obligations dévolues au maître d'œuvre :
 - i. En vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail et des règlements en découlant;
 - ii. Notamment auprès de tout autre entrepreneur, organisme ou service municipal ou paramunicipal autorisé par la Ville à effectuer des travaux sur le Chantier.
- b) Éliminer à la source les dangers concernant la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs et de toute personne présente dans les limites du Chantier;

- c) Élaborer un programme de prévention propre au Chantier, le cas échéant, et le transmettre aux personnes et aux unités désignées par la Loi sur la santé et la sécurité du travail et les règlements adoptés en application de cette loi. L'Entrepreneur doit également transmettre à la Ville une copie de son programme de prévention au plus tard dix (10) Jours calendrier avant de débiter les travaux. À défaut, le Directeur peut, sans préavis et sans frais, suspendre les travaux de l'Entrepreneur jusqu'à ce qu'il se conforme à cette exigence, sans modifier le prix du Contrat ni le délai de réalisation des travaux;
 - d) Fournir au Directeur, avant le début des travaux, une copie de l'Avis d'ouverture d'un Chantier de construction et de tout autre document exigé par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ainsi que l'avis de fermeture à la fin de ses travaux. Si des travaux doivent être réalisés près d'un réseau gazier, l'avis écrit d'ouverture de Chantier de construction doit en faire mention explicite;
 - e) S'engager à respecter et à faire respecter par ses employés, mandataires, Sous-traitants, employés ou représentants des Réseaux techniques urbains (RTU) et toute personne ayant accès au Chantier les dispositions du programme de prévention ainsi que toute loi ou tout règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur doit notamment respecter les dispositions de la Loi sur la santé et la sécurité du travail et des règlements en découlant.
- 4.3.4.2 Dans les huit (8) Jours calendrier qui suivent un accident, l'Entrepreneur doit faire parvenir au Directeur une copie de l'avis d'accident qu'il a transmis à la CNESST. Il doit en outre fournir tous les autres renseignements et documents demandés par le Directeur concernant cet accident.
- 4.3.4.3 L'Entrepreneur doit fournir, dans les quinze (15) Jours calendrier suivant la réception d'une demande du Directeur, tout document attestant qu'il s'est conformé à la Loi sur la santé et la sécurité du travail (RLRQ, c. S-2.1) et qu'il est en règle avec la CNESST relativement à ses obligations contractuelles.
- 4.3.4.4 Avant de débiter les travaux et à la réception provisoire totale des travaux, l'Entrepreneur doit remettre au Directeur un certificat de la CNESST attestant qu'il s'est conformé aux dispositions de la loi.
- 4.3.4.5 L'Entrepreneur doit remettre au Directeur une copie de tout document reçu de la CNESST ou transmis par l'Entrepreneur à celle-ci.
- 4.3.4.6 L'Entrepreneur est responsable de tout arrêt éventuel du Chantier résultant d'une ordonnance d'un inspecteur de la CNESST. Il doit rembourser à la Ville toute amende que celle-ci se verrait imposer et résultant du manquement de l'Entrepreneur de se conformer aux prescriptions de la loi.
- 4.3.4.7 L'Entrepreneur doit souscrire un contrat d'assurance patronale couvrant tout employé non protégé par la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

4.3.5 EXPLOSIFS

- 4.3.5.1 L'Entrepreneur doit respecter toute loi, tout règlement et toute directive du Directeur relatifs à l'achat, au transport, à l'entreposage et à l'utilisation des explosifs et s'assurer qu'ils sont respectés.
- 4.3.5.2 Sur demande du Directeur, l'Entrepreneur doit lui fournir tout renseignement requis concernant les explosifs.

4.3.6 PROTECTION

4.3.6.1 Ouvrages, immeubles, biens, personnes, lieux et environnement

L'Entrepreneur doit :

- 4.3.6.1.1 Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la sécurité de toute personne et de tout bien meuble ou immeuble ou de toute propriété qui se trouvent sur le Chantier ou à l'extérieur et qui peuvent être affectés par l'exécution des travaux;
- 4.3.6.1.2 Prévoir les écrans, les bâches et les barrières nécessaires;
- 4.3.6.1.3 S'assurer de ne surcharger ni de permettre de surcharger aucune partie de l'Ouvrage afin de ne pas en compromettre l'intégrité;
- 4.3.6.1.4 Protéger les arbres, les arbustes, le gazon et les plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux. À défaut, la Ville peut, à son entière discrétion, décider de réparer ou remplacer, aux frais de l'Entrepreneur, les arbres, les arbustes, le gazon et les plantes d'ornement qu'il a endommagés ou exiger de l'Entrepreneur qu'il procède lui-même aux réparations ou aux remplacements nécessaires;
- 4.3.6.1.5 Prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection du mobilier urbain à l'intérieur des limites de son Chantier. Il sera tenu responsable de tout dommage causé à ces biens par l'exécution de ses travaux;
- 4.3.6.1.6 Protéger contre tout dommage les monuments, les bâtiments à caractère patrimonial et les sites historiques ou archéologiques qui se trouveraient dans l'emprise du Chantier ou dans son voisinage ou encore dans toute autre aire utilisée par l'Entrepreneur pour ses travaux;
- 4.3.6.1.7 Prendre toutes les précautions nécessaires pour la protection de l'environnement, des rues, parcs, terrains et bâtiments avoisinants ainsi que des installations des services publics et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute forme de dommages ou de pollution;
- 4.3.6.1.8 Dans tous les cas, aviser immédiatement le Directeur des dommages qu'il a causés;
- 4.3.6.1.9 À la fin des travaux, réparer à la satisfaction du Directeur tous les dommages et tous les dégâts qu'il a causés sur le site des travaux ainsi qu'à la propriété publique ou privée touchée par ses travaux ou le remisage du Matériel, l'entreposage ou l'approvisionnement de Matériaux.
- ##### 4.3.6.2 Protection des infrastructures souterraines
- 4.3.6.2.1 Avant d'entreprendre des travaux d'excavation, d'enfoncement de pieux ou de forage, il appartient à l'Entrepreneur de recueillir auprès des tiers concernés tous les renseignements concernant l'état et la position exacte des installations sous leur responsabilité ou gestion, tant en plan qu'en élévation.

- 4.3.6.2.2 L'Entrepreneur doit formuler une demande de localisation des Réseaux techniques urbains (RTU) auprès d'Info-Excavation. Aucun travail d'excavation ou de construction ne peut être entrepris avant que l'Entrepreneur ait obtenu les résultats de la demande de localisation et que les RTU soient localisés et marqués sur le Chantier. L'Entrepreneur doit également s'assurer de respecter l'article 3.15.1 du Code de sécurité pour les travaux de construction (RLRQ c. S-2.1, r.4) en tout temps.
- 4.3.6.2.3 L'Entrepreneur doit effectuer la localisation des infrastructures souterraines à l'aide du plan de localisation géoréférencé fourni par le propriétaire du RTU concerné ou par la Ville, à moins que le propriétaire de l'infrastructure souterraine effectue lui-même le marquage.
- 4.3.6.2.4 Lorsque des travaux doivent être effectués près des Réseaux Techniques Urbains (RTU), ils doivent également être exécutés selon les exigences et recommandations décrites dans le document « Directives pour les travaux à proximité de nos infrastructures souterraines » publié par Info-Excavation.
- 4.3.6.2.5 Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de prendre tous les moyens nécessaires pour maintenir le marquage des infrastructures souterraines (marquage décalé, arpentage, coordonnées géo référencées, etc.).
- 4.3.6.2.6 Avant le début des travaux, tous les RTU doivent avoir été localisés, identifiés et tracés clairement et visiblement au chantier à l'aide de peinture ou de piquets de couleurs appropriées selon le code de couleur adopté par l'Association canadienne de normalisation (CAN/CSA-C22.3 no 7).
- 4.3.6.2.7 Les rapports de localisation et les acquittements doivent être accessibles en tout temps sur les lieux de l'excavation de même que toutes les coordonnées des services d'urgence des propriétaires d'infrastructures.
- 4.3.6.2.8 Avant de débiter les travaux, l'Entrepreneur doit s'assurer que tous les intervenants sur le Chantier sont sensibilisés à la présence des infrastructures souterraines et, qu'en tout temps, ils ont en main les rapports de localisation pour référence. L'Entrepreneur doit s'assurer que l'équipe de travail œuvrant sur le Chantier est en mesure de bien interpréter un rapport de localisation.
- 4.3.6.2.9 L'Entrepreneur doit établir une zone tampon par une bande d'un (1) mètre de largeur de chaque côté de l'infrastructure souterraine. L'excavation mécanique est interdite dans la zone tampon tant que la conduite ou le massif n'est pas à découvert, sauf pour enlever la partie solide du revêtement de surface (ex : pavage, béton, pavé uni, etc.) qui se trouve au-dessus de l'infrastructure souterraine.
- 4.3.6.2.10 Lorsque des travaux d'excavation doivent être exécutés dans la zone tampon, l'Entrepreneur doit utiliser des méthodes d'excavation sécuritaire et non invasive, jusqu'à ce que la conduite ou le massif soit à découvert. Selon les conditions climatiques et géologiques, il peut utiliser soit l'excavation à la main, les techniques d'excavation par aspiration, ou des outils pneumatiques à la main. L'opérateur de la machinerie doit être accompagné d'au moins un travailleur.
- 4.3.6.2.11 À partir du moment où l'infrastructure devient visible, la zone tampon se voit diminuée de chaque côté de l'infrastructure souterraine en fonction du type de conduite ou de massif selon les prescriptions du propriétaire de l'infrastructure souterraine, afin de faciliter l'excavation. L'excavation mécanique doit se faire parallèlement à la conduite ou au massif en respectant les dégagements prescrits par les propriétaires de RTU et jamais au-dessus de ceux-ci.

4.3.6.2.12 Dans le cas d'une infrastructure souterraine appartenant à une entreprise régie par l'Office national de l'énergie (ONE), un inspecteur du propriétaire d'infrastructure doit être présent sur les lieux du Chantier durant toute la durée des travaux dans la zone tampon, lorsque requis par le propriétaire de RTU. Le cas échéant, les frais occasionnés par la présence de l'inspecteur sont à la charge de la Ville.

4.3.6.2.13 Lorsqu'une infrastructure souterraine est découverte dans le cours des travaux et que celle-ci n'avait pas été localisée, l'Entrepreneur doit cesser les travaux dans la zone d'excavation concernée et prendre les mesures appropriées afin de permettre la reprise des travaux dans les plus brefs délais. À cette fin, l'Entrepreneur doit notamment communiquer avec le propriétaire de l'infrastructure pour convenir de la méthode de travail appropriée.

4.3.6.2.14 Les infrastructures souterraines des RTU se trouvant dans la zone de construction des travaux projetés (chambres, conduites, massifs de conduits, etc.) doivent être protégées ou supportées par l'Entrepreneur selon les exigences et à la satisfaction des représentants de ces RTU et du Directeur ou du Professionnel désigné. L'Entrepreneur doit soumettre les plans de support requis, signés et scellés par un ingénieur aux représentants de ces RTU et au Directeur ou au Professionnel désigné avant de débiter les travaux projetés.

4.3.6.2.15 À moins d'indication contraire au Cahier des charges, les travaux de déplacement des RTU requis pour l'exécution du Contrat sont exécutés par les organismes concernés ou par leurs entrepreneurs.

4.3.6.2.16 L'Entrepreneur doit, à ses frais, protéger toutes les installations ou structures existantes exposées contre tous dommages et assumer les coûts de réparation ou de remplacement de celles qu'il a endommagées, ainsi que tous les dommages en découlant.

4.3.6.2.17 Lorsqu'un dommage survient ou est constaté à une infrastructure souterraine, l'Entrepreneur doit aviser le propriétaire de ce RTU et le Directeur, sans délai.

4.3.6.3 Protection lors de travaux d'excavation

4.3.6.3.1 L'Entrepreneur doit obtenir une attestation décrivant la méthode d'excavation ou la méthode de soutènement à utiliser avant d'entreprendre les travaux d'excavation d'une tranchée, lorsque requis à l'article 3.15.3 du Code de sécurité pour les travaux de construction (RLRQ c. S-2.1, r.4).

4.3.6.3.2 Cette attestation doit être signée et scellée par un ingénieur qualifié dans la nature des sols et membre de l'OIQ et doit être transmise au Directeur ou au Professionnel désigné.

4.3.6.3.3 Les calculs de l'ingénieur quant au choix de l'angle des parois doivent être fournis par l'Entrepreneur sur demande du Directeur ou du Professionnel désigné. L'Entrepreneur doit également s'assurer de respecter l'article 3.15.3 du Code de sécurité pour les travaux de construction (RLRQ c. S-2.1, r.4) en tout temps. Une copie des rapports de visite de suivi de l'ingénieur et des attestations qui en découlent doivent être disponibles sur le Chantier.

4.3.6.4 Protection - travaux près d'un oléoduc

4.3.6.4.1 Lorsque des travaux doivent être effectués près d'un oléoduc (pipeline), ils doivent être exécutés selon les exigences du Règlement de l'Office national de l'énergie sur le croisement de pipe-lines.

4.3.6.4.2 Avant de débiter les travaux, l'Entrepreneur doit aviser par écrit, avec copie au Directeur, la compagnie propriétaire de l'oléoduc, au moins dix (10) Jours ouvrables avant d'effectuer des travaux près de cette conduite et obtenir son autorisation écrite pour ce faire. L'autorisation obtenue doit être affichée sur le Chantier.

4.3.6.4.3 Aucun travail d'excavation ou de construction n'est permis sans la présence d'un représentant de la compagnie propriétaire de l'oléoduc.

4.3.6.5 Repères géodésiques

4.3.6.5.1 Avant de débiter les travaux, l'Entrepreneur doit valider avec le Directeur si une visite des lieux est requise pour identifier les repères géodésiques situés dans les limites ou à proximité du Chantier, et déterminer ceux qui doivent être protégés, enlevés ou déplacés.

4.3.6.5.2 L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour bien protéger les repères identifiés comme tels.

4.3.6.5.3 Dans tous les cas où, du fait de l'exécution de travaux, ces repères sont endommagés, l'Entrepreneur doit en aviser immédiatement le Directeur et, le cas échéant, les réparer ou les remplacer à ses frais selon les Instructions relatives à la matérialisation de repères du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MER) du Québec.

4.3.6.5.4 L'Entrepreneur doit se procurer à la division géomatique de la Ville les regards protecteurs et les couvercles des repères géodésiques à protéger, à remplacer ou à réparer. Il doit adresser sa demande au moins cinq (5) Jours ouvrables avant de débiter toute intervention ayant un impact sur ces repères, à l'adresse courriel suivante : geodesie_geomatique@montreal.ca.

4.3.7 ARCHÉOLOGIE

Au cours de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur est susceptible de dégager des objets ou des ouvrages en maçonnerie, en bois ou en autres Matériaux qui ont un intérêt artistique, archéologique, historique ou autre. L'Entrepreneur doit immédiatement aviser le Directeur d'une telle découverte et interrompre tout travail qui pourrait endommager ou détruire les objets et les ouvrages ainsi dégagés jusqu'à ce qu'il ait obtenu l'autorisation formelle du Directeur de reprendre le travail. L'objet d'une telle découverte, quel qu'il soit, est la propriété exclusive de la Ville.

4.3.8 MESURES D'URGENCE

Si, au cours de l'exécution des travaux et jusqu'à l'expiration du délai de garantie, il survient des situations découlant d'un geste ou d'une omission de l'Entrepreneur qui, de l'avis du Directeur, nécessitent des mesures d'urgence pour la protection du public, des ouvrages et des structures environnantes, et que l'Entrepreneur ne peut y remédier ou refuse de le faire, le Directeur peut prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Les dépenses ainsi occasionnées sont à la charge de l'Entrepreneur et pourront être déduites de toute somme qui lui est due.

4.3.9 COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE

4.3.9.1 Principes comptables

L'Entrepreneur doit comptabiliser distinctement le coût des biens, services ou travaux conformément aux principes et pratiques comptables généralement reconnus.

4.3.9.2 Période de conservation

L'Entrepreneur conserve tous les livres, registres comptables pertinents au Contrat et documents relatifs au Contrat, de même que tout document ayant servi à l'élaboration de sa Soumission pendant cinq (5) ans après la fin du Contrat. Sur demande écrite de la Ville, la période de conservation peut être prolongée pour une période additionnelle de deux (2) ans.

4.3.9.3 Droit de vérification

Sur demande écrite, pendant la durée du Contrat et pour la période de conservation prévue après la réception définitive, l'Entrepreneur met à la disposition de la Ville tous les livres, registres et documents mentionnés au paragraphe précédent que la Ville pourrait requérir pour vérifier que l'Entrepreneur a exécuté le Contrat conformément aux exigences prescrites. La Ville peut vérifier et reproduire toutes les pièces.

De plus, sur demande écrite, l'Entrepreneur s'engage à ce que tous les Sous-traitants mettent à la disposition de la Ville tous les livres, registres comptables pertinents au Contrat et documents relatifs au Contrat. La Ville peut vérifier et reproduire toutes les pièces.

4.3.10 RECOURS ET RESPONSABILITÉS

4.3.10.1 L'Entrepreneur est seul responsable des dommages causés à la Ville et aux tiers en raison des travaux qu'il exécute dans le cadre du contrat, à compter de la date qui est fixée dans l'ordre de débiter les travaux, et ce, jusqu'à la réception définitive des travaux.

4.3.10.2 L'Entrepreneur doit également tenir la Ville indemne et à couvert de toute réclamation, demande, perte, frais, dommages, action, poursuite ou procédure de la part de quiconque, incluant les Sous-traitants, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables aux activités de l'Entrepreneur, de ses employés, agents, Fournisseurs, Sous-traitants et Sous-traitants de ces derniers, dans l'exécution de l'Ouvrage. Aux fins du présent article, le terme « activités » comprend tout acte ou toute omission, de même que tout retard à accomplir un acte.

4.3.10.3 L'Entrepreneur doit prendre fait et cause pour la Ville dans toute procédure découlant de l'exécution du Contrat, la tenir indemne de toute réclamation de quelque nature que ce soit et de tout jugement final rendu contre elle et acquitter tout règlement intervenu, en capital, en intérêts et en frais, et tout autre accessoire s'y rattachant.

4.3.10.4 L'Entrepreneur doit également maintenir les biens de la Ville libres, en tout temps, de toute priorité et hypothèque ou autre charge de quelque nature que ce soit. L'Entrepreneur doit notamment faire radier, à ses frais et avec diligence, toute hypothèque légale ou toute autre charge publiée, avec ou sans droit, sur un bien de la Ville, par un Sous-traitant ou toute autre personne ayant participé à l'Ouvrage. Il doit, au besoin, entreprendre les procédures judiciaires requises à cette fin au plus tard dans les soixante (60) Jours calendrier suivant une telle inscription et mener ces procédures à terme avec diligence. La Ville peut suspendre tout paiement tant que la charge n'est pas radiée ou effectuer toute retenue qu'elle juge appropriée.

4.3.11 RÉCLAMATIONS, COMPENSATION ET RETENUES

- 4.3.11.1 Lorsqu'il y a contre l'Entrepreneur ou un Sous-traitant une réclamation ou une créance qui peut entraîner une responsabilité financière pour la Ville ou constituer une charge sur des immeubles lui appartenant, cette dernière a le droit de se tenir indemne en capital, en intérêts et en frais de toute telle réclamation ou créance, de quelque nature que ce soit, en retenant les sommes nécessaires à l'obtention des quittances appropriées. La Ville n'est pas tenue d'établir la validité de la réclamation ou de la créance.
- 4.3.11.2 Pour obtenir le paiement des sommes retenues par la Ville en regard de la réclamation ou la créance d'un tiers, la Ville peut exiger de l'Entrepreneur qu'il lui fournisse la preuve que ce tiers a été payé ou a renoncé à toute réclamation contre elle, ainsi que la preuve de la radiation de toute hypothèque légale, le cas échéant.
- 4.3.11.3 Si l'Entrepreneur doit des sommes d'argent à la Ville, pour quelque cause que ce soit, la Ville peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due à l'Entrepreneur, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, et lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisée de tout règlement ou de tout jugement, en capital, en intérêts et en frais. La Ville paie, à compter de la date du jugement final ou du règlement, le cas échéant, sur l'excédent de toute somme ainsi retenue ou déposée, un intérêt annuel simple correspondant à la moyenne des taux préférentiels obtenus par la Ville au 1er janvier de chaque année.
- 4.3.11.4 Lorsqu'un sous-contrat est dénoncé par un Sous-traitant ou un Fournisseur ou lorsque le Directeur veut s'assurer qu'une dette quelconque existant en vertu de l'exécution du Contrat a été payée, la Ville peut, à sa seule discrétion, retenir une somme correspondant au montant de la dénonciation ou de la dette. Si l'Entrepreneur veut obtenir le paiement de la somme ainsi retenue, il doit fournir à la Ville une quittance ou une renonciation à toute réclamation et hypothèque légale de la part du Sous-traitant ou du Fournisseur. La Ville n'est pas tenue d'établir que le Sous-contrat dénoncé est soumis à une telle hypothèque légale.
- 4.3.11.5 Dans le cas où une réclamation ou une créance est établie après que tous les paiements dus par la Ville à l'Entrepreneur ont été effectués, l'Entrepreneur doit rembourser à la Ville toutes les sommes en capital, intérêts et frais, que la Ville a dû déboursier par suite du défaut de l'Entrepreneur, afin de payer cette réclamation ou créance et radier, le cas échéant, toute charge publiée sur un bien appartenant à la Ville en lien avec le présent Contrat.
- 4.3.11.6 Les droits prévus à l'article 4.3.11 sont au bénéfice exclusif de la Ville, qui pourra, à sa seule discrétion, les exercer ou non. Les droits prévus à l'article 4.3.11 ne peuvent en aucun cas être interprétés comme constituant une stipulation pour autrui ou comme offrant une protection quelconque aux créanciers ou aux Sous-traitants de l'Entrepreneur, aux Fournisseurs de Matériaux ou à toute autre personne.

4.3.12 RESPECT DE LA PERSONNE ET DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS

4.3.12.1 Afin de s'assurer du respect des personnes et des dispositions de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (RLRQ, c. C-12), l'Entrepreneur doit :

- a) S'engager à traiter les citoyens, les employés de la Ville ainsi que les partenaires et autres Sous-traitants de celle-ci, avec courtoisie et professionnalisme dans leurs échanges, quelle que soit la forme. Il s'assure par ailleurs que ses Sous-traitants agissent ainsi.
- b) Promouvoir un milieu de travail sain, respectueux, harmonieux et exempt de harcèlement psychologique ou sexuel.
- c) Éviter l'emploi d'une conduite inappropriée contrevenant aux règles collectives de respect ou du savoir-vivre en milieu de travail, et se caractérisant par des comportements rudes et non courtois, démontrant ainsi un manque de considération générale pour les autres.

4.3.12.2 En cas de faute, la Ville s'attend à ce que l'Entrepreneur prenne les mesures nécessaires auprès des personnes concernées afin de respecter ses engagements. Dans ce cas, la Ville avise l'Entrepreneur de tout comportement déviant par rapport aux exigences du présent Cahier des charges. L'Entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures pour intervenir afin de corriger la situation, mettre fin au comportement déviant signalé et fournir à la Ville toute l'information détaillant les démarches entreprises et les mesures mises en place. Si la Ville juge que ces mesures sont insuffisantes, elle peut exiger le remplacement du membre du personnel de l'entrepreneur qui est en faute.

4.3.12.3 L'Entrepreneur doit collaborer à toute vérification, portant sur le respect de ses engagements auprès de la Ville.

4.3.12.4 Tout manquement à l'article 4.3.12 de la part de l'Entrepreneur, d'un ou des membres du personnel à sa charge ainsi que de ses Sous-traitants, est susceptible de sanction de la part de la Ville, pouvant aller du simple avertissement jusqu'à la résiliation du contrat

4.4 PROCESSUS D'ÉVALUATION DU RENDEMENT DE L'ADJUDICATAIRE

4.4.1 GÉNÉRALITÉS

4.4.1.1 Au terme d'un appel d'offres public, la Ville doit déterminer si l'Adjudicataire doit faire l'objet d'une évaluation du rendement. Conséquemment, un suivi rigoureux et documenté sera effectué en cours de contrat. Par la suite, à la fin du contrat, le rendement de l'Adjudicataire sera évalué sur un ensemble de critères prédéfinis regroupés par thèmes. La grille de thèmes, incluant la pondération et les critères sous-tendus des thèmes, est fournie à la section « Clauses administratives spéciales » du présent Cahier des charges.

Si le rendement de l'Adjudicataire s'avère non satisfaisant, un rapport de cette évaluation lui sera transmis au plus tard soixante (60) jours à la suite de la réception définitive des travaux. Suite à la réception du rapport, le fournisseur ou l'entrepreneur disposera d'une période de trente (30) jours pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. À la suite de la réception de ces commentaires, et si la personne désignée en maintient les conclusions, elle pourra faire entériner l'évaluation de rendement insatisfaisant par le comité exécutif de la Ville dans un délai de soixante (60) jours.

- 4.4.1.2 Si une évaluation de rendement insatisfaisant survient à l'égard du cocontractant ou de l'un de ses Sous-traitants, le cas échéant, après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat.

La Ville se réserve également le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat dans le cas où l'identité d'un Sous-traitant du cocontractant lui est communiquée après l'adjudication du contrat et que ce Sous-traitant a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par la Ville au cours des deux (2) années précédant la date de son sous-contrat.

4.4.2 ÉVALUATION

- 4.4.2.1 La Ville procède à une évaluation de rendement de l'Adjudicataire dans les cas suivants:

- a) Le montant total du contrat, incluant les taxes, est de 1 million de dollars ou plus;
- b) Le montant du contrat dont la dépense nette se situe entre le seuil de l'appel d'offres public et 1 million de dollars et le résultat de l'étude de risque, préalable à l'adjudication du contrat, révèle qu'une évaluation du rendement est nécessaire.

- 4.4.2.2 Le rapport d'évaluation du rendement est basé sur une grille de critères préétablis propre au Contrat permettant de rendre compte du niveau de satisfaction de la Ville quant à la performance de l'Adjudicataire à qui la Ville a octroyé le Contrat.

- 4.4.2.3 Une évaluation de rendement insatisfaisant résulte d'une note inférieure à 70 % lors de l'évaluation du rendement de l'Adjudicataire.

4.4.3 GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE

L'Adjudicataire est évalué sur les thèmes suivants et selon la pondération suivante :

- a) Conformité technique des travaux (25 %);
- b) Planification, organisation et respect des échéanciers (25 %);
- c) Administration du contrat (25 %);
- d) Signalisation et gestion des impacts des travaux (10 %);
- e) Santé et sécurité (15 %).

4.4.4 AVIS DE REDRESSEMENT

- 4.4.4.1 L'Adjudicataire est avisé que la Ville tiendra compte, en vue de l'évaluation de rendement du présent Contrat, de tout avis de redressement qu'elle émettra dans le cadre et au fur et à mesure de l'exécution du présent Contrat.
- 4.4.4.2 Un avis écrit de redressement peut s'imposer soit après un avertissement préalable à l'égard d'une situation, soit à l'occasion d'une faute grave ou d'une faute lourde de l'Adjudicataire, notamment lorsqu'il s'agit du défaut de l'Adjudicataire de respecter une obligation du Contrat ou de toute autre situation pouvant affecter la qualité d'exécution des travaux, le respect du délai de réalisation des travaux ou la collaboration requise de l'Adjudicataire et de son personnel dans le cadre de l'exécution du Contrat, le tout sous réserve de l'application de l'article 4.5.1.2.
- 4.4.4.3 Un avis écrit de redressement de la Ville est transmis à l'Adjudicataire. Lorsque l'Adjudicataire reçoit un avis de redressement de la Ville, il doit sans délai y donner les suites appropriées de manière à régler la situation ou le défaut dénoncé à la satisfaction de la Ville et, si requis, en soumettant avec diligence à la Ville pour commentaires un plan et un Échéancier de redressement. Le défaut de corriger les manquements énoncés à un avis de redressement peut entraîner l'application des mesures prévues à l'article 4.5.1.

4.4.5 TRANSMISSION D'UNE ÉVALUATION DE RENDEMENT INSATISFAISANT

Si le rendement de l'Adjudicataire s'avère non satisfaisant, un rapport sur cette évaluation lui sera transmis au plus tard soixante (60) Jours calendrier à la suite de la réception définitive des travaux. À la suite de la réception du rapport, l'Adjudicataire disposera d'une période de trente (30) Jours calendrier pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. À la suite de la réception de ces commentaires, si la personne désignée maintient les conclusions, elle devra faire entériner l'évaluation de rendement insatisfaisant par le comité exécutif de la Ville dans un délai de soixante (60) Jours calendrier.

4.5 DÉFAUT – RÉSILIATION

4.5.1 DÉFAUT DE L'ENTREPRENEUR

- 4.5.1.1 Sans égard à son droit d'imposer les pénalités en vertu de l'article 5.1.14, si l'Entrepreneur fait défaut de respecter l'une de ses obligations contractuelles, le Directeur avise par écrit l'Entrepreneur (avec copie à la caution) du défaut et, le cas échéant, du délai imparti pour y remédier.
- 4.5.1.2 Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur est en défaut notamment s'il :
- a) Ne commence pas les travaux à la date indiquée par le Directeur dans l'ordre de débiter les travaux;
 - b) Ne remplace pas les Matériaux refusés ou ne corrige pas les travaux déficients;
 - c) Fait exécuter des travaux par un Sous-traitant ne détenant pas la licence appropriée;
 - d) Enfreint les lois, décrets, arrêtés en conseil, règlements, ou les directives du Directeur;
 - e) Poursuit les travaux sans la célérité et la diligence requises;
 - f) Commet un acte de faillite ou devient insolvable;

- g) Suspend ses travaux sans l'autorisation écrite du Directeur;
- h) Abandonne les travaux;
- i) Conclut un contrat avec un Sous-traitant pour un Sous-contrat visé alors que ce Sous-traitant n'est pas pourvu d'une autorisation de l'Autorité des marchés publics ou que celle-ci est révoquée en cours d'exécution;
- j) Omet, à l'égard d'un Sous-contrat visé, de fournir au Directeur, dans le délai requis, les informations et documents exigés en vertu de l'article 4.3.3;
- k) Occupe le domaine public sans permis ou autorisation, ou qu'il ne respecte pas les conditions du permis ou de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public;
- l) Occupe le domaine public et qu'il n'effectue pas les Travaux en continu;
- m) Omet de maintenir en vigueur les contrats d'assurances selon les modalités prescrites.

4.5.1.3 Si l'Entrepreneur ne remédie pas au défaut dans le délai imparti, la Ville peut soit résilier le Contrat, soit demander à la caution de compléter les travaux, et cette dernière doit alors, dans les dix (10) Jours ouvrables suivants, confirmer par écrit son intention de compléter le Contrat ou, selon le cas, de payer les sommes prévues par la garantie d'exécution. Si la garantie d'exécution a été fournie sous forme de chèque, la Ville se réserve le droit de conserver les sommes encaissées. Si la garantie d'exécution a été fournie sous forme de lettre de garantie bancaire, la Ville se réserve le droit de l'encaisser.

4.5.1.4 Outre son droit d'opérer compensation, à compter de la demande d'intervention de la caution, la Ville suspend le paiement de toute somme qui pourrait être due à l'Entrepreneur.

4.5.1.5 Si la caution confirme son intention de compléter le Contrat, elle doit prendre les dispositions requises avant l'expiration des dix (10) Jours ouvrables qui suivent. L'entrepreneur retenu par la caution pour exécuter le Contrat en remplacement de l'Entrepreneur initial doit remplir toutes les conditions prévues au Contrat, notamment quant aux compétences et à l'expérience requises, et la Ville se réserve le droit de refuser tout entrepreneur proposé par la caution qui ne satisferait pas à ces conditions.

4.5.1.6 Si la caution n'intervient pas dans le délai mentionné ci-dessus, la Ville peut prendre possession du Chantier et faire exécuter les travaux et remplir toutes les autres obligations prévues au Contrat aux frais de l'Entrepreneur et de la caution.

4.5.1.7 Lorsque la Ville prend possession du Chantier :

- a) Le Directeur détermine la valeur des travaux exécutés, des Matériaux, du Matériel et des installations se trouvant sur le Chantier, et en dresse un inventaire et un état détaillé, dont la Ville remet copie à l'Entrepreneur et à la caution;
- b) Outre son droit d'opérer compensation, la Ville suspend le paiement de toute somme qui pourrait être due à l'Entrepreneur et, au fur et à mesure de l'exécution des travaux prévus au Contrat, effectue les décomptes :
 - i. Si les dépenses, dommages et frais engagés par la Ville pour compléter le Contrat sont supérieurs aux sommes payables à l'Entrepreneur, ce dernier et la caution, le cas échéant, doivent rembourser à la Ville l'écart entre ces sommes dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande à cet effet;
 - ii. Si les dépenses, dommages et frais engagés par la Ville pour compléter le Contrat sont inférieurs aux sommes payables à l'Entrepreneur, la Ville paie à l'Entrepreneur les sommes qui lui sont dues et qu'elle aura retenues, sans intérêt.

- 4.5.1.8 Cette prise de possession du Chantier n'a pas pour effet de libérer l'Entrepreneur ou la caution d'une obligation quelconque en vertu du Contrat ou de la loi. En conséquence, l'Entrepreneur et la caution sont solidairement responsables de toutes les dépenses engagées par la Ville pour remplir les obligations prévues au Contrat et sont réputés avoir renoncé à invoquer le fait qu'ils auraient pu remplir ces obligations à un coût inférieur.

4.5.2 RÉSILIATION

- 4.5.2.1 Si la Ville résilie le Contrat en vertu de l'article 4.5.1, du Règlement sur la gestion contractuelle ou suite à une décision ou à une recommandation de l'inspecteur général de la Ville ou si ce dernier résilie le Contrat sans que la Ville ait renversé sa décision, les dispositions des articles 4.5.1.3 à 4.5.1.8 s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires et l'Entrepreneur est responsable de tous les dommages subis par la Ville en raison d'une telle résiliation.

- 4.5.2.2 La Ville peut aussi, en tout temps et à sa discrétion, résilier le Contrat malgré le fait que l'Entrepreneur ne soit pas en défaut, ni dans une situation prévue à l'article 4.5.2.1. Si elle se prévaut de ce droit, elle avise l'Entrepreneur et la caution par écrit et :

- a) La Ville paie à l'Entrepreneur, sur présentation des pièces justificatives, le coût des travaux réalisés avant la réception de l'avis de résiliation, selon le prix indiqué à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission, ainsi que, le cas échéant, le coût des biens fournis, lorsque ceux-ci peuvent lui être remis et qu'elle peut les utiliser. L'Entrepreneur doit remettre à la Ville tous les biens ainsi payés, dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande du Directeur à cet effet;
- b) Elle paie également à l'Entrepreneur, à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier, un montant en fonction du solde contractuel, tel qu'il est déterminé ci-dessous. Aux fins de l'application du présent paragraphe, le solde contractuel constitue la différence entre, d'une part, le prix total du Contrat, excluant les taxes (TPS et TVQ) et les Contingences, et, d'autre part, le coût des travaux réalisés tel qu'il est défini au paragraphe précédent. Les sommes payées en vertu du présent paragraphe incluent les taxes applicables.

Le montant payable à l'Entrepreneur est calculé selon le barème suivant :

- i. 4 % sur la tranche de 0 \$ à 1 000 000,00 \$;
- ii. 3 % sur la tranche de 1 000 000,01 \$ à 5 000 000,00 \$;
- iii. 2 % sur la tranche de 5 000 000,01 \$ à 10 000 000,00 \$;
- iv. 1 % sur la tranche excédant 10 000 000,00 \$.

Aucun montant n'est payable à l'Entrepreneur suite à une résiliation décrite à l'article 4.5.2.1.

- 4.5.2.3 Nonobstant l'article 2129 du Code civil du Québec, les sommes payables en vertu de l'article 4.5.2.2 constituent les seules sommes payables à l'Entrepreneur.

5 TRAVAUX

5.1 EXÉCUTION

5.1.1 DÉBUT DES TRAVAUX ET AUTORITÉ DU DIRECTEUR

- 5.1.1.1 L'Entrepreneur doit commencer les travaux prévus à la date indiquée par le Directeur dans l'ordre de débiter les travaux. La date indiquée par le Directeur pour débiter les travaux constitue le point de départ pour le calcul du délai de réalisation des travaux prévu à l'article 5.1.8.
- 5.1.1.2 L'Entrepreneur ne doit pas débiter les travaux avant d'en avoir reçu l'autorisation écrite du Directeur.
- 5.1.1.3 Le Directeur a toute autorité pour gérer le Contrat et s'assurer que toutes les obligations de l'Entrepreneur prévues au Contrat sont respectées. À cet effet, il peut notamment :
- a) Refuser tout Matériel, tous Matériaux, procédés ou travaux non conformes au Cahier des charges ou ne respectant pas les critères de qualité demandés et ordonner, suivant le cas, leur correction, démolition, réfection ou remplacement; les travaux ainsi exécutés sont aux frais de l'Entrepreneur;
 - b) Ordonner, en tout temps, l'exécution des travaux en dehors des heures régulières de travail, selon les dispositions de l'article 5.2.1;
 - c) Se rendre, en tout temps, au Chantier ainsi que sur tous les lieux qui ont trait aux travaux, tels que les ateliers, magasins, usines et autres; tant l'Entrepreneur que ses Sous-traitants et Fournisseurs doivent lui en faciliter l'accès pendant les heures normales de travail;
 - d) Décider de toute question relative aux quantités et à la valeur des travaux. L'Entrepreneur qui désire contester une telle décision doit le faire conformément aux dispositions de l'article 5.1.12.

5.1.2 EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 5.1.2.1 L'exécution des travaux doit être conforme au Contrat ainsi qu'aux directives émises par le Directeur.
- 5.1.2.2 L'Entrepreneur est tenu de fournir tout ce qui est usuel et nécessaire au parachèvement des travaux afin qu'ils soient conformes à l'usage auquel ils sont destinés.
- 5.1.2.3 L'Entrepreneur est seul responsable du coût des travaux, Matériaux, procédés ou Matériel non conformes qu'il est tenu de reprendre ou de remplacer.
- 5.1.2.4 L'Entrepreneur est tenu de fournir au Directeur toute information utile relative à l'exécution des travaux dont il a la responsabilité, ainsi qu'aux Matériaux et au temps nécessaires à cette fin.
- 5.1.2.5 Lorsqu'il occupe le domaine public, l'Entrepreneur doit prévoir et réaliser les Travaux en continu.

5.1.3 ALIGNEMENTS ET NIVEAUX

- 5.1.3.1 L'Ouvrage doit être réalisé de telle sorte que, à son achèvement, les alignements et niveaux montrés sur les plans émis pour construction ou sur ceux modifiés par la suite sur l'ordre du Directeur soient respectés.
- 5.1.3.2 La Ville implantera sur le terrain des stations d'arpentage aux abords de la zone des travaux et des élévations seront fournies pour ces points afin d'aider l'Entrepreneur dans la réalisation des travaux. Si des interventions nécessitent le déplacement des stations implantées par la Ville, ces dernières seront exécutées entièrement par l'Entrepreneur et à ses frais.
- 5.1.3.3 À moins d'indication contraire dans le CCAS, l'Entrepreneur doit lui-même, à ses frais, implanter l'Ouvrage projeté en plaçant des repères sur le Chantier. Il doit conserver les repères d'implantation jusqu'à ce que l'Ouvrage soit entièrement achevé à la satisfaction du Directeur.
- 5.1.3.4 Si l'Entrepreneur, au cours de l'exécution de ses travaux, constate une anomalie dans les repères d'implantation qu'il a fournis, il doit en aviser immédiatement le Directeur.
- 5.1.3.5 Le Directeur se réserve le droit de vérifier, en tout temps, l'implantation effectuée par l'Entrepreneur.
- 5.1.3.6 L'Entrepreneur doit se référer au devis technique pour les tolérances acceptées.

5.1.4 DESSINS D'ATELIER, FICHES TECHNIQUES ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR EXAMEN

5.1.4.1 Registre des Dessins d'atelier

- 5.1.4.1.1 L'Entrepreneur doit soumettre au Directeur ou au Professionnel désigné un registre des Dessins d'atelier, Fiches techniques et échantillons requis pour l'exécution du Contrat pour examen dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la réunion de démarrage du projet.
- 5.1.4.1.2 Ce registre doit être mis à jour avant chaque réunion de chantier.
- 5.1.4.1.3 Ce registre doit contenir minimalement l'information suivante : le numéro du dessin avec le numéro de la révision, la section du devis, le nom du fichier informatique qui contient le Dessin d'atelier ou la Fiche technique, la date à laquelle les Dessins d'atelier, Fiches techniques ou échantillons sont soumis au Directeur ou au Professionnel désigné et la date à laquelle ils ont été visés par le Directeur ou le Professionnel désigné.

5.1.4.2 Généralités

- 5.1.4.2.1 L'Entrepreneur ne peut pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt des Dessins d'atelier, des Fiches techniques ou d'échantillons avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises ne soit complètement terminé. Les travaux entrepris sans que les Dessins d'atelier, Fiches techniques et échantillons définitifs exigés aient été visés par le Directeur ou le Professionnel désigné peuvent être refusés. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'Entrepreneur.
- 5.1.4.2.2 Les caractéristiques indiquées sur les Dessins d'atelier, les Fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques (SI).

- 5.1.4.2.3 L'Entrepreneur doit signer chaque dessin qu'il soumet pour Visa au Directeur ou au Professionnel désigné, et ce, même si le dessin est signé par le fabricant ou le Sous-traitant. La signature de l'Entrepreneur atteste l'exactitude des dimensions et leur conformité générale au Cahier des charges et à sa méthode de travail.
- 5.1.4.2.4 L'Entrepreneur doit prendre et vérifier les dimensions sur place, afin que ses travaux s'ajustent parfaitement aux éléments adjacents.
- 5.1.4.2.5 L'Entrepreneur doit adapter les Dessins d'atelier en fonction du projet particulier et indiquer les options, les modèles ou couleurs choisis qui s'appliquent, sinon ceux-ci seront retournés sans être examinés et seront considérés comme incomplets et à resoumettre.
- 5.1.4.2.6 L'Entrepreneur doit aviser le Directeur, au moment du dépôt des documents, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences du Cahier des charges, et en exposer les motifs.
- 5.1.4.2.7 Le fait que les documents soumis et les échantillons soient visés par le Directeur ou le Professionnel désigné ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de réaliser l'Ouvrage et de soumettre des pièces complètes et exactes selon les exigences du Cahier des charges.
- 5.1.4.2.8 L'Entrepreneur n'agissant pas avec diligence sera le seul responsable du retard et des frais supplémentaires occasionnés par la transmission tardive des documents complets.
- 5.1.4.2.9 L'Entrepreneur doit conserver sur le Chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.
- 5.1.4.3 Dessins d'atelier et Fiches techniques
- 5.1.4.3.1 L'Entrepreneur doit soumettre une (1) copie électronique, conformément à l'article 4.2.8, des Dessins d'atelier et Fiches techniques prescrits dans les sections techniques du devis et selon les exigences du Directeur ou du Professionnel désigné.
- 5.1.4.3.2 Si aucun Dessin d'atelier ni aucune Fiche technique ne sont exigés en raison de l'utilisation d'un produit de fabrication standard, l'Entrepreneur doit soumettre une (1) copie électronique de la documentation du fabricant prescrite dans les sections techniques du devis et exigées par le Directeur ou le Professionnel désigné.
- 5.1.4.3.3 Les Dessins d'atelier nécessitant de la conception d'ingénierie ou d'architecture doivent être scellés par un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) ou de l'Ordre des architectes du Québec (OAQ).
- 5.1.4.3.4 Les documents soumis pour être visés par le Directeur ou le Professionnel désigné doivent être accompagnés d'une fiche ou d'une lettre contenant les renseignements suivants :
- a) La date;
 - b) La désignation et le numéro du projet;
 - c) Le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;
 - d) La désignation de chaque Dessin d'atelier ou Fiche technique ainsi que le nombre soumis.
- 5.1.4.3.5 Les documents soumis doivent porter ou indiquer ce qui suit :
- a) La désignation du Dessin d'atelier ou de la Fiche technique;
 - b) La date de préparation et les dates de révision;
 - c) La numérotation et le numéro du projet;
 - d) Le nom et l'adresse des personnes suivantes :

- i. Le Sous-traitant;
 - ii. Le Fournisseur;
 - iii. Le fabricant;
- e) Les détails pertinents sur les documents doivent indiquer, pour les portions de travaux concernées :
- i. Les Matériaux et les détails de fabrication, de construction, de fixation ou d'ancrage;
 - ii. Les détails avec les dimensions concernant le montage ou le réglage;
 - iii. Les caractéristiques telles que la puissance, le débit ou la contenance;
 - iv. Les caractéristiques de performance;
 - v. Les Normes de référence;
 - vi. Le poids;
 - vii. Les schémas de câblage indiquant les bornes terminales, le câblage interne de chaque appareil de même que les interconnexions entre les différents appareils;
 - viii. Les schémas unifilaires et les schémas de principe;
 - ix. Les liens avec les ouvrages adjacents;
 - x. Les dégagements nécessaires au fonctionnement, à l'entretien et au remplacement des appareils;
 - xi. Et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux.

5.1.4.3.6 L'Entrepreneur doit supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux travaux.

5.1.4.3.7 Le Directeur ou le Professionnel désigné dispose de dix (10) Jours ouvrables pour examiner, commenter et apposer son Visa sur chaque lot de documents soumis. L'Entrepreneur doit tenir compte de ce délai dans l'élaboration de l'Échéancier des travaux. Ce délai n'est applicable qu'à compter du moment où les dessins sont complets et respectent les exigences de l'article 5.1.4.

5.1.4.3.8 L'examen des Dessins d'atelier par le Directeur ou le Professionnel désigné vise uniquement à vérifier la conformité au concept général des données indiquées sur ces derniers.

5.1.4.3.9 Cet examen ne signifie pas que le Directeur ou le Professionnel désigné accepte le contenu détaillé présenté dans les Dessins d'atelier, responsabilité qui incombe à l'Entrepreneur qui les soumet, et ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des Dessins d'atelier complets et exacts, et de se conformer à toutes les exigences du Cahier des charges.

5.1.4.3.10 Le Directeur ou le Professionnel désigné appose son Visa sur les Dessins d'ateliers et transmet ceux-ci avec ou sans annotation à l'Entrepreneur. Les travaux de fabrication et d'installation peuvent alors être entrepris en tenant compte des annotations, le cas échéant.

5.1.4.3.11 Si les Dessins d'atelier sont rejetés, la ou les copies annotées sont retournées et les Dessins d'atelier corrigés doivent de nouveau être soumis selon les indications précitées avant que les travaux de fabrication et d'installation puissent être entrepris.

5.1.4.3.12 L'Entrepreneur doit apporter aux Dessins d'atelier les corrections qui sont demandées par le Directeur en conformité avec les exigences du Cahier des charges.

5.1.4.3.13 Les corrections demandées aux Dessins d'atelier par le Directeur ou le Professionnel désigné sont réputées n'avoir aucun impact monétaire. Cependant, si l'Entrepreneur est d'avis que la demande requiert l'émission d'une demande de changement, il doit en aviser immédiatement le Directeur et le Professionnel désigné par écrit et obtenir leur approbation avant d'entreprendre les travaux.

5.1.4.4 Échantillons

5.1.4.4.1 L'Entrepreneur doit soumettre la quantité d'échantillons de produits mentionnée dans les devis spécifiques aux fins d'examen, en respectant les prescriptions des sections techniques des devis. Il doit étiqueter les échantillons en indiquant leur origine et leur destination prévue.

5.1.4.4.2 L'Entrepreneur doit expédier les échantillons port payé au bureau du Directeur ou du Professionnel désigné.

5.1.4.4.3 L'Entrepreneur doit aviser le Directeur ou le Professionnel désigné des écarts qu'ils présentent par rapport aux exigences du Cahier des charges et en exposer les motifs.

5.1.4.4.4 Lorsque la couleur, le motif ou la texture fait l'objet d'une prescription, l'Entrepreneur doit soumettre toute la gamme d'échantillons nécessaires.

5.1.4.4.5 Les corrections demandées aux échantillons par le Directeur ou le Professionnel désigné sont réputées n'avoir aucun impact monétaire. Cependant, si l'Entrepreneur est d'avis que la demande requiert l'émission d'une demande de changement, il doit en aviser le Directeur et le Professionnel désigné par écrit et obtenir l'autorisation préalable du Directeur avant d'entreprendre les travaux.

5.1.4.4.6 L'Entrepreneur doit apporter aux échantillons les corrections qui sont demandées par le Directeur ou le Professionnel désigné.

5.1.4.4.7 Les échantillons examinés et visés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des Matériaux et la qualité d'exécution des travaux finis et installés seront évaluées.

5.1.5 PLANS ANNOTÉS PAR L'ENTREPRENEUR (ANCIENNEMENT TEL QUE CONSTRUIT OU TQC)

5.1.5.1 L'Entrepreneur doit tenir à jour une copie des plans annotés de toutes les disciplines, sur lesquels apparaissent les modifications réalisées au cours de l'exécution des travaux par lui ou ses Sous-traitants.

5.1.5.2 Les plans doivent être annotés clairement en rouge pour indiquer toutes les modifications acceptées qui sont survenues durant les travaux.

5.1.5.3 L'Entrepreneur doit remettre à la Ville au plus tard trente (30) Jours calendrier suivant la réception provisoire totale des travaux une copie numérisées (PDF) de chaque plan annoté portant la mention « annoté », signé et daté de la journée de l'émission du plan.

5.1.5.4 À défaut de recevoir lesdits plans annotés par l'Entrepreneur, la Ville ne pourra procéder au paiement du décompte final et à la libération de la retenue, tel que stipulé à l'article 5.6.7.2.1.

5.1.6 PLANS DE LOCALISATION DES INFRASTRUCTURES

- 5.1.6.1 Pour tous les travaux comportant de la construction, reconstruction des conduites d'eau et d'égout, ainsi que les projets comportant de la construction de réseau électrique, l'Entrepreneur doit mandater un arpenteur-géomètre ou un géomètre pour produire et fournir un plan de localisation des infrastructures répondant aux exigences du document technique normalisé d'infrastructures DTNI-12A « Guide: Plans de localisation des infrastructures », pour l'élaboration des plans d'inventaire ou finaux.
- 5.1.6.2 L'Entrepreneur est responsable de s'assurer que l'arpenteur-géomètre ou le géomètre mandaté et les membres de leur équipe soient présents pour relever progressivement les infrastructures souterraines avant que celles-ci ne soient enfouies.
- 5.1.6.3 L'Entrepreneur devra soumettre aux fins de paiements progressifs, à 25%, 50% et 75% de l'état d'avancement des travaux, un relevé terrain des infrastructures alors complétées et de celles existantes ne faisant pas partie de la portée des travaux mais devenus visibles suite à l'excavation. Le levé doit être réalisé selon les indications énoncées dans le document technique normalisé d'infrastructures DTNI-12A « Guide: Plans de localisation des infrastructures ». Ces relevés devront permettre à la Ville de s'assurer que les éléments demandés ont été relevés et du respect des précisions attendues.
- 5.1.6.4 L'Entrepreneur doit fournir au plus tard trente (30) Jours calendrier suivant la réception provisoire totale des travaux la version finale des plans de localisation des infrastructures. Ces plans doivent être minutés et signés par l'arpenteur-géomètre ou le géomètre mandaté. Ces plans géoréférencés XYZ doivent inclure les infrastructures existantes et nouvellement installées pour les rues concernées par les travaux.
- 5.1.6.5 À défaut de recevoir la version finale des plans de localisation minutés et signés par un arpenteur-géomètre ou un géomètre, la Ville ne pourra pas procéder au paiement du décompte final et à la libération de la retenue, tel que stipulé à l'article 5.6.7.2.1.

5.1.7 ÉCHÉANCIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET PLANIFICATION HEBDOMADAIRE

5.1.7.1 Échéancier d'exécution des travaux

- a) Dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande du Directeur, l'Entrepreneur doit lui soumettre l'Échéancier respectant les délais contractuels. Le Directeur peut demander des précisions et corrections à l'Échéancier pour s'assurer du respect des obligations contractuelles de l'Entrepreneur.
- b) L'Échéancier doit tenir compte de tous les congés statutaires de l'industrie de la construction pour la durée du Contrat.
- c) L'Échéancier de l'Entrepreneur doit inclure entre autres :
 - i. L'ordre chronologique dans lequel l'Entrepreneur propose d'exécuter tous les travaux du Contrat, en tenant compte de toutes les restrictions imposées dans le Cahier des charges et notamment du maintien de la circulation et de la signalisation routière;
 - ii. La subdivision des travaux afin de favoriser une meilleure planification de l'Ouvrage pour permettre, lors de la mise à jour de l'Échéancier, de montrer l'avancement de chacune des tâches réalisées en temps réel;

- iii. Un diagramme de Gantt qui indique les dates de début et de fin de chacune des Activités prévues pour exécuter les travaux, avec leur interdépendance (prédécesseurs et successeurs) et le Chemin critique des travaux. Cet Échéancier doit être élaboré sur un logiciel tel que Microsoft Project ou l'équivalent. Le fichier électronique permettant la validation complète des liens indiqués dans l'Échéancier doit être transmis lors de l'acceptation et à chaque mise à jour;
- d) Dans son Échéancier, l'Entrepreneur doit notamment tenir compte de l'ensemble des Activités pour réaliser l'ensemble des travaux prévus au Contrat, incluant les délais liés aux Dessins d'atelier ainsi que les délais de fabrication et de livraison des divers Matériaux et équipements requis au Contrat;
- e) Lorsque l'Échéancier respecte les obligations du Contrat, le Directeur accepte l'Échéancier, qui devient l'Échéancier de référence.
- f) L'acceptation de l'Échéancier par le Directeur ne dégage aucunement l'Entrepreneur de ses obligations, dont notamment celle d'exécuter les travaux dans les délais prescrits.
- g) Après son acceptation, l'Échéancier de référence ne peut être modifié par l'Entrepreneur sans qu'une entente intervienne entre le Directeur et l'Entrepreneur pour le modifier. L'Entrepreneur doit en tout temps se conformer au déroulement de l'Échéancier de référence.
- h) Au cours de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit soumettre mensuellement pour acceptation un Échéancier mis à jour en fonction de l'avancement des travaux. Cette mise à jour doit être fournie lors de la remise de la demande de paiement et doit inclure les informations suffisantes pour chaque Activité, dont notamment le début initial, le début planifié, le début réel, la durée initiale, la durée planifiée et la durée réelle ainsi que le pourcentage d'avancement de chaque Activité pour analyser la planification révisée et toutes les actions correctives proposées par l'Entrepreneur afin de valider qu'elles sont adéquates pour assurer le respect de l'Échéancier.

5.1.7.2 Planification hebdomadaire des travaux

En plus de l'Échéancier, l'Entrepreneur doit, et ce, de façon hebdomadaire, fournir un programme détaillé indiquant les Activités qu'il entend réaliser au Chantier au cours des trois semaines suivantes et il doit mettre à jour cette planification chaque semaine en illustrant ce qui a été exécuté en fonction de la planification présentée la semaine précédente. Ce suivi hebdomadaire doit être remis au Directeur deux (2) Jours ouvrables avant la réunion de chantier hebdomadaire.

5.1.8 DÉLAI DE RÉALISATION DES TRAVAUX

- 5.1.8.1 Le délai de réalisation des travaux est celui indiqué au CCAS et il constitue l'essence même du Contrat. Ce délai se calcule à compter de la date de début des travaux inscrite sur l'ordre de débiter jusqu'à la réception provisoire totale de l'ensemble des travaux prévus au Contrat. L'Entrepreneur ne doit pas débiter les travaux avant d'en avoir reçu l'autorisation écrite.

5.1.9 MODIFICATION APPORTÉE AUX DÉLAIS

- 5.1.9.1 Avis écrit d'impact sur le délai

Si l'Entrepreneur est d'avis qu'un événement non prévu à son Contrat ou une situation hors de son contrôle provoquera un retard significatif dans l'achèvement des travaux faisant l'objet du Contrat, il est tenu d'informer par écrit le Directeur de la nature, de la cause et de façon préliminaire des autres conséquences prévues, dans les cinq (5) Jours ouvrables qui suivent le commencement de cet événement ou la découverte de cette situation.

5.1.9.2 Renonciation de l'entrepreneur

Le défaut de l'Entrepreneur d'informer le Directeur conformément à l'article 5.1.9.1 constitue une renonciation définitive de sa part à invoquer un tel événement ou une telle situation, et aucune prolongation du délai de réalisation des travaux ne lui sera accordée.

5.1.9.3 Demande de prolongation du délai

Lorsque l'Entrepreneur réclame une prolongation du délai de réalisation des travaux, faisant suite à l'avis écrit d'impact sur le délai, il doit démontrer l'impact sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence en fournissant, avec sa demande, toutes les pièces justificatives dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrables. Un retard dans l'exercice d'une Activité critique peut entraîner une prolongation du délai de réalisation seulement lorsqu'il n'est pas possible de modifier le déroulement des Activités ou de modifier l'ordre de celles-ci.

5.1.9.4 L'Entrepreneur doit soumettre au Directeur ou au Professionnel désigné une proposition d'ordonnancement de ces travaux pour diminuer l'impact sur l'Échéancier du projet.

Lorsque le Directeur considère que ledit événement ou ladite situation justifie une prolongation du délai de réalisation des travaux, il en avise l'Entrepreneur et lui indique le nombre de jours de prolongation par l'émission d'un ordre de changement.

5.1.9.5 Causes de retard

Des conditions météorologiques défavorables ou des événements causés par le fait de l'Entrepreneur ou d'une personne sous son autorité ne pourront, en aucun cas, être considérés comme une cause de retard échappant au contrôle de l'Entrepreneur ou non prévisible par celui-ci, à moins d'indication contraire dans le Cahier des charges.

5.1.10 INSTRUCTION DE CHANTIER

5.1.10.1 Le Directeur ou le Professionnel désigné peut émettre toute instruction de chantier à l'égard d'une des situations suivantes :

- a) Apporter une précision au Contrat et ainsi faciliter la réalisation des travaux par l'Entrepreneur;
- b) S'assurer que l'exécution des travaux respecte les exigences du Cahier des charges;
- c) Intervenir lors d'une situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes;
- d) Toute autre situation découlant de l'exécution du Contrat.

5.1.10.2 Une instruction de chantier ne constitue pas un changement au Contrat et n'occasionne pas de coût additionnel.

5.1.10.3 L'Entrepreneur doit donner suite à cette instruction de chantier et exécuter les instructions demandées avec diligence, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des travaux.

5.1.11 GESTION DES CHANGEMENTS

5.1.11.1 Modifications aux travaux

- a) Le Directeur peut, en tout temps, modifier les travaux et les conditions d'exécution du Contrat. Ces modifications n'ont pas pour effet d'annuler le Contrat; l'Entrepreneur ne peut s'en prévaloir comme cause de résiliation et doit s'y conformer. La Ville ne donne aucune garantie que des Contingences seront requises.
- b) Dans tous les cas, les modifications aux travaux sont signifiées à l'Entrepreneur par le Directeur ou le Professionnel désigné au moyen d'une « demande de changement », qui peut être exécutoire ou non selon la situation. Lorsqu'un prix pour la modification demandée est établi, la modification est formalisée au moyen d'un « ordre de changement » stipulant le montant payable à l'Entrepreneur, ainsi qu'un délai de réalisation supplémentaire, s'il y a lieu. Si les parties n'arrivent pas à convenir d'un prix pour la modification demandée conformément à l'article 5.1.11.4, le Directeur détermine alors le prix conformément à l'article 5.1.1.3 d).
- c) L'Entrepreneur ne peut apporter de modifications aux travaux à moins d'avoir reçu une demande de changement exécutoire ou un ordre de changement.
- d) Lorsque l'Entrepreneur juge qu'une compensation doit lui être accordée en raison d'une situation imprévue ou de conditions de Chantier substantiellement différentes du Contrat qui, de son opinion, engendrent des travaux ou la fourniture de Matériaux additionnels non inclus à son Contrat, il doit en aviser par écrit le Directeur avant d'entreprendre lesdits travaux. Le Directeur se réserve alors un délai raisonnable pour décider de la marche à suivre pour la poursuite des travaux, et en avise l'Entrepreneur par écrit.

5.1.11.2 Demande de changement

- a) Toute demande de changement émise par le Directeur ou le Professionnel désigné oblige l'Entrepreneur à soumettre un prix ou un crédit détaillé dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la réception de ladite demande, à moins qu'un délai différent ne soit spécifié dans celle-ci. La demande de changement est produite sur le Formulaire 1, « Demande de changement », de l'annexe K, « Gestion des changements ». La valeur du changement est déterminée selon les modalités de l'article 5.1.11.4.
- b) Après réception du prix proposé par l'Entrepreneur, le Directeur doit, dans un délai raisonnable, faire connaître sa position à l'égard de la proposition de l'Entrepreneur. S'il accepte la proposition, il émet un ordre de changement (art. 5.1.11.3). S'il refuse la proposition, il en avise l'Entrepreneur, qui doit resoumettre un prix dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la demande du Directeur à cet effet.
- c) L'Entrepreneur doit collaborer avec le Directeur ou le Professionnel désigné pour identifier les mesures permettant, entre autres, une exécution optimale du changement en fonction du Chemin critique de l'Échéancier de référence, et dans le respect du délai de réalisation fixé par le Directeur.

- d) Si l'Entrepreneur est d'avis qu'un délai additionnel doit lui être accordé en raison d'une demande de changement (exécutoire ou non), il doit faire la démonstration de l'impact de la modification aux travaux sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence en fournissant toutes les pièces justificatives, et ce, dans un délai de dix (10) Jours ouvrables suivant l'émission de la demande de changement. Ceci n'a cependant pas pour effet d'empêcher la mise en œuvre d'une demande de changement exécutoire, le cas échéant.
- e) À défaut de soumettre la justification de l'impact de la modification aux travaux sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence dans le délai prescrit, la modification aux travaux est réputée n'entraîner aucun impact sur le délai de réalisation des travaux.

Lorsque la demande de changement est exécutoire, le Directeur le signifie à l'Entrepreneur par le biais du Formulaire 1, « Demande de changement », de l'annexe K, « Gestion des changements », et ce dernier doit s'y conformer et procéder sans délai aux travaux avec diligence et célérité. Les travaux doivent alors être exécutés selon la méthode des « dépenses contrôlées », telle que décrite à l'article 5.1.11.4.2, jusqu'à ce qu'un prix soit établi conformément à l'article 5.1.11.4 ou 5.1.1.3 d).

5.1.11.3 Ordre de changement

- a) La modification aux travaux formalisée par l'émission d'un ordre de changement par le Directeur est produit sur le Formulaire 2, « Ordre de changement », de l'annexe K, « Gestion des changements ».
- b) L'Entrepreneur doit exécuter l'ordre de changement lorsqu'il est émis et approuvé par le Directeur. L'Entrepreneur est tenu de s'y conformer et d'exécuter les travaux décrits au moment et à l'intérieur du délai de réalisation convenu, et selon le prix établi.
- c) À noter qu'aucun paiement ne sera émis pour tout travail exécuté par l'Entrepreneur, non prévu au Cahier des charges et qui n'aura pas fait l'objet d'un ordre de changement.
- d) L'ordre de changement doit préciser, à chaque fois, si les modifications autorisées par le Directeur entraînent une modification au délai de réalisation des travaux et à l'Échéancier de référence.
- e) Pour être inclus dans une demande de paiement, l'ordre de changement doit être signé par les deux (2) parties, et l'Entrepreneur doit avoir transmis au Directeur toutes les pièces exigibles relatives à cet ordre de changement. Celui-ci sera payable selon l'avancement des travaux.
- f) Si l'Entrepreneur a fourni toutes les pièces justificatives requises, le cas échéant, conformément aux termes du Contrat et qu'un différend relatif à l'établissement des coûts des travaux ou relatif à l'impact d'une modification aux travaux sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence subsiste, l'Entrepreneur le signifie sur le formulaire de l'ordre de changement. La Ville s'engage alors à payer un montant qu'elle estime juste pour la modification, ce qui ne constitue pas une renonciation de la part de l'Entrepreneur à faire valoir ses droits, dans la mesure où la procédure de règlement des différends prévue à l'article 5.1.12 est respectée.
- g) L'Entrepreneur doit mettre en œuvre sans délai l'ordre de changement malgré tout différend.

5.1.11.4 Établissement de la valeur d'un changement

5.1.11.4.1 Chaque fois qu'il est nécessaire, en vertu du Contrat, d'établir le prix d'un changement, la valeur des travaux est établie conformément à l'une des règles a), b) ou c) ci-après (chaque règle prévaut sur la suivante dans l'ordre d'énumération) :

- a) Par l'application des Prix unitaires ou Prix globaux fournis par l'Entrepreneur dans le Formulaire de soumission;
- b) Par l'application des Prix unitaires déterminés dans la version du document normalisé d'infrastructures DTNI-11A + DNTI-11B « Répertoire des Prix unitaires des travaux d'infrastructures », en vigueur au moment de réaliser les travaux;
- c) Selon un Prix unitaire ou forfaitaire ventilé et documenté acceptable pour les deux parties.
 - i. Lorsque les travaux sont exécutés par l'Entrepreneur, une majoration de 15 % est ajoutée au total du montant des travaux, sans les taxes pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier.
 - ii. Lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-traitant, la majoration de 15 % du montant des travaux, sans les taxes, est accordée au Sous-traitant, et une majoration additionnelle de 10 % à l'Entrepreneur est ajoutée au total des montants pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier. Une seule majoration de 15 % est acceptée, et ce, même si le Sous-traitant fait appel à un autre Sous-traitant.

5.1.11.4.2 Malgré le paragraphe précédent, le Directeur se réserve le droit, dans tous les cas et à sa seule discrétion, de payer les travaux ou parties de travaux concernés par ces changements, selon le principe des « dépenses contrôlées ». La valeur de ces travaux est alors calculée comme suit :

- a) Les salaires des contremaîtres et de la main-d'œuvre dédiée directement à l'exécution desdits travaux supplémentaires selon les taux de salaire indiqués au DTNI-11B « Taux horaire d'équipement, de machinerie et de main d'œuvre » ou au décret de l'industrie de la construction, plus les frais accessoires connexes imposés par les lois et décrets;
 - i. Lorsque les travaux sont exécutés par l'Entrepreneur, une majoration de 15 % est ajoutée au total du montant des travaux, sans les taxes pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier.
 - ii. Lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-traitant, la majoration de 15 % du montant des travaux, sans les taxes, est accordée au Sous-traitant, et une majoration additionnelle de 10 % à l'Entrepreneur est ajoutée au total des montants pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier. Une seule majoration de 15 % est acceptée, et ce, même si le Sous-traitant fait appel à un autre Sous-traitant.
- b) Le prix de revient des Matériaux incorporés à l'Ouvrage en raison des travaux supplémentaires ou nécessaires à leur exécution, sans les taxes applicables
 - i. Lorsque les travaux sont exécutés par l'Entrepreneur, une majoration de 15 % est ajoutée au total du coût des matériaux, sans les taxes pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier.

- ii. Lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-traitant, la majoration de 15 % du coût des matériaux, sans les taxes, est accordée au Sous-traitant, et une majoration additionnelle de 10 % à l'Entrepreneur est ajoutée au total des montants pour couvrir les Frais d'administration ainsi que les Frais généraux de chantier. Une seule majoration de 15 % est acceptée, et ce, même si le Sous-traitant fait appel à un autre Sous-traitant.
- c) Les appareils et l'outillage nécessaires et acceptés par le Directeur, exception faite des outils habituels des corps de métier, selon les taux de location en vigueur lors de la réalisation des travaux.
 - i. Les taux de location utilisés doivent provenir du DTNI-11B « Taux horaire d'équipement, de machinerie et de main d'œuvre »;
 - ii. L'Entrepreneur doit prendre note du fait que les taux spécifiés dans les documents ci-dessus incluent les Frais d'administration, ainsi que le coût des opérateurs.

À la fin de chaque jour où des travaux additionnels ont été exécutés et dont la rémunération est prévue en dépenses contrôlées, l'Entrepreneur doit faire un état en indiquant en détail les travaux exécutés, les noms des ouvriers avec leur classification quant à leur emploi, les heures de travail, le taux de main-d'œuvre, la quantité et le coût des Matériaux incorporés dans lesdits travaux ainsi que le genre et les heures d'utilisation de l'outillage. L'Entrepreneur approuve l'état journalier des travaux supplémentaires et le transmettre au Directeur. La réception par le Directeur de l'état journalier ne constitue pas une acceptation des quantités et des montants qui y sont inscrits.

Aux fins d'approbation de ces états journaliers, le Directeur se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier chez l'Entrepreneur et, le cas échéant, chez le Sous-traitant la véracité des informations fournies et d'exiger toute pièce justificative qu'il juge nécessaire.

5.1.11.4.3 Si un changement aux travaux a pour résultat net une diminution du prix du Contrat, le montant du crédit doit être le coût net, sans majoration ni déduction pour les Frais d'administration et les Frais généraux de chantier.

5.1.11.4.4 Si un changement comporte un crédit et un débit, les Frais d'administration et les Frais généraux de chantier sont payés sur le différentiel entre les deux montants liés au dit changement.

5.1.12 PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

5.1.12.1 Obligations relatives aux avis

5.1.12.1.1 L'Entrepreneur peut se prévaloir de la procédure de règlement des différends dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) Lorsqu'il est en désaccord avec le délai fixé pour exécuter les travaux dans le cadre d'un ordre de changement;
- b) Lorsqu'il existe un désaccord sur la valeur d'un ordre de changement;
- c) Lorsqu'il est en désaccord avec une directive ou une décision de la Ville relative à l'exécution ou à l'interprétation de son Contrat;
- d) Lorsqu'il a l'intention de faire valoir une demande de compensation supplémentaire.

5.1.12.1.2 L'Entrepreneur a l'obligation de poursuivre les travaux malgré tout désaccord avec la Ville. La poursuite des travaux ne constitue pas une renonciation de sa part à faire valoir ses droits dans la mesure où la procédure de règlement des différends est respectée.

5.1.12.1.3 Dans tous les cas, l'Entrepreneur doit transmettre au Directeur dès que possible, mais au plus tard cinq (5) Jours ouvrables suivant la réception d'un ordre de changement, d'une directive, d'une décision ou de la survenance de l'événement qui, selon lui, justifie son différend, un avis écrit dans lequel il doit préciser la nature de sa demande, les raisons qui la justifient et fournir suffisamment d'information pour permettre à la Ville d'en faire l'évaluation. Si cet avis n'est pas transmis dans le délai prescrit, l'Entrepreneur sera réputé avoir renoncé à faire valoir ses droits et ne pourra présenter de demande de compensation relative à l'ordre de changement, à la directive, à la décision ou à l'événement concerné.

5.1.12.1.4 À défaut d'entente, l'Entrepreneur doit transmettre à la Ville le détail de sa demande de compensation accompagné des pièces justificatives au plus tard trente (30) Jours calendrier suivant la réception provisoire totale des travaux ou, dans le cas d'une demande de compensation relative à des travaux visés par une réception provisoire partielle, au plus tard trente (30) Jours calendrier suivant celle-ci. À l'expiration de ce délai, à moins qu'il en ait été convenu autrement par écrit avec le Directeur, cette demande. L'Entrepreneur sera réputé avoir renoncé à présenter une demande de compensation relative à l'avis transmis selon l'article 5.1.12.1.3. La Ville fera connaître sa position à l'égard de ladite demande dans un délai maximum de soixante (60) Jours calendrier, à moins qu'il en ait été convenu autrement.

5.1.12.1.5 Processus de médiation

- a) Lorsqu'un différend subsiste à la suite de l'exécution par les parties des « Obligations relatives aux avis » (5.1.12.1), la Ville ou l'Entrepreneur peut, par l'envoi d'un avis écrit à l'autre partie, proposer la médiation.
- b) Dans la mesure où toutes les parties acceptent le recours au processus de médiation, le médiateur est choisi d'un commun accord par la Ville et l'Entrepreneur. Il est chargé d'aider les parties à cerner leur différend et à identifier leurs positions et leurs intérêts, de même qu'à dialoguer et à explorer des solutions mutuellement satisfaisantes pour résoudre leur différend.
- c) Les parties, de concert avec le médiateur, définissent les règles applicables à la médiation et sa durée, précisent leurs engagements, attentes et besoins ainsi que le rôle et les devoirs du médiateur.
- d) Les honoraires et les frais du médiateur sont assumés en parts égales par les parties.
- e) Les représentants de chaque partie doivent être dûment mandatés pour procéder à la médiation.
- f) Tous les participants à la médiation devront signer un engagement de confidentialité avant la séance de médiation.
- g) Tout ce qui sera dit ou écrit et tous les renseignements et documents qui seront échangés au cours du processus de médiation seront considérés comme ayant été communiqués « sous toutes réserves » aux fins de négociation en vue d'une entente et ne seront pas recevables en preuve dans un processus judiciaire ou autre. Toutefois, une preuve qui est autrement admissible ou qui peut être communiquée ne saurait être rendue inadmissible en preuve dû au fait qu'elle a été utilisée pendant la médiation.
- h) À toute étape du processus, une partie peut décider de se retirer de celui-ci, à charge par elle d'assumer sa part des honoraires et des frais du médiateur.
- i) À défaut d'une entente entre la Ville et l'Entrepreneur au terme de la médiation, les parties conservent tous leurs droits et recours.

5.1.13 SUSPENSION DES TRAVAUX

5.1.13.1 Le Directeur peut suspendre les travaux, en totalité ou en partie, en tout temps avant ou après le commencement de leur exécution.

5.1.13.2 Toute suspension est notifiée à l'Entrepreneur par écrit, et la notification en précise l'étendue, la date d'application et la durée, si elle est connue. En l'absence d'une telle notification, aucune circonstance ou situation pouvant se présenter pendant la durée du Contrat ne peut être considérée comme une suspension.

5.1.13.3 À la réception de cette notification, l'Entrepreneur doit :

- a) Arrêter les travaux à la date et dans les limites indiquées;
- b) Suspendre, sauf instruction contraire du Directeur, tous les Contrats avec les Sous-traitants et toutes les commandes de Matériaux et de Matériel, à la seule exception, s'il y a lieu, de ce qui est nécessaire pour terminer la partie des travaux exclue du champ de la suspension;
- c) Poursuivre la partie des travaux qui n'est pas comprise dans la suspension;
- d) Prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour conserver en bon état ses installations et son Matériel pour la durée de la suspension;
- e) Prendre toutes les mesures jugées nécessaires par le Directeur pour conserver en bon état, pour la durée de la suspension, les travaux exécutés et les Matériaux déjà livrés sur le Chantier, prévenir tout accident et, le cas échéant, faire réparer tous les dommages survenus durant cette suspension.

Lorsqu'il a été convenu avec le Directeur que l'Entrepreneur se démobilise, les articles 5.1.13.3 d) et 5.1.13.3 e) ne s'appliquent pas.

5.1.13.4 Pendant la durée de la suspension, ni l'Entrepreneur ni ses Sous-traitants ne doivent retirer du Chantier, sans le consentement du Directeur, une partie d'Ouvrage, un matériau, une installation ou un Matériel qui s'y trouvent.

5.1.13.5 Sous réserve de l'article 5.1.13.6, la Ville paiera à l'Entrepreneur des frais raisonnables de démobilisation et de remobilisation si requis, et les autres coûts inévitables occasionnés par cette suspension, le cas échéant. L'Entrepreneur doit fournir toutes les pièces justificatives pour démontrer les coûts, le cas échéant.

5.1.13.6 Aucune somme n'est payable à l'Entrepreneur si la suspension est imputable à l'Entrepreneur ou à l'un de ses Sous-traitants.

5.1.13.7 L'arrêt des travaux durant la période hivernale ne peut être assimilé à une suspension des travaux si cet arrêt était prévu dans le Cahier des charges.

5.1.14 PÉNALITÉS

5.1.14.1 Mise à jour de l'Échéancier d'exécution des travaux

- a) Si l'Échéancier d'exécution des travaux mis à jour par l'Entrepreneur n'est pas fourni lors de la remise du décompte progressif mensuel, la Ville peut retenir, pour chacun des décomptes progressifs mensuels, un montant correspondant à 0,5 % du montant de la demande de paiement produite au cours de ce mois, et ce, tant que l'Échéancier d'exécution des travaux mis à jour et conforme n'a pas été remis à la Ville. Cette retenue peut s'appliquer également si le Directeur constate que les documents sont incomplets, non représentatifs de la situation existante ou non réalistes par rapport aux prévisions.
- b) De plus, si l'Échéancier d'exécution des travaux mis à jour n'est toujours pas fourni lors de la remise du décompte progressif suivant, la Ville conservera, à titre de pénalité, le montant retenu, auquel cas la Ville transmettra à l'Entrepreneur un avis de pénalité.

5.1.14.2 Occupation temporaire du domaine public

5.1.14.2.1 Permis et autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Si le Directeur constate que l'Entrepreneur ou l'un de ses Sous-traitants occupe le domaine public sans permis ou autorisation, ou est en défaut de respecter les conditions du permis ou de l'autorisation temporaire d'occupation du domaine public ou de tout autre permis ou autorisation, il peut imposer à l'Entrepreneur les pénalités prévues au Document technique normalisé d'infrastructures DTNI-8A « Maintien et gestion de la mobilité ».

5.1.14.2.2 Continuité des travaux

Lorsque l'Entrepreneur occupe le domaine public et qu'il n'effectue pas de Travaux en continu, le Directeur peut imposer à l'Entrepreneur les pénalités suivantes en émettant un avis de pénalité.

- a) 1 000 \$ le premier jour;
- b) 2 000 \$ le deuxième jour;
- c) 3 000 \$ le troisième jour et chaque jour subséquent.

Les pénalités sont prélevées à même les sommes dues à l'Entrepreneur.

L'imposition de ces pénalités par le Directeur n'empêche pas l'application de l'article 5.1.14.3.

5.1.14.3 Retard dans l'exécution des travaux

- a) Le délai stipulé au Cahier des charges pour la réalisation des travaux est de l'essence même du Contrat et le simple retard dans l'exécution des obligations de l'Entrepreneur peut entraîner l'imposition, par le Directeur, d'une pénalité.
- b) De façon générale et à moins d'indication contraire dans le Cahier des clauses administratives spéciales, pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'Entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du Contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ). Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 \$ par jour de retard.

5.1.14.4 Retard dans la correction des déficiences

Si l'Entrepreneur fait défaut de soumettre un Échéancier ou si les travaux ne sont pas corrigés et complétés dans le délai imparti, tel que prévu à l'article 5.6.4, une pénalité de 1 000 \$ par jour de retard sera appliquée. Le montant total cumulé de cette pénalité ne peut excéder 0,75% de la valeur du Contrat.

5.1.14.5 Conclusion d'un Sous-contrat visé alors que le Sous-traitant ne détient pas l'autorisation de l'Autorité des marchés publics

Aucune somme ne sera payée par la Ville à l'Entrepreneur relativement à des travaux effectués, à des services rendus ou à des biens fournis par un Sous-traitant d'un Sous-contrat visé si ce dernier n'est pas pourvu d'une autorisation de l'Autorité des marchés publics lors de la conclusion du Sous-contrat visé ou si, au cours de l'exécution d'un tel Sous-contrat visé, l'autorisation du Sous-traitant est révoquée.

5.1.15 TRAVAUX SIMULTANÉS

5.1.15.1 Dans le cas où le Cahier des charges prévoit que la Ville ou une compagnie des Réseaux techniques urbains, ou un entrepreneur mandaté par une compagnie des Réseaux techniques urbains fera exécuter des travaux en même temps que ceux de l'Entrepreneur (« travaux simultanés »), ce dernier doit :

- a) Accorder toute la collaboration nécessaire à l'exécution de ces autres travaux;
- b) Exécuter ses travaux de manière à ne pas nuire aux autres travaux réalisés sur le Chantier ou à proximité.

5.1.16 MAINTIEN DE LA CIRCULATION

5.1.16.1 L'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires afin que le Matériel, les Matériaux, les installations et les travaux n'entravent ni la circulation, ni l'exploitation des services d'utilité publique, ni les services des Réseaux techniques urbains.

5.1.16.2 L'Entrepreneur doit se conformer aux documents techniques normalisés d'infrastructures DTNI-8A « Maintien et gestion de la mobilité » relativement à l'utilisation des voies de circulation, à leur fermeture temporaire et à l'organisation des détours. Il doit soumettre, en temps opportun et selon les délais prescrits, les planches de signalisation et obtenir les approbations avant de débiter la mobilisation sur le Chantier.

5.1.16.3 L'Entrepreneur ne peut réclamer aucun dédommagement à la Ville pour les retards, délais ou frais supplémentaires qu'il doit assumer pour s'être conformé aux obligations découlant du maintien de la circulation

5.1.17 TRAVAUX NON CONFORMES

5.1.17.1 Si, pendant les travaux et jusqu'à leur réception définitive et sous réserve de ce qui est prévu à l'article 5.1.17.2, le Directeur déclare que certaines parties des travaux ne sont pas conformes aux exigences du Contrat, l'Entrepreneur doit les démolir, les refaire ou les corriger à ses frais.

5.1.17.2 Si le Directeur ne juge pas opportun de faire démolir ces travaux, il peut ordonner qu'ils soient laissés en place et déduire des sommes dues à l'Entrepreneur un montant équivalent à la valeur des dommages ainsi causés à la Ville, ce qui n'a pas pour effet de limiter les garanties applicables aux travaux.

5.1.18 FERMETURE D'EAU

5.1.18.1 Lorsqu'un projet nécessite une fermeture d'eau, l'Entrepreneur doit respecter les procédures prévues au document technique normalisé d'infrastructures DTNI-1A « Travaux de conduites d'eau potable et conduites d'égout ».

5.1.19 USAGE DES BORNES D'INCENDIE

5.1.19.1 L'Entrepreneur doit détenir une autorisation pour l'utilisation d'une borne incendie. Il doit respecter les dispositions du règlement 13-023 sur l'usage des bornes d'incendie (Règlement sur l'usage de l'eau potable – 3 octobre 2017, section IX) ou de tout autre règlement le remplaçant.

5.1.19.2 Dans sa demande d'autorisation, l'Entrepreneur doit spécifier le nombre de bornes d'incendie qu'il a l'intention d'utiliser ainsi que l'emplacement de chacune. Au début des travaux, l'Entrepreneur doit remettre une copie de l'autorisation d'utilisation temporaire – bornes d'incendie au Directeur ou au Professionnel désigné.

5.1.19.3 L'installation d'un robinet de fermeture est requise en tout temps. L'installation d'un compteur d'eau peut être requise dans certains arrondissements et dans le cas où une grande consommation d'eau est prévue. Dans un tel cas, les frais sont à la charge de l'Entrepreneur.

5.1.19.4 Si l'Entrepreneur désire prendre l'eau dont il a besoin et se brancher sur des conduites d'eau existantes précisées dans les limites du Chantier, il doit obtenir au préalable une autorisation écrite du Directeur.

5.1.19.5 L'autorisation peut être révoquée en tout temps.

5.1.20 TRAVAUX DURANT LA PÉRIODE DE DÉGEL

L'Entrepreneur doit inclure dans ses prix les coûts de transport et tous les autres frais liés à la diminution des charges durant la période de dégel décrétée par le gouvernement du Québec lorsque l'Échéancier des travaux le prévoit ou le requiert.

5.1.21 TRAVAUX DIFFÉRÉS

5.1.21.1 Le Directeur peut, à sa seule discrétion, autoriser que des travaux qui ne peuvent être exécutés avant la réception provisoire totale des travaux pour une raison hors du contrôle de l'Entrepreneur, soient différés.

5.1.21.2 Une fois complétés, ces Travaux différés seront soumis à la procédure de réception provisoire totale des travaux en y faisant les adaptations nécessaires.

5.2 MAIN-D'ŒUVRE ET SALAIRES

5.2.1 HEURES SUPPLÉMENTAIRES DE TRAVAIL

Lorsqu'il est spécifié au Cahier des charges que des travaux doivent être réalisés le soir, la nuit, le samedi ou le dimanche, les frais associés à ces travaux, exécutés en dehors des heures normales de travail, doivent être inclus dans le prix des items appropriés à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.

5.2.2 CHANGEMENT DU COÛT DE LA MAIN-D'OEUVRE

5.2.2.1 La Ville paie à l'Entrepreneur toute augmentation du coût de la main-d'œuvre découlant d'un décret, d'une loi ou d'un arrêté en conseil survenu après l'ouverture des soumissions, tandis que l'Entrepreneur doit rembourser à la Ville toute diminution.

- a) L'Entrepreneur doit produire sa réclamation au plus tard 90 jours après le paiement du décompte final. L'Entrepreneur doit détailler sa réclamation dans la forme et la teneur que lui indique le Directeur. L'Entrepreneur doit permettre au Directeur de vérifier ses livres et ceux de ses Sous-traitants et lui fournir tous les documents nécessaires;
- b) La Ville doit, au plus tard 90 jours après le paiement du décompte final, prévenir l'Entrepreneur de son intention de déposer une réclamation. L'Entrepreneur doit fournir au Directeur, sur demande, tous les renseignements et données nécessaires et lui permettre de vérifier ses livres et ceux de ses Sous-traitants.

5.2.3 AJUSTEMENT DU PRIX DU CARBURANT

Le prix de référence du carburant (PRC) utilisé pour le calcul de l'ajustement du prix du carburant est le prix moyen mensuel du carburant pour le mois de publication de l'appel d'offres (AO)^A.

Le prix moyen mensuel du carburant (PMC) est déterminé par la moyenne des prix minimaux à la rampe de chargement, publié chaque semaine par la régie de l'énergie du Québec. Ce prix inclut la taxe d'accise fédérale et la taxe provinciale sur les carburants, mais pas la TPS ni la TVQ. Le prix moyen mensuel est une moyenne provinciale calculée par le Ministère des Transports du Québec (MTQ) et publiée sur son site Web (www.transports.gouv.qc.ca)^B.

Le montant d'ajustement est établi à la hausse ou à la baisse, selon la fluctuation du PMC. Il s'applique au montant des travaux réalisés durant le mois visé par l'ajustement (avant les taxes et les travaux supplémentaires) auquel est appliqué un facteur (F) qui correspond au % des dépenses d'opération liées au carburant. Ce facteur est en fonction de la nature des travaux et est indiqué aux CCAS du présent appel d'offres.

Un ajustement est effectué chaque mois au cours duquel des travaux couverts par le bordereau de prix sont réalisés et au cours duquel une variation, à la hausse ou à la baisse, supérieure à 5% est enregistrée entre le PMC et le PRC. Lorsque la variation est égale ou inférieure à 5%, aucun ajustement n'est effectué.

L'ajustement est calculé de la façon suivante :

1. Si $PMC > 1,05 \times PRC$, la Ville verse à l'Adjudicataire une compensation comparable à la hausse du prix du carburant qui excède 105% du prix de référence. Cette compensation est calculée de la façon suivante :

$$MA = \left(\frac{PMC}{PRC} - 1,05 \right) \times MTG \times 10\%$$

2. Si $PMC < 0,95 \times PRC$, la Ville retient à l'Adjudicataire une compensation comparable à la baisse du prix du carburant qui est inférieur à 95% du prix de référence. Cette compensation est calculée de la façon suivante :

$$MA = \left(0,95 - \frac{PMC}{PRC} \right) \times MTG \times 10\%$$

où

MA : Montant d'ajustement du prix du carburant mensuel (\$);

MTG : Montant des travaux payés (\$) = montant des travaux réalisés durant le mois visé par l'ajustement (avant les taxes et les travaux supplémentaires) multiplié par le facteur F en % indiqué aux CCAS qui correspond au % des dépenses d'opération liées au carburant.

PRC : Prix de référence du carburant qui est le prix moyen mensuel du carburant pour le mois de publication de l'appel d'offres (\$/litre).

PMC : Prix moyen du carburant pour le mois pendant lequel sont exécutés les travaux (\$/litre);

10% : Pourcentage du MTG retenu pour l'ajustement du carburant.

Exemple de calcul d'ajustement mensuel avec un facteur F de 25 % du coût des travaux réalisés au cours de la période visée :

1. Raccourci pour les mises à jour des prix moyens du carburant: [Art. 8.9 du CCDG - Ajustement du prix du carburant basé sur le prix à la rampe](#)
2. Par exemple, pour un $PMC = 1,866$ \$/litre (nov. 2022)
3. Valider si un ajustement est applicable (nov. 2022) :

$$PMC > 1,05 \times PRC;$$

$$PMC > 1,05 \times 1,656 \text{ $/litre} = 1,7388 \text{ $/litre} = 1,739 \text{ $/litre};$$

$$PMC > 1,739 \text{ $/litre} = \text{vrai, donc il y a un ajustement.}$$

4. Déterminer le « MTG » :

$$MTG = \text{Montant: des travaux réalisés (en nov. 2022)} \times 25\%;$$

$$MTG = 1\,000\,000,00 \$ \times 25\% = 250\,000\$.$$

5. Appliquer la formule « MA »:

$$MA = \left(\frac{PMC}{PRC} - 1,05 \right) \times MTG \times 10\%$$

$$MA = ((1,866 / 1,656) - 1.05) \times 250\,000 \$ \times 10 \% = 1920,29 \$$$

Où

PMC = 1,866 \$/litre (prix pour le mois des travaux: nov. 2022)^c

PRC = 1,656 \$/litre (prix pour le mois de l'appel d'offres: mai. 2022)^c

MTG = 250 000,00 \$

Justification de l'indexation du carburant

L'Adjudicataire doit fournir mensuellement, avec chaque demande de paiement, le détail et les pièces justificatives pour illustrer et démontrer l'indexation du carburant. Le montant du paiement sera ajusté en fonction du montant d'ajustement du prix du carburant mensuel calculé selon la formule applicable.

L'ajustement sera payable au décompte progressif suivant la procédure d'avenant de la Ville et inclus au décompte progressif une fois approuvé par la Ville.

L'Adjudicataire doit tenir un registre récapitulatif des indexations mensuelles pour le projet.

NOTE : ^A Le PRC doit tenir compte toujours du mois de publication (exemple : un AO publié le 31 janv. 2022, il faut prendre l'indice de janvier 2022, soit un PRC de 1,173 \$).

^B Sous l'onglet Entreprises et partenaires>Entreprises de camionnage>Camionnage en vrac>Tarifs de camionnage en vrac ([Art. 8.9 du CCDG - Ajustement du prix du carburant basé sur le prix à la rampe](#)).

Mois	Moyenne du prix minimum à la rampe pour le mois précédent	Mois	Moyenne du prix minimum à la rampe pour le mois précédent
Janvier 2022	1,173 \$	Décembre 2022	1,959 \$
Février 2022	1,279 \$	Janvier 2023	1,887 \$
Mars 2022	1,361 \$	Février 2023	1,831 \$
Avril 2022	1,590 \$	Mars 2023	1,584 \$
Mai 2022	1,656 \$	Avril 2023	1,517 \$
Juin 2022	1,983 \$	Mai 2023	1,411 \$
Juillet 2022	1,911 \$	Juin 2023	1,266 \$
Août 2022	1,704 \$	Juillet 2023	1,272 \$
Septembre 2022	1,626 \$	Août 2023	1,370 \$
Octobre 2022	1,612 \$	Septembre 2023	1,572 \$
Novembre 2022	1,866 \$		

5.3 MATÉRIAUX

5.3.1 MATÉRIAUX SPÉCIFIÉS

- 5.3.1.1 Les Matériaux utilisés doivent être neufs et conformes au Cahier des charges.
- 5.3.1.2 Les Matériaux livrés sur le Chantier ne peuvent être enlevés sans la permission du Directeur.
- 5.3.1.3 Augmentation du coût des Matériaux

Lorsque l'exécution des travaux est reportée à une année subséquente à la demande du Directeur, la Ville peut accepter de défrayer l'augmentation du coût des Matériaux seulement lorsque l'Entrepreneur fournit toutes les pièces justificatives à cet effet.

Cependant, si, dans le Cahier des charges, l'exécution des travaux est prévue sur plusieurs années, la Ville ne paie pas de montant additionnel pour l'augmentation du coût des Matériaux.

- 5.3.1.4 Si le Cahier des charges prévoit la fourniture par la Ville de certains équipements et Matériaux, l'Entrepreneur doit faire l'Inspection de ces équipements ou de ces Matériaux au moment de leur livraison et aviser immédiatement le Directeur des déficiences.
- 5.3.1.5 L'Entrepreneur est responsable du maintien en bon état et de l'entreposage des équipements et Matériaux fournis par la Ville pendant la durée du Contrat, le cas échéant.

5.3.2 DEMANDE D'ÉQUIVALENCE

- 5.3.2.1 Si l'Entrepreneur désire substituer des Matériaux à ceux spécifiés dans les documents, il en supporte tous les frais, incluant les honoraires professionnels découlant de cette analyse, et doit en demander l'autorisation au Directeur en lui transmettant une demande à cet effet un minimum de trente (30) Jours calendrier avant la date prévue des travaux qui concernent cette demande, en y incluant notamment les informations suivantes :

- a) Les raisons de la demande d'équivalence;
- b) Les prix des Matériaux tels que spécifiés dans le Cahier des charges et de ceux proposés en équivalence;
- c) Les caractéristiques, spécifications techniques et autres renseignements utiles décrivant les Matériaux offerts;
- d) Tous les résultats d'essais de résistance ou de comportement exigés par le Directeur et exécutés par un laboratoire reconnu;
- e) Tout autre renseignement, essai ou rapport requis par le Directeur.

Les principaux éléments qui serviront à établir la comparaison pour établir cette équivalence sont notamment le type de construction, l'esthétique, le rendement, la capacité, les dimensions, le nombre de joints pour les conduites d'aqueducs, le poids, l'encombrement, les tolérances, la disponibilité des pièces de rechange, les problèmes d'entretien, les délais de livraison et l'existence de Matériaux semblables en service et éprouvés.

5.3.2.2 Le Directeur a toute l'autorité nécessaire pour approuver ou rejeter une demande d'équivalence en tenant compte notamment du fait :

- a) Que les produits proposés peuvent présenter un intérêt économique autant au niveau des coûts et fourniture et d'installation qu'au niveau des coûts de fonctionnement et d'entretien;
- b) De l'impact de la date de livraison des produits spécifiés au Cahier des charges ou de ceux proposés en équivalence sur le délai de réalisation des travaux.

5.3.2.3 Si le prix des Matériaux substitués est inférieur à celui des Matériaux spécifiés dans le Cahier des charges, l'Entrepreneur doit accorder à la Ville un crédit équivalant à 50 % de la différence entre le coût des Matériaux spécifiés et celui des Matériaux substitués.

5.3.2.4 La Ville n'est pas responsable des délais éventuels causés directement ou indirectement par ces substitutions et aucun ordre de changement à cet effet ne peut entraîner une modification à l'Échéancier des travaux.

L'Entrepreneur doit aussi prendre en compte le fait que l'approbation de telles équivalences peut entraîner certains délais et il ne peut faire aucune réclamation à la Ville pour ce motif.

5.3.2.5 Si la substitution est approuvée, l'Entrepreneur doit exécuter les travaux supplémentaires que cette substitution peut entraîner et faire les changements requis sans frais supplémentaires pour la Ville.

5.3.3 CONTRÔLE QUALITATIF

5.3.3.1 L'Entrepreneur doit fournir, à ses frais, les échantillons demandés par le Directeur aux fins d'essai et d'examen des Matériaux utilisés.

5.3.3.2 Si les essais démontrent que les échantillons sont conformes, leur coût est assumé par la Ville.

5.3.3.3 Cependant, si les essais démontrent que les échantillons ne sont pas conformes, l'Entrepreneur doit non seulement fournir des échantillons de remplacement, à ses frais, mais également assumer le coût de tous les essais exécutés par la Ville, le cas échéant.

5.3.3.4 Lorsque le Directeur désire contrôler en usine la qualité des Matériaux, l'Entrepreneur et ses Sous-traitants doivent, sans frais pour la Ville, fournir les locaux, la main-d'œuvre et l'appareillage nécessaires afin d'assister le Directeur.

5.4 **MATIÈRES CONTAMINÉES**

5.4.1 ANALYSE

5.4.1.1 Dans le cas où l'Entrepreneur rencontre, au cours de l'exécution de ses travaux, des matières jugées contaminées et que cela n'était pas prévu au Cahier des charges, il doit en aviser le Directeur immédiatement.

- 5.4.1.2 Ce dernier pourra exiger de l'Entrepreneur qu'il interrompe lesdits travaux et qu'il fasse analyser les matières concernées, notamment les sols, les revêtements muraux ou de plafond, l'isolation et la peinture, par un laboratoire reconnu et approuvé par la Ville. Une fois les résultats et les recommandations obtenus, l'Entrepreneur doit les remettre sans délai au Directeur. Les coûts d'analyse seront remboursés par la Ville.

5.5 SÉCURITÉ, PROTECTION, ENVIRONNEMENT ET PROPRIÉTÉ

5.5.1 SÉCURITÉ ET PROTECTION

- 5.5.1.1 Lorsqu'il est désigné comme maître d'œuvre au sens de la Loi sur la santé et sécurité au travail, l'Entrepreneur est seul responsable de la sécurité dans les limites du Chantier que ce soit lors de l'exécution du Chantier ou lors de travaux correctifs lors de la période de garantie.

5.5.1.2 Affiches

Sur le site des travaux, l'Entrepreneur ne doit poser ni tolérer aucune enseigne, annonce ou affiche autre que celles autorisées ou exigées par la loi, les règlements, le Contrat, les protocoles d'ententes des organismes subventionnaires, ou celles autorisées par le Directeur.

5.5.1.3 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail

- 5.5.1.3.1 Dans le cadre de l'application de la loi fédérale sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), l'Entrepreneur est tenu de fournir, lors de la soumission des Dessins d'ateliers pour examen, les fiches signalétiques relatives aux produits spécifiés au Cahier des charges ou aux produits soumis en équivalence, lorsque les produits sont soumis à cette réglementation.

- 5.5.1.3.2 Il doit coordonner toutes les mesures préventives et fournir l'environnement et les protections individuelles appropriées pour les travailleurs lors de la manipulation ou de l'application de ces produits afin de respecter les spécifications des fiches signalétiques. Les fiches signalétiques doivent accompagner les produits lors de leur livraison.

- 5.5.1.3.3 Le défaut de respecter les spécifications desdites fiches signalétiques conformément aux obligations prévues par la loi peut entraîner l'arrêt des travaux.

- 5.5.1.3.4 À la réunion de démarrage, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur le nom et les coordonnées de la personne responsable du dossier SIMDUT dans son entreprise.

- 5.5.1.3.5 L'utilisation ou la prise de possession, par la Ville, d'une partie de l'Ouvrage avant la réception provisoire totale des travaux ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité en matière de sécurité et de protection.

5.5.1.4 Les clôtures temporaires

- 5.5.1.4.1 Lorsque l'Entrepreneur est tenu d'ériger des clôtures temporaires pour délimiter le périmètre de son Chantier, il doit les fournir, les installer et les entretenir pendant toute la durée du Contrat. Il doit fournir, pour approbation, les plans de localisation et de détail de ces clôtures avant leur installation. Aucun autre travail relatif au Contrat ne doit se faire avant que ces clôtures ne soient complètement érigées.

5.5.1.4.2 Lorsque des excavations sont effectuées, elles doivent être délimitées et protégées par des mesures qui respectent le Code de sécurité pour les travaux de construction. Lorsque requis, l'Entrepreneur doit clôturer le périmètre de l'excavation. Il doit maintenir cette clôture en bon état et ne l'enlever que lorsque le remplissage de l'excavation est complété.

5.5.2 ENVIRONNEMENT

5.5.2.1 Protection de l'environnement

L'Entrepreneur est tenu de prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'environnement et pour éviter toute forme de pollution. L'Entrepreneur doit prévoir, pour la durée des travaux, la mise en place des mesures requises en cas d'urgence, tel un déversement accidentel de polluants.

Tout incident, déversement ou fuite susceptible d'atteindre un ouvrage d'assainissement doit être déclaré par l'Entrepreneur immédiatement à la Division du contrôle des rejets industriels du Service de l'environnement de la Ville par téléphone, au 514-280-4330 (24h/24, 7 jours par semaine). La déclaration doit être suivie dans les quinze (15) Jours calendrier d'une déclaration complémentaire, en utilisant le formulaire disponible sur le site internet suivant : <https://montreal.ca/demarches/demander-une-autorisation-environnementale-relative-aux-rejets-deaux-usees>, établissant les causes du déversement ainsi que les mesures prises pour en éviter la répétition.

5.5.2.2 Gestion des eaux

5.5.2.2.1 Les eaux générées par les Activités du Chantier (infiltration, ruissellement accumulé dans les excavations, accumulation dans les aires d'entreposage, etc.), doivent être gérées conformément aux prescriptions du DTNI-7A "Gestion des déblais et travaux de réhabilitation environnementale".

5.5.2.3 Nettoyage des bétonnières

Lorsque des travaux de bétonnage sont requis, l'Entrepreneur doit prévoir une méthode permettant de capter les sédiments lors du nettoyage des bétonnières afin de respecter le règlement 2008-47 de la Communauté métropolitaine de Montréal sur l'assainissement des eaux, pour les rejets à l'égout.

5.5.2.4 Gestion du bruit

5.5.2.4.1 L'Entrepreneur doit respecter la réglementation de l'arrondissement ou de la ville liée concernée en respectant les heures autorisées pour effectuer des travaux ainsi que le niveau sonore maximal permis (db). 115

5.5.2.4.2 Le Matériel utilisé sur le Chantier doit être muni, s'il y a lieu, de dispositifs particuliers en bon état de fonctionnement et de nature à assurer son insonorisation afin de respecter la réglementation en vigueur.

5.5.2.4.3 En complément des articles 5.5.2.4.1 et 5.5.2.4.2, lorsque l'utilisation du Matériel cause des inconvénients aux personnes, à la propriété ou à l'environnement, le Directeur peut notamment exiger :

- a) Que des moteurs électriques soient utilisés dans la mesure du possible;
- b) Que l'échappement des moteurs soit pourvu d'un silencieux;

- c) Que le bruit des compresseurs ou outils pneumatiques, pompes et autres soit atténué au moyen de capots ou d'abris insonorisés;
- d) Le remplacement de la machinerie de démolition et cassage de roc et de béton;
- e) Toute autre mesure permettant de corriger la situation.

5.5.2.4.4 L'Entrepreneur doit obligatoirement installer sur toute machinerie et véhicules opérés au Chantier, à l'exception des véhicules de transport en vrac, un dispositif d'alarme de recul à large bande (BBS) dans le but de réduire la nuisance environnante sur les riverains.

5.5.2.5 Contrôle de la poussière

5.5.2.5.1 L'Entrepreneur doit respecter le Règlement 90 de la Communauté métropolitaine de Montréal sur les rejets dans l'atmosphère.

5.5.2.5.2 Il doit appliquer des techniques de travail limitant le soulèvement de la poussière en utilisant des produits acceptés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) et conforme à la norme BNQ 2410-300

5.5.2.6 Protection de la couche d'ozone

5.5.2.6.1 Conformément à ses orientations en matière de protection de l'environnement, la Ville de Montréal adhère à l'effort mondial pour préserver la couche d'ozone de l'atmosphère terrestre.

5.5.2.6.2 Dans cette perspective, la Ville ne permettra pas l'utilisation de tout produit contenant l'un des chlorofluorocarbures (CFC), des halons, des composés ou l'une des substances ci-après mentionnées, ou fabriquées avec l'une de ces substances, s'il existe un produit de substitution :

- a) CFC-11, CFC-12, CFC-13, CFC-111, CFC-112, CFC-113, CFC-114, CFC-115, CFC-211, CFC-212, CFC-213, CFC-214, CFC-215, CFC-216, CFC-217;
- b) Halon 1211, Halon 1301 et Halon 2402;
- c) Méthylchloroforme (1, 1, 1 – trichloroéthane);
- d) Tétrachlorure de carbone.

5.5.2.6.3 Si les produits qu'il offre à la Ville contiennent l'une ou l'autre des substances mentionnées ci-dessus et qu'il n'existe aucun produit de substitution, l'Entrepreneur doit en informer la Ville.

5.5.3 ÉVACUATION ET DISPOSITION DES OBJETS, MATÉRIAUX, APPAREILS OU ÉQUIPEMENTS MUNICIPAUX ET AUTRES

5.5.3.1 À moins d'indication contraire, tous les objets, Matériaux, appareils ou équipements municipaux et autres provenant de travaux d'excavation ou de démolition appartiennent à la Ville. L'Entrepreneur doit en disposer selon les lois et règlements en vigueur.

5.5.3.2 Cependant, l'Entrepreneur doit :

- a) Si le Directeur les déclare utiles, les transporter et les placer convenablement à l'endroit qu'il désigne sur le site ou à un autre endroit spécifié au CCAS;
- b) Si le Directeur les déclare inutiles, en disposer à ses frais.

5.5.4 PROPRETÉ DU CHANTIER ET DES RUES AVOISINANTES

L'Entrepreneur doit :

- 5.5.4.1 Procéder régulièrement au nettoyage du Chantier et respecter les directives du Directeur à cet effet;
- 5.5.4.2 Garder le Chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de Matériaux de rebut à l'exception de ceux générés par des travaux simultanés exécutés conformément à l'article 5.1.15;
- 5.5.4.3 Éliminer et évacuer les débris et les Matériaux de rebut hors du Chantier;
- 5.5.4.4 Entretenir les rues, les aires de circulation et de stationnement pour qu'il n'y ait pas d'émission de particules dans l'atmosphère ou d'entraînement sur la voie publique de matières susceptibles d'en produire. L'Entrepreneur doit nettoyer sans délai les rues, les aires de circulation et celles de stationnement, et toutes les autres propriétés salies à l'occasion de ses travaux. À défaut de ce faire, la Ville procède au nettoyage aux frais de l'Entrepreneur;
- 5.5.4.5 Garder les voies d'accès aux bâtiments exemptes de glace et de neige;
- 5.5.4.6 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des Autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des Matériaux de rebut;
- 5.5.4.7 Prévoir, sur le Chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des Matériaux de rebut;
- 5.5.4.8 Dans les bâtiments, nettoyer les surfaces intérieures avant le début des travaux de finition et garder ces zones exemptes de poussière et d'autres impuretés durant les travaux en question;
- 5.5.4.9 Éliminer les anciens ballasts contenant du BPC et les lampes contenant des produits dangereux tels que le mercure selon la réglementation en vigueur.

5.5.5 NETTOYAGE FINAL

Avant les inspections préalables à toute réception provisoire (partielle et totale) et avant toute inspection finale des travaux, l'Entrepreneur doit :

- 5.5.5.1 Enlever les Matériaux et les matières en surplus et le Matériel de construction;
- 5.5.5.2 Enlever les débris et Matériaux de rebut, et laisser les lieux propres;
- 5.5.5.3 Nettoyer et polir les vitrages, les miroirs, les pièces de quincaillerie, les carrelages muraux, les surfaces chromées ou émaillées, les surfaces de stratifié, les éléments en acier ainsi que les appareils mécaniques et électriques. Remplacer tout vitrage, toute lentille ou tout globe brisé, égratigné ou endommagé;
- 5.5.5.4 Enlever la poussière, les taches et les marques relevées sur les éléments intérieurs tels les murs, les planchers, le mobilier et les appareils mécaniques et électriques;
- 5.5.5.5 Nettoyer les réflecteurs, les diffuseurs et les autres surfaces d'éclairage;

- 5.5.5.6 Balayer et nettoyer les trottoirs et les autres surfaces extérieures; balayer ou ratisser le reste du terrain;
- 5.5.5.7 Enlever les saletés et les autres éléments qui déparent les surfaces extérieures;
- 5.5.5.8 Nettoyer et retoucher les surfaces peintes qui ont été égratignées ou endommagées durant l'exécution des travaux; utiliser une peinture de type et de couleur identiques à la peinture d'origine;
- 5.5.5.9 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.

5.6 PAIEMENTS, RÉCEPTIONS ET GARANTIES

5.6.1 DEMANDES DE PAIEMENT : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5.6.1.1 Ventilation des coûts de construction

Dans le cadre d'un Contrat à prix forfaitaire, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur, sur demande de celui-ci, une ventilation complète et détaillée du prix de sa Soumission. Cette ventilation doit être effectuée suivant une répartition que le Directeur ou son Professionnel désigné a établie et le total des montants indiqués dans cette ventilation doit être égal au prix total du Contrat. L'Entrepreneur doit fournir cette ventilation avant que ne débute l'exécution des travaux. Aucun paiement des travaux ne pourra être effectué par la Ville tant que l'Entrepreneur ne lui aura pas fourni une telle ventilation conforme.

5.6.1.2 Inscription au fichier des fournisseurs pour le paiement électronique

L'Entrepreneur doit être inscrit au fichier des fournisseurs du Service des finances de la Ville. L'inscription au fichier des fournisseurs peut se faire sur [le site Internet de la Ville de Montréal](#). Toutes les informations nécessaires au paiement électronique des factures doivent être transmises à la Ville en suivant la procédure décrite sur le site web de la Ville. Tous les paiements à l'Entrepreneur seront faits par paiement électronique.

5.6.1.3 Aucun paiement à l'Entrepreneur n'est effectué tant que ce dernier n'a pas fourni au Directeur les documents de garantie ainsi que les attestations d'assurance exigées en vertu du Contrat.

5.6.1.4 La Ville ne paie aucun intérêt sur les retenues.

5.6.1.5 Aucun paiement ne constitue une acceptation des travaux.

5.6.1.6 La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification des demandes de paiement déjà acquittées.

5.6.1.7 Lors de la recommandation pour paiement, le Directeur peut notamment déduire du paiement toute pénalité imposée à l'Entrepreneur et toute somme que la Ville a le droit de retenir ou de réclamer en vertu du Contrat ou de la loi.

- 5.6.1.8 Lorsque le Directeur veut s'assurer qu'une dette quelconque existant en vertu de l'exécution du Contrat a été payée, il peut exiger que l'Entrepreneur présente, avec chaque décompte, une quittance de ses Sous-traitants et des Fournisseurs sur le formulaire de l'annexe M ou N, selon le cas, établissant que la dette concernée a été payée.
- 5.6.1.9 Le Directeur peut exiger que l'Entrepreneur présente, avec chaque décompte, une lettre ou tout autre document établissant que toutes les lois, tous les décrets et toutes les ordonnances ont été observés et que toutes les cotisations et tous les prélèvements exigibles en vertu des lois, des décrets et des ordonnances ont été payés.
- 5.6.1.10 Les articles 5.6.1.8 et 5.6.1.9 sont au bénéfice exclusif de la Ville et le Directeur peut s'en prévaloir ou non à sa seule discrétion. Ils ne peuvent en aucun cas être interprétés comme constituant une stipulation pour autrui ou comme offrant une protection quelconque aux créanciers ou aux Sous-traitants de l'Entrepreneur ou à toute autre personne.
- 5.6.1.11 Règle d'arrondissement des contrats à prix unitaires pour des items qui sont calculés avec des unités de mesurage.

Lors de la production d'une recommandation de paiement, la quantité réalisée indiquée dans les rapports cumulatifs doit être payée selon les règles d'arrondissements suivantes :

- i. sans aucune décimale, lorsque le prix unitaire d'un article au bordereau est inférieur à 10\$/unité;
- ii. sans dépasser une décimale, lorsque le prix unitaire d'un article au bordereau se situe entre 10\$ et 100\$/unité;
- iii. sans dépasser deux décimales, lorsque le prix unitaire d'un article au bordereau est supérieur à 100\$/unité;

5.6.2 DÉCOMPTES PROGRESSIFS

- 5.6.2.1 L'Entrepreneur doit produire mensuellement une demande de paiement conciliée avec le Directeur ou le Professionnel désigné au fur et à mesure de l'avancement des travaux, dans la forme prescrite par le Directeur. Cette demande de paiement doit préciser la valeur des travaux exécutés et des Matériaux incorporés à l'Ouvrage à la date de la demande de paiement au prorata de l'avancement des travaux et selon la ventilation détaillée des coûts du prix du Contrat en précisant la quantité et la valeur des travaux exécutés depuis le début du Contrat. Cette demande de paiement conciliée doit être produite au plus tard dix (10) Jours calendrier suivant la fin de la période visée par le décompte progressif.
- 5.6.2.2 La demande de paiement conciliée constitue le décompte progressif lorsque le Directeur la recommande pour paiement, déduction faite des pénalités, des retenues, des réclamations et des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur et d'une retenue de 10 % de la valeur des travaux exécutés conservée par la Ville à titre de garantie de la bonne exécution des travaux.

- 5.6.2.3 Si la demande de paiement émise par l'Entrepreneur n'a pas été conciliée avec le Directeur ou le Professionnel désigné, le Directeur peut, à sa seule discrétion dans les vingt (20) Jours calendrier suivant la réception de la demande, décider de recommander pour paiement un montant qu'il estime juste pour les travaux exécutés, déduction faite des pénalités, des retenues, des réclamations et des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur et d'une retenue de 10 % de la valeur des travaux exécutés conservée par la Ville à titre de garantie de la bonne exécution des travaux. Cette recommandation du Directeur constitue alors le décompte progressif et n'entraîne pas, le cas échéant, une renonciation de la part de l'Entrepreneur à faire valoir ses droits, dans la mesure où la procédure de règlement des différends prévue à l'article 5.1.12 est respectée.
- 5.6.2.4 L'Entrepreneur doit soumettre une facture du même montant que le décompte progressif dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la recommandation de paiement par le Directeur.
- 5.6.2.5 La Ville effectue le paiement du décompte progressif dans les trente (30) Jours calendrier qui suivent la date de réception de la facture émise par l'Entrepreneur correspondant aux exigences de l'article 5.6.2.4.
- 5.6.2.6 Les modalités de paiement décrites ci-dessus s'appliquent aussi aux Contingences ordonnées et acceptées par le Directeur.

5.6.3 RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

5.6.3.1 Réception provisoire totale des travaux

- 5.6.3.1.1 La réception provisoire totale des travaux ne peut être entreprise que lorsque toutes les conditions suivantes sont respectées :
- a) La valeur estimée des travaux à compléter, à exécuter ou à corriger est inférieure à 0,5 % du prix de l'Ouvrage (incluant les Contingences et excluant les Travaux différés);
 - b) Les travaux à corriger et les travaux à compléter, y compris ceux qui sont différés, n'empêchent pas l'Ouvrage d'être prêt en tout point pour l'usage auquel il est destiné et ne représentent pas un danger pour l'occupant;
 - c) La formation a été dispensée et la mise en service, effectuée.
- 5.6.3.1.2 Lorsque l'Entrepreneur estime que les conditions mentionnées à l'article 5.6.3.1.1 sont remplies, il en avise par écrit le Directeur.
- 5.6.3.1.3 Dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la réception de cet avis, le Directeur doit confirmer à l'Entrepreneur, par écrit et au moins trois (3) Jours ouvrables à l'avance, qu'il est disposé à inspecter les travaux en sa présence et convenir d'une date pour l'Inspection.
- 5.6.3.1.4 Cependant, si l'Entrepreneur ne se rend pas disponible dans un délai raisonnable, le Directeur peut procéder à l'Inspection des travaux en son absence.
- 5.6.3.1.5 L'Entrepreneur doit fournir, avant la réception provisoire totale des travaux, les documents exigibles en vertu du Contrat.
- 5.6.3.1.6 Le Directeur ou le Professionnel désigné procède, après avis à l'Entrepreneur, à une Inspection complète des travaux. Advenant que cette Inspection ne permette pas une réception provisoire totale des travaux en raison du fait que les conditions de l'article 5.6.3.1.1 ne sont pas rencontrées, les déboursés encourus par la Ville pour toute nouvelle Inspection des travaux en vue d'une réception provisoire totale seront aux frais de l'Entrepreneur. La Ville opérera compensation des déboursés à même tout montant dû à l'Entrepreneur après avis à ce dernier.

- 5.6.3.1.7 Une liste indiquant les déficiences à corriger et les travaux à compléter est jointe au certificat de réception provisoire totale des travaux; elle est signée par le Directeur et le Professionnel désigné, le cas échéant.
- 5.6.3.1.8 Dans le cas d'un Contrat à prix forfaitaire, pour chaque item inscrit sur la liste des déficiences et des travaux à compléter, le Directeur ou le Professionnel désigné indique une estimation du coût des travaux. Une retenue équivalente au montant de l'estimation majorée de 20% est faite sur les sommes dues à l'Entrepreneur.
- 5.6.3.1.9 Si le Directeur estime que les conditions mentionnées à l'article 5.6.3.1.1 sont remplies, il émet un certificat de réception provisoire totale des travaux. Dans ce cas, la date de la réception provisoire totale des travaux est celle indiquée au certificat.
- 5.6.3.1.10 Seule la réception provisoire totale des travaux entraîne, le cas échéant, l'arrêt du calcul des pénalités pour retard prévues à l'article 5.1.14.3.
- 5.6.3.2 Réception provisoire partielle
- 5.6.3.2.1 Le Directeur peut, à sa seule discrétion, prendre possession d'une partie de l'Ouvrage. Dans ce cas, il doit aviser l'Entrepreneur et convenir avec ce dernier d'une date pour l'Inspection des travaux visés.
- 5.6.3.2.2 Cependant, si l'Entrepreneur ne se rend pas disponible dans un délai raisonnable, le Directeur peut procéder à l'Inspection des travaux en son absence.
- 5.6.3.2.3 Une fois l'Inspection complétée, si les travaux visés sont à la satisfaction du Directeur, il rédige un rapport d'Inspection indiquant notamment les déficiences à corriger et les travaux à compléter ainsi que le délai pour ce faire et émet un certificat de réception provisoire partielle de cette partie des travaux.
- 5.6.3.2.4 Les travaux visés par le certificat de réception provisoire partielle seront soumis ultérieurement aux procédures de réception provisoire totale des travaux.
- 5.6.3.2.5 L'Entrepreneur doit effectuer la mise en service et dispenser les formations prévues au Cahier des charges en lien avec les travaux visés avant la réception provisoire partielle.
- 5.6.3.2.6 L'Entrepreneur doit transmettre les manuels d'instruction et les garanties écrites en relation avec les exigences du Cahier des charges au plus tard dix (10) Jours ouvrables suivant l'émission du certificat de réception partielle.
- 5.6.3.2.7 Le début de la période de garantie prévue à l'article 5.6.9 relative à la partie des travaux ayant fait l'objet de la réception provisoire partielle débute lorsque les exigences des articles 5.6.3.2.5 et 5.6.3.2.6 sont rencontrées.

5.6.4 DÉFICIENCES ET TRAVAUX À COMPLÉTER

- 5.6.4.1 Un délai maximal de trente (30) Jours calendrier à compter d'une réception provisoire (partielle ou totale) des travaux est alloué pour corriger les déficiences et compléter les travaux visés par cette réception, à moins qu'un délai différent ne soit établi au préalable avec le Directeur.
- 5.6.4.2 À la suite de l'émission d'un certificat de réception provisoire partielle ou totale des travaux, l'Entrepreneur doit soumettre pour approbation, dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant le rapport d'Inspection, un Échéancier des travaux à corriger ou à compléter, à la satisfaction du Directeur.
- 5.6.4.3 Si l'Entrepreneur fait défaut de soumettre un Échéancier ou si les travaux ne sont pas corrigés et complétés dans le délai imparti, la pénalité prévue à l'article 5.1.14.4 sera appliquée.
- 5.6.4.4 L'Entrepreneur ne peut exiger compensation pour les Frais généraux de chantier dans le cas où des travaux correctifs de déficiences sont effectués suite à la réception provisoire lors de la période de garantie.

5.6.5 DÉCOMPTE FINAL

- 5.6.5.1 Dans les trente (30) Jours calendrier suivant la réception provisoire totale des travaux, l'Entrepreneur doit transmettre une demande de paiement final au Directeur.
- 5.6.5.2 Pour un Contrat comportant des items à Prix unitaires et des Prix globaux:
 - 5.6.5.2.1 La demande de paiement final doit :
 - a) Préciser la quantité et la valeur des travaux exécutés pour chaque item depuis le début du Contrat;
 - b) Inclure toutes les pièces justificatives originales pour chaque item payé selon un Prix unitaire associé à une quantité réalisée au Chantier, notamment les billets de pesée ou de livraison. Chacun des billets originaux amassés au Chantier doit avoir été paraphé par le Directeur ou le Professionnel désigné.
 - 5.6.5.2.2 Le Directeur vérifie cette demande de paiement final en y apportant les corrections appropriées, le cas échéant.
 - 5.6.5.2.3 Lorsque tous les travaux déficients sont corrigés et tous les travaux sont complétés, à l'exception des Travaux différés, l'Entrepreneur avise le Directeur et le Professionnel désigné afin de procéder à une Inspection finale de ces travaux.
 - 5.6.5.2.4 Dans le cas où le Directeur ou le Professionnel désigné constate, lors de cette Inspection finale que tous les travaux n'ont pas été corrigés et complétés, les déboursés encourus par la Ville pour toute nouvelle Inspection des travaux seront aux frais de l'Entrepreneur. La Ville opérera compensation des déboursés à même tout montant dû à l'Entrepreneur.
 - 5.6.5.2.5 Suite à une Inspection finale concluante et à la conciliation de la demande de paiement final entre le Directeur ou le Professionnel désigné et l'Entrepreneur, le Directeur fait parvenir à l'Entrepreneur une proposition de règlement final que l'Entrepreneur doit confirmer accepter par écrit (« Demande de paiement conciliée »).

5.6.5.2.6 Cette Demande de paiement conciliée constitue le décompte final que le Directeur recommande pour paiement, si tous les documents qui doivent accompagner la demande de paiement final ont été fournis conformément à l'article 5.6.5.4 déduction faite des pénalités, des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur, des sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat et d'une retenue de garantie d'entretien des travaux prévue à l'article 5.6.8.

5.6.5.2.7 Si l'Inspection finale est concluante, mais que la demande de paiement final émise par l'Entrepreneur n'a pas été conciliée entre le Directeur ou le Professionnel désigné et l'Entrepreneur, le Directeur peut, à sa seule discrétion, décider de recommander pour paiement un montant qu'il estime juste pour les travaux exécutés déduction faite des pénalités, des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur, des sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat et d'une retenue de garantie d'entretien des travaux prévue à l'article 5.6.8. Cette recommandation du Directeur constitue alors le décompte final et n'entraîne pas, le cas échéant, une renonciation de la part de l'Entrepreneur à faire valoir ses droits, dans la mesure où la procédure de règlement des différends prévue à l'article 5.1.12 est respectée.

5.6.5.3 Pour un Contrat à prix forfaitaire :

5.6.5.3.1 La demande de paiement final doit :

- a) Inclure une liste de déficiences, par discipline, indiquant, pour chacune des déficiences à corriger ou à compléter, que celles-ci sont corrigées et complétées. L'Entrepreneur et son Sous-traitant, le cas échéant, doivent parapher chaque item de la liste de déficiences qui a été corrigée ou complétée.

5.6.5.3.2 Lorsque tous les travaux déficients sont corrigés et tous les travaux sont complétés, à l'exception des Travaux différés, l'Entrepreneur avise le Directeur et le Professionnel désigné afin de procéder à une Inspection finale de ces travaux. Le Directeur peut, à sa seule discrétion, procéder à des Inspections par discipline.

5.6.5.3.3 Dans le cas où le Directeur ou le Professionnel désigné constate, lors de cette Inspection finale que tous les travaux n'ont pas été corrigés et complétés, les déboursés encourus par la Ville pour toute nouvelle Inspection des travaux seront aux frais de l'Entrepreneur. La Ville opérera compensation des déboursés à même tout montant dû à l'Entrepreneur.

5.6.5.3.4 A la suite d'une Inspection finale concluante et de la fourniture de tous les documents qui doivent accompagner la demande de paiement final ont été fournis conformément à l'article 5.6.5.4, la demande de paiement final constitue le décompte final lorsque le Directeur la recommande pour paiement, déduction faite des pénalités, des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur, des sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat et d'une retenue de garantie d'entretien des travaux prévue à l'article 5.6.8.

5.6.5.4 La demande de paiement final doit être accompagnée des documents suivants :

- a) des plans annotés par l'Entrepreneur et des plans de localisation des infrastructures en relation avec les articles 5.1.5 et 5.1.6, les manuels d'instruction, de même que les garanties écrites en relation avec les exigences du Contrat ont été fournis;
- b) Une déclaration sous serment ou une affirmation solennelle attestant que toutes les sommes dues pour la main-d'œuvre et à tous les Sous-traitants ont été payées pour le montant qui a déjà été versé à l'Entrepreneur;
- c) Une attestation de conformité de la CNESST confirmant que l'Entrepreneur a payé sa cotisation à la CNESST;

- d) Une lettre d'état de la situation de la Commission de la construction du Québec attestant qu'il a versé toutes les contributions exigées par la loi;
- 5.6.5.5 L'article 5.6.5.4 est au bénéfice exclusif de la Ville et le Directeur peut s'en prévaloir ou non à sa seule discrétion. Il ne peut en aucun cas être interprété comme constituant une stipulation pour autrui ou comme offrant une protection quelconque aux créanciers ou aux Sous-traitants de l'Entrepreneur ou à toute autre personne.
- 5.6.5.6 L'Entrepreneur doit soumettre une facture du même montant que le décompte final dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la recommandation de paiement par le Directeur.
- 5.6.5.7 La Ville effectue le paiement du décompte final dans les trente (30) Jours calendrier qui suivent la date de réception de la facture émise par l'Entrepreneur correspondant aux exigences de l'article 5.6.5.6.
- 5.6.5.8 L'acceptation par l'Entrepreneur du décompte final ou l'encaissement du chèque en découlant constitue une reconnaissance par ce dernier qu'il n'a aucune réclamation contre la Ville résultant de ce Contrat et occasionnée par celui-ci, sauf celles, le cas échéant, dont un avis a déjà été signifié par écrit au Directeur conformément à la procédure de règlement des différends prévue à l'article 5.1.12 et qui ne sont pas réglées.

5.6.6 PAIEMENT DES TRAVAUX DIFFÉRÉS

- 5.6.6.1 Après la réception provisoire totale des Travaux différés et la correction des déficiences en lien avec ceux-ci, le Directeur procède au paiement des Travaux différés selon les modalités prévues à l'article 5.6.5 en faisant les adaptations nécessaires.
- 5.6.6.2 La période de garantie relative aux Travaux différés débute à compter de la réception provisoire totale de cette partie des Travaux différés, selon les termes de l'article 5.6.9.1.

5.6.7 LIBÉRATION DES RETENUES ET GARANTIES

- 5.6.7.1 Libération suite à la réception provisoire totale des travaux
- 5.6.7.1.1 Seule la réception provisoire totale des travaux entraîne la libération de la première moitié de la somme retenue à titre de garantie de bonne exécution prévue aux articles 5.6.2.2 et 5.6.2.3, de laquelle on soustrait le montant du coût des travaux défectueux à corriger et des travaux à compléter établi selon les modalités prévues à l'article 5.6.3.1.8.
- 5.6.7.2 Libération suite au décompte final et à la correction des déficiences
- 5.6.7.2.1 Seule l'émission du décompte final recommandé pour paiement par le Directeur, entraîne la libération de la deuxième moitié de la somme retenue à titre de garantie de bonne exécution des travaux, de laquelle on soustrait le montant de la retenue de garantie d'entretien des travaux, tel que stipulé à l'article 5.6.8, les sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat, et les pénalités de l'article 5.1.14.4, le cas échéant.
- 5.6.7.2.2 Lorsque la garantie d'exécution et la garantie de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services de l'Entrepreneur sont fournies sous forme de chèque visé conformément à l'article 2.1.1.1.a), seule l'émission du décompte final recommandé par le Directeur entraîne la libération de celles-ci.

5.6.7.2.3 Lorsque la garantie d'exécution et la garantie de paiement de la main-d'œuvre, des matériaux et services de l'Entrepreneur sont fournies sous forme de lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle, conformément à l'article 2.1.1.1.b), seule l'émission du décompte final recommandé par le Directeur entraîne la remise à l'Entrepreneur de celle-ci.

5.6.7.3 Libération suite à la réception définitive

5.6.7.3.1 Seule l'émission du certificat de réception définitive entraîne la libération de la retenue de garantie d'entretien des travaux prévue à l'article 5.6.8.

5.6.8 GARANTIE D'ENTRETIEN DES TRAVAUX

5.6.8.1 Suite au décompte final, la Ville effectue une retenue de garantie d'entretien des travaux de :

- a) 5 % de la valeur des travaux exécutés pour les projets > 50 k\$ et ≤ 100 k\$ (avant taxes);
- b) 5 % de la valeur des travaux exécutés jusqu'à un maximum de 10 000 \$ (avant taxes) pour les projets > 100 k\$ et ≤ 1 M\$ (avant taxes);
- c) 1 % de la valeur des travaux exécutés pour les projets > 1 M\$ et plus

Ce montant est conservé par la Ville à titre de garantie d'entretien des travaux jusqu'à leur réception définitive.

5.6.9 PÉRIODE DE GARANTIE D'ENTRETIEN DES TRAVAUX

5.6.9.1 À moins d'indication contraire dans le Contrat, l'Entrepreneur doit maintenir en bon état d'entretien et garantir le bon fonctionnement de l'Ouvrage pendant une période de 12 mois à compter de la réception provisoire des travaux concernés.

5.6.10 ENTRETIEN DURANT LA PÉRIODE DE GARANTIE

5.6.10.1 Pendant la période de garantie d'entretien des travaux, l'Entrepreneur doit exécuter tous les travaux correctifs exigés par le Directeur. S'il néglige ou refuse d'exécuter ces travaux dans le délai imparti, le Directeur les fait exécuter aux frais de l'Entrepreneur et, le cas échéant, de la caution.

5.6.10.2 Les méthodes de corrections des déficiences doivent respecter les exigences des Documents techniques normalisés d'infrastructures (DTNI) relatifs aux travaux concernés et être soumises au Directeur pour Visa avant d'entreprendre les travaux correctifs.

5.6.11 RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX

5.6.11.1 Soixante (60) Jours calendrier avant l'expiration de la période de garantie d'entretien des travaux, que ce soit suite à une réception provisoire partielle ou à une réception provisoire totale, l'Entrepreneur avise le Directeur et le Professionnel désigné afin qu'ils procèdent à une inspection définitive des travaux.

5.6.11.2 Si l'Entrepreneur n'avise pas le Directeur de procéder à l'inspection définitive dans un délai raisonnable, ce dernier peut procéder à l'inspection en son absence.

5.6.11.3 Si le Directeur estime que, pendant la période de garantie d'entretien des travaux, l'Entrepreneur n'a pas maintenu l'Ouvrage en bon état d'entretien et de fonctionnement, notamment s'il demeure des travaux à corriger, des travaux à compléter ou que de nouvelles déficiences, malfaçons ou vices cachés sont découverts, il en avise l'Entrepreneur. Dans ce cas, la garantie d'entretien en regard de ces travaux est prolongée pour une période additionnelle de douze (12) mois à compter de l'acceptation des travaux correctifs requis par le Directeur.

5.6.11.4 Si le Directeur estime que, pendant la période de garantie d'entretien des travaux, l'Entrepreneur a maintenu l'Ouvrage en bon état d'entretien et de fonctionnement, et si la Ville n'est sujette à aucune réclamation découlant du Contrat, il émet un certificat de réception définitive confirmant que la Ville reçoit définitivement les travaux, accompagné d'un décompte définitif, au besoin.

5.6.11.5 Dans les cas visés à l'article 5.6.11.3, le certificat de réception définitive ne peut être émis avant la fin de la période additionnelle de douze (12) mois à compter de l'acceptation des travaux correctifs requis par le Directeur.

5.6.11.6 Seule la réception définitive confirme l'acceptation finale des travaux. Par conséquent, aucun acte ou geste de la Ville, dont notamment la surveillance, l'Inspection, l'approbation des Matériaux et des travaux ou des paiements antérieurs à la réception définitive des travaux, ne peut dégager l'Entrepreneur de sa responsabilité.

5.6.12 DÉCOMPTE DÉFINITIF

5.6.12.1 Seule l'émission du certificat de réception définitive entraîne la libération de la retenue prévue à l'article 5.6.8, déduction faite des pénalités, des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur, des sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat, le cas échéant.

6 ANNEXES

6.1 ANNEXE A: COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS DU CCAG, DES IAS ET DES DTN

ANNEXE A

COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS DU CCAG, DES IAS ET DES DTN

Ce formulaire est à l'usage de tout employé de la Ville de Montréal ou de toute autre organisation souhaitant faire parvenir un commentaire ou une proposition de modification au cahier des clauses administratives générales (CCAG) ou aux instructions aux soumissionnaires (IAS). Le présent formulaire doit être rempli et transmis à l'adresse courriel comiterevision@montreal.ca. Les membres du comité de révision étudieront toutes les propositions reçues. Celles retenues amèneront des modifications aux CCAG et aux IAS qui seront révisés périodiquement.

Note 1 : tous les champs possédant un astérisque () sont des champs obligatoires.*

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR		
Nom et titre*:		
Organisation* :		
Adresse courriel * :		
Téléphone :	() -	Date :

2. IDENTIFICATION DU DOCUMENT NORMALISÉ VISÉ *		
Nom du document	Page #	/ Section # / article #
<input type="checkbox"/> Instructions aux soumissionnaires (IAS)		/ /
- Titre de la section:		
<input type="checkbox"/> Cahier des clauses administratives générales (CCAG)		/ /
- Titre de la section:		
<input type="checkbox"/> Document technique normalisé		/ /
- Numéro du DTN:		

3. TEXTE EXISTANT

4. PROPOSITION DE NOUVEAU TEXTE OU COMMENTAIRE*

5. JUSTIFICATION ET IMPACT(S) POSITIF(S) POUR LA VILLE DE MONTRÉAL *

6. AUTORISATIONS (section réservée à la ville de Montréal)	
Nom, titre :	
Direction :	
Signature	Le , 20 Date

COMPLÉMENT (veuillez indiquer à quelle section vous vous référez)

6.2 ANNEXE B: CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

ANNEXE B

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

(numéro de cautionnement)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

LES PARTIES :

(nom de la compagnie d'assurances)
ayant un établissement dans la province de Québec situé au

(No, rue, ville, code postal)
ici représentée par

(nom et titre du représentant), dûment autorisé(e),
(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL,

(ci-après appelée la "**Ville**")

le _____ 20 _____, par
(date)

(nom de l'entreprise soumissionnaire)
_____, ayant un établissement au
(# NEQ)

(No, rue, ville, code postal)
ici représentée par
_____, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)
(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")
dûment autorisé(e), pour

(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

En cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire**, pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services, la **Cautiion** s'oblige à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes.

La **Cautiion** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les _____ jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Cautiion** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Cautiion** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes, et
- Un cautionnement des obligations pour le paiement de la main d'œuvre, des matériaux et des services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes.

En cas de défaut de la **Cautiion**, de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Cautiion** sera solidairement responsable avec l'Adjudicataire de tous les dommages subis par la Ville.

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont
signé à _____ ,
(ville)

le _____ 20 _____
(date)

_____, _____
(Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**) (Signature)

_____, _____
(Nom du **témoïn** du **Soumissionnaire**) (Signature)

_____, _____
(Nom du représentant autorisé de la **Caution**) (Signature)

_____, _____
(Nom du **témoïn** de la **Caution**) (Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)



**6.3 ANNEXE C: LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE IRRÉVOCABLE ET
INCONDITIONNELLE**

ANNEXE C

LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE IRRÉVOCABLE ET INCONDITIONNELLE

GARANTIE DE SOUMISSION

(numéro de référence de la garantie)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SEAO)

Bénéficiaire :	La Ville de Montréal
Adresse :	275, rue Notre Dame Est, Montréal, H2Y 1C6
Nom du soumissionnaire :	
Adresse du soumissionnaire :	
Description de l'appel d'offres :	

_____,
(nom de l'institution financière et succursale)

ici représentée par : _____,
(nom du représentant)

dûment autorisé(e), garantit de façon irrévocable le paiement des sommes qui vous seront dues par le soumissionnaire ci-dessus mentionné advenant le défaut de ce dernier de fournir :

- les certificats d'assurances, au plus tard quinze (15) jours calendriers avant le début des travaux
- autres documents requis selon les modalités prévues au cahier des charges.

La seule condition pour que la présente garantie soit réalisable est le défaut de produire les assurances et autres documents requis selon les termes du cahier des charges.

Après réception d'une demande écrite de paiement, dans laquelle la date d'ouverture des soumissions devra être mentionnée, _____,
(nom de l'institution financière)

s'engage à acquitter ces sommes; toutefois, en aucun cas l'engagement total de _____,
(nom de l'institution financière)

ne devra dépasser dix pour cent (10%) du montant de la soumission.

La présente garantie demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration du délai de validité des soumissions (incluant toute prolongation du délai initial de validité convenue entre le bénéficiaire et le soumissionnaire).

Toute demande de paiement, en vertu de la présente garantie, devra parvenir à _____ , au plus tard quinze (15)
(nom de l'institution financière)

Jours ouvrables après l'expiration du délai de validité des soumissions.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à l'institution financière par le bénéficiaire.

(nom de l'institution financière et succursale)

(Adresse)

Par : _____ ,
(signature du représentant autorisé)

(nom du représentant autorisé)

6.4 ANNEXE D: FORMULAIRE D'ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

ANNEXE D

FORMULAIRE D'ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

Titre de l'appel d'offres :
Numéro d'appel d'offres :

Tout soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec, où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifiée à son nom et accessible durant les heures normales de bureau, doit remplir et signer le présent formulaire et le produire avec sa soumission.

Tout soumissionnaire ayant un établissement au Québec doit, en lieu et place du présent formulaire, transmettre à la Ville de Montréal (ci-après « la Ville »), avec sa soumission, une attestation délivrée par l'Agence du revenu du Québec, nommé « Attestation de Revenu Québec ».

Je soussigné(e)

(Nom et titre de la personne autorisée à signer)

En présentant à la Ville la soumission ci-jointe (ci-après appelée la « soumission »), atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

Au nom de :

(Nom de l'entreprise soumissionnaire)

(Ci-après appelée le « soumissionnaire »)

Je déclare ce qui suit :

1. Le soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales du bureau.
2. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.
3. Je suis autorisé(e) par le soumissionnaire à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la soumission.
4. Je reconnais que le soumissionnaire sera inadmissible à présenter une soumission en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec.

Et j'ai signé, _____ Date : _____

6.5 ANNEXE E: RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE

Annexe E

Règlement de gestion contractuelle

Le « Règlement du Conseil de Ville sur la gestion contractuelle » adopté en vertu de la résolution CM18 0859 et modifié en vertu de la résolution CM20 0310 s'applique aux contrats octroyés par le comité exécutif pour le conseil municipal ou un conseil d'arrondissement. Le « Règlement du Conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle » adopté en vertu de la résolution CG18 0387 et modifié en vertu de la résolution CG20 0158 s'applique aux contrats octroyés par le comité exécutif pour le conseil d'agglomération.

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038 (Codification administrative)

MISE EN GARDE : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

CODIFICATION ADMINISTRATIVE AU 21 JUIN 2021
(18-038, modifié par 18-038-1, 18-038-2)

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du 18 juin 2018, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

- 1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);
- 2° « communications d'influence » : les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions relativement à l'attribution ou l'adjudication d'un contrat, à l'exception des communications avec le Bureau de l'inspecteur général, le Bureau du contrôleur général et des suivantes :
 - a) les communications faites dans le cadre de procédures judiciaires ou juridictionnelles ou préalablement à de telles procédures;
 - b) les communications faites dans le cadre d'une séance publique de la Ville;

- c) les communications faites par une personne ou un organisme énuméré aux articles 1 et 2 du Règlement relatif au champ d'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011, r. 1);
- d) les communications faites, en dehors de tout processus d'attribution ou d'adjudication d'un contrat, dans le seul but de faire connaître l'existence et les caractéristiques d'un produit ou d'un service auprès d'un titulaire d'une charge publique;
- e) les communications faites dans le cadre de la négociation, postérieure à son attribution ou à son adjudication, des conditions d'exécution d'un contrat;
- f) les communications faites dans le cadre de la négociation d'un contrat individuel ou collectif de travail ou de la négociation d'une entente collective de services professionnels, notamment une entente visée par la Loi sur l'assurance maladie (RLRQ, chapitre A-29);
- g) les communications faites, dans le cadre de leurs attributions, par les titulaires d'une charge publique;
- h) les communications faites en réponse à une demande écrite d'un titulaire d'une charge publique;
- i) les communications dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un titulaire d'une charge publique ou de toute autre personne;
- j) les communications ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi;

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire ou l'adjudicataire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

- 4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;
- 5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;
- 6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période déterminée en vertu de l'article 24 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié à de tels contrats;
- 7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;
- 8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;
- 9° « personne liée » : désigne, selon le cas :
- a) la personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et la société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
 - b) le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;
 - c) la personne à laquelle la personne déclarée inadmissible est associée au sein d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation;
 - d) la personne morale ou la société en nom collectif, en commandite ou en participation qui est contrôlée par le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;
- 10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;
- 11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

- 12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;
- 12.1° « soumissionnaire » : désigne, selon le cas, la personne qui s'est procuré les documents d'appel d'offres ou la personne qui a déposé une soumission dans le cadre de l'appel d'offres;
- 12.2° « titulaire d'une charge publique » : désigne un élu, un membre du personnel de cabinet ainsi qu'un fonctionnaire ou employé de la Ville;
- 13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;
- 14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;
- 15° « Ville » : la Ville de Montréal.

18-038, a. 1; 18-038-1, a. 1.

SECTION II

OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

18-038, a. 2.

SECTION III

CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique aux démarches visant la conclusion d'un contrat, à tous les contrats conclus par la Ville ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur. Il est réputé faire partie intégrante de tous ces contrats.

18-038, a. 3; 18-038-1, a. 2.

CHAPITRE II

MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2 DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I

LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

- 1° avec un des soumissionnaires;
- 2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;
- 3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

18-038, a. 4.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts si elle survient pendant l'exécution du contrat.

18-038, a. 5; 18-038-1, a. 3.

5.1. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare tout lien, au sens du paragraphe 9° de l'article 1, que lui-même ou l'un de ses administrateurs, associés, dirigeants ou actionnaires détenteurs d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote peut avoir avec une personne qui a contrevenu au présent règlement. Il s'engage également à informer par écrit la Ville sans délai de l'existence de tout tel lien survenant en cours d'exécution de contrat.

18-038-1, a. 4.

SECTION II

COMMUNICATIONS

18-038; 18-038-1, a. 5.

SOUS-SECTION 1

COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES

18-038; 18-038-1, a. 6.

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci sauf lorsqu'il s'agit de discussions effectuées dans le cadre de l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres conformément aux articles 573.1.0.5 et 573.1.0.6 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou dans le cadre des négociations qui sont effectuées conformément à l'article 573.1.0.10 de la même loi.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec la personne responsable du traitement et de l'examen des plaintes désignée conformément à l'article 573.3.1.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

18-038, a. 6; 18-038-1, a. 7.

7. *[Abrogé].*

18-038, a. 7; 18-038-1, a. 8.

SOUS-SECTION 2

LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications ont été effectuées conformément au présent règlement, à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et avec qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

18-038, a. 8; 18-038-1, a. 9.

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit à un soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier d'effectuer une communication d'influence avec un titulaire d'une charge publique au sujet de cet appel d'offres, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes.

En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence conformément au premier alinéa.

18-038, a. 9; 18-038-1, a. 10.

10. Tout titulaire d'une charge publique doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes.

18-038, a. 10; 18-038-1, a. 11.

11. Tout titulaire d'une charge publique qui est approché par une personne cherchant à influencer, au sens du paragraphe 2° de l'article 1, une prise de décision sur un sujet visé par le présent règlement, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, le titulaire d'une charge publique doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

18-038, a. 11; 18-038-1, a. 12.

SECTION III **CONFIDENTIALITÉ**

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

18-038, a. 12.

13. Tout intervenant ou titulaire d'une charge publique doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

18-038, a. 13; 18-038-1, a. 13.

SECTION IV

PRÉVENTION DE LA FRAUDE ET DE MANŒUVRES DOLOSIVES

18-038; 18-038-1, a. 14.

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la fraude, une manœuvre dolosive ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

18-038, a. 14; 18-038-1, a. 15.

SECTION V

SOUS-CONTRACTANT ET PERSONNE LIÉE

18-038; 18-038-1, a. 16.

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles ou avec une personne qui leur est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

18-038, a. 15; 18-038-1, a. 17.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible ou une personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant. Le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

18-038, a. 16; 18-038-1, a. 18.

SECTION VI

GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concernée, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

18-038, a. 17; 18-038-1, a. 19.

SOUS-SECTION 1

VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

18-038, a. 18.

SOUS-SECTION 2

UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

- 1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;
- 2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 \$ à 19 999 999,99 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;
- 3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 \$ à 50 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;

- 4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables.

18-038, a. 19.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

- 1° pour payer la dépense associée à une contingence;
- 2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;
- 3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

18-038, a. 20.

SECTION VII

COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

18-038, a. 21; 18-038-1, a. 20.

CHAPITRE III

CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout titulaire d'une charge publique qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

18-038, a. 22; 18-038-1, a. 21.

23. *[Abrogé].*

18-038, a. 23; 18-038-1, a. 22.

24. La Ville peut, en cas de contravention aux articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16, à sa seule discrétion et suivant la réception d'une recommandation à cet effet, prévoir l'une ou l'autre, ou une combinaison, des sanctions suivantes :

- 1° déclarer inadmissible le contrevenant pour une période maximale de 5 ans. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée, au sens du paragraphe 9° a) de l'article 1, à ce dernier ainsi que toute personne pour laquelle il agissait lors de la contravention;
- 2° lorsque la contravention est commise en cours d'exécution de contrat, imposer au cocontractant toute pénalité monétaire ne pouvant excéder le montant le moins élevé entre 10 % de la valeur du contrat au moment de l'octroi et :
 - a) 10 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 100 000 \$;
 - b) 50 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 1 000 000 \$;
 - c) 100 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 10 000 000 \$;
 - d) 200 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est de 10 000 000 \$ ou plus;
- 3° imposer toute mesure particularisée de contrôle adaptée à la contravention commise.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, la durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats débute à la date de la décision de l'instance décisionnelle compétente de la Ville, sous réserve de l'article 32.

18-038, a. 24; 18-038-1, a. 23; 18-038-2, a. 1.

24.1. La Ville ne peut imposer une sanction prévue à l'article 24 que si les conditions suivantes sont remplies :

- 1° elle fait suite au constat d'une contravention à l'un ou l'autre des articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16 du présent règlement;
- 2° le constat de la contravention et la sanction recommandée sont consignés par écrit dont copie a été transmise au contrevenant;
- 3° un délai d'au moins 10 jours de la réception de la copie de l'écrit visé au paragraphe 2° a été accordé au contrevenant afin qu'il puisse transmettre, par écrit, tout commentaire à la personne désignée dans l'avis transmis par la Ville;
- 4° les commentaires transmis en vertu du paragraphe 3° ont été examinés et considérés, le cas échéant.

La sanction devient définitive en étant approuvée par l'instance décisionnelle compétente de la Ville. Une copie de la décision est transmise au contrevenant.

18-038-1, a. 24.

24.2. La Ville détermine la sanction à imposer conformément à l'article 24 en tenant compte notamment des facteurs suivants :

- 1° les avantages tirés du fait de la commission de la contravention;
- 2° le degré de planification lié à la contravention et la période au cours de laquelle elle a été commise;
- 3° les conséquences de la contravention pour la Ville;
- 4° les contraventions et les sanctions antérieures pour des agissements similaires;
- 5° l'adoption de mesures en vue de réduire la probabilité de commission d'autres contraventions.

18-038-1, a. 24.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

18-038, a. 25.

25.1. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5.1, 6 ou 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

18-038-1, a. 25.

25.2. Lorsqu'une personne déclare, conformément à l'article 5.1, avoir un lien avec une personne inadmissible et qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Lorsqu'une telle déclaration survient en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible. Le cas échéant, l'article 24.1 s'applique en y faisant les adaptations nécessaires.

18-038-1, a. 25.

26. *[Abrogé].*

18-038, a. 26; 18-038-1, a. 26.

27. *[Abrogé].*

18-038, a. 27; 18-038-1, a. 26.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

18-038, a. 28.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

- 1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

- 2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :
 - a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;
 - b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;
 - c) de faire de la recherche ou du développement;
 - d) de produire un prototype ou un concept original;
- 3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;
- 4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;
- 5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;
- 6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

18-038, a. 29.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

- 1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;
- 2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

- 3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;
- 4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter;
- 5° lorsqu'il s'agit d'un contrat de location immobilière.

18-038, a. 30; 18-038-1, a. 27.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles ou qui ont contrevenu au présent règlement.

18-038, a. 31; 18-038-1, a. 28.

CHAPITRE IV

RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'inadmissibilité est prolongée, le cas échéant, pour la durée déterminée en vertu de l'article 24 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'inadmissibilité est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

18-038, a. 32; 18-038-1, a. 29.

CHAPITRE V

GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR FAVORISER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

18-038; 18-038-1, a. 30.

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 \$ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

18-038, a. 33.

34. La Ville ne peut conclure un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de cet article si ce contrat est en cours ou est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- 1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 autres personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;
- 2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

18-038, a. 34; 18-038-1, a. 31.

CHAPITRE V.1

MESURES POUR FAVORISER LES BIENS ET SERVICES QUÉBÉCOIS ET LES ÉTABLISSEMENTS AU QUÉBEC

18-038-2, a. 2.

34.1. Pour tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 \$ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), la Ville sollicite au moins 3 fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui offrent des biens ou services québécois ou qui ont un établissement au Québec, s'ils s'en trouvent, en mesure de réaliser le contrat.

Les mesures prévues au premier alinéa doivent demeurer en vigueur minimalement jusqu'au 25 juin 2024.

18-038-2, a. 2.

CHAPITRE VI

MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1^{er} janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1^{er} janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

18-038, a. 35.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1^{er} janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

18-038, a. 36.

ANNEXE 1

ENGAGEMENT SOLENNEL

Cette codification du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) contient les modifications apportées par les règlements suivants :

- *18-038-1 Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038), adopté à l'assemblée du 23 mars 2020;*
- *18-038-2 Règlement modifiant le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038), adopté à l'assemblée du 14 juin 2021.*

ANNEXE 1

Montréal

Engagement solennel

Unité d'affaires : _____

Mandat : Appel d'offres XX-XXXXX

(TITRE) _____

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection [ou technique], à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection [ou technique] et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avvertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection [ou technique].

Signature des membres du comité de sélection [ou technique]

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Signature du secrétaire du comité de sélection [ou technique]

Signé à _____, le _____

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 18-024 (Codification administrative)

MISE EN GARDE : Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.

RÈGLEMENT DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

CODIFICATION ADMINISTRATIVE AU 21 JUIN 2021
(RCG 18-024, modifié par RCG 18-024-1, RCG 18-024-2)

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du 21 juin 2018, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

- 1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);
- 2° « communications d'influence » : les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions relativement à l'attribution ou l'adjudication d'un contrat, à l'exception des communications avec le Bureau de l'inspecteur général, le Bureau du contrôleur général et des suivantes :
 - a) les communications faites dans le cadre de procédures judiciaires ou juridictionnelles ou préalablement à de telles procédures;
 - b) les communications faites dans le cadre d'une séance publique de la Ville;

- c) les communications faites par une personne ou un organisme énuméré aux articles 1 et 2 du Règlement relatif au champ d'application de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011, r. 1);
 - d) les communications faites, en dehors de tout processus d'attribution ou d'adjudication d'un contrat, dans le seul but de faire connaître l'existence et les caractéristiques d'un produit ou d'un service auprès d'un titulaire d'une charge publique;
 - e) les communications faites dans le cadre de la négociation, postérieure à son attribution ou à son adjudication, des conditions d'exécution d'un contrat;
 - f) les communications faites dans le cadre de la négociation d'un contrat individuel ou collectif de travail ou de la négociation d'une entente collective de services professionnels, notamment une entente visée par la Loi sur l'assurance maladie (RLRQ, chapitre A-29);
 - g) les communications faites, dans le cadre de leurs attributions, par les titulaires d'une charge publique;
 - h) les communications faites en réponse à une demande écrite d'un titulaire d'une charge publique;
 - i) les communications dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un titulaire d'une charge publique ou de toute autre personne;
 - j) les communications ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi;
- 3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire ou l'adjudicataire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

- 4° « contigence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;
- 5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;
- 6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période déterminée en vertu de l'article 24 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié à de tels contrats;
- 7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;
- 8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;
- 9° « personne liée » : désigne, selon le cas :
- a) la personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et la société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;
 - b) le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;
 - c) la personne à laquelle la personne déclarée inadmissible est associée au sein d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation;
 - d) la personne morale ou la société en nom collectif, en commandite ou en participation qui est contrôlée par le conjoint, le parent, le frère, la sœur ou l'enfant au premier degré de la personne physique déclarée inadmissible;
- 10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;
- 11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

- 12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;
- 12.1° « soumissionnaire » : désigne, selon le cas, la personne qui s'est procuré les documents d'appel d'offres ou la personne qui a déposé une soumission dans le cadre de l'appel d'offres;
- 12.2° « titulaire d'une charge publique » : désigne un élu, un membre du personnel de cabinet ainsi qu'un fonctionnaire ou employé de la Ville;
- 13° « unité d'affaires » : un service de la Ville;
- 14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;
- 15° « Ville » : la Ville de Montréal.

RCG 18-024, a. 1; RCG 18-024-1, a. 1.

SECTION II

OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

RCG 18-024, a. 2.

SECTION III

CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique aux démarches visant la conclusion d'un contrat, à tous les contrats conclus par la Ville ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur. Il est réputé faire partie intégrante de tous ces contrats.

RCG 18-024, a. 3; RCG 18-024-1, a. 2.

CHAPITRE II

MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2 DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I

LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

- 1° avec un des soumissionnaires;
- 2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;
- 3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

RCG 18-024, a. 4.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute situation susceptible de le placer en conflit d'intérêts si elle survient pendant l'exécution du contrat.

RCG 18-024, a. 5; RCG 18-024-1, a. 3.

5.1. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare tout lien, au sens du paragraphe 9° de l'article 1, que lui-même ou l'un de ses administrateurs, associés, dirigeants ou actionnaires détenteurs d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote peut avoir avec une personne qui a contrevenu au présent règlement. Il s'engage également à informer par écrit la Ville sans délai de l'existence de tout tel lien survenant en cours d'exécution de contrat.

RCG 18-024-1, a. 4.

SECTION II

COMMUNICATIONS

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 5.

SOUS-SECTION 1

COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 6.

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci sauf lorsqu'il s'agit de discussions effectuées dans le cadre de l'utilisation d'un système de pondération et d'évaluation des offres conformément aux articles 573.1.0.5 et 573.1.0.6 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou dans le cadre des négociations qui sont effectuées conformément à l'article 573.1.0.10 de la même loi.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec la personne responsable du traitement et de l'examen des plaintes désignée conformément à l'article 573.3.1.3 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) ou avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

RCG 18-024, a. 6; RCG 18-024-1, a. 7.

7. *[Abrogé].*

RCG 18-024, a. 7; RCG 18-024-1, a. 8.

SOUS-SECTION 2

LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications ont été effectuées conformément au présent règlement, à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011), au Code de déontologie des lobbyistes et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et avec qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

RCG 18-024, a. 8; RCG 18-024-1, a. 9.

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit à un soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier d'effectuer une communication d'influence avec un titulaire d'une charge publique au sujet de cet appel d'offres, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes.

En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence conformément au premier alinéa.

RCG 18-024, a. 9; RCG 18-024-1, a. 10.

10. Tout titulaire d'une charge publique doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes.

RCG 18-024, a. 10; RCG 18-024-1, a. 11.

11. Tout titulaire d'une charge publique qui est approché par une personne cherchant à influencer, au sens du paragraphe 2° de l'article 1, une prise de décision sur un sujet visé par le présent règlement, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, le titulaire d'une charge publique doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

RCG 18-024, a. 11; RCG 18-024-1, a. 12.

SECTION III

CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

RCG 18-024, a. 12.

13. Tout intervenant ou titulaire d'une charge publique doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

RCG 18-024, a. 13; RCG 18-024-1, a. 13.

SECTION IV

PRÉVENTION DE LA FRAUDE ET DE MANŒUVRES DOLOSIVES

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 14.

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la fraude, une manœuvre dolosive ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

RCG 18-024, a. 14; RCG 18-024-1, a. 15.

SECTION V

SOUS-CONTRACTANT ET PERSONNE LIÉE

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 16.

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles ou avec une personne qui leur est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

RCG 18-024, a. 15; RCG 18-024-1, a. 17.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible ou une personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant. Le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

RCG 18-024, a. 16; RCG 18-024-1, a. 18.

SECTION VI

GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concernée, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

RCG 18-024, a. 17; RCG 18-024-1, a. 19.

SOUS-SECTION 1

VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

RCG 18-024, a. 18.

SOUS-SECTION 2

UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

- 1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;
- 2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 \$ à 19 999 999,99 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;
- 3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 \$ à 50 000 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 \$, incluant toutes les taxes applicables;

- 4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000\$, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000\$, incluant toutes les taxes applicables.

RCG 18-024, a. 19.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

- 1° pour payer la dépense associée à une contingence;
- 2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;
- 3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

RCG 18-024, a. 20.

SECTION VII

COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

RCG 18-024, a. 21; RCG 18-024-1, a. 20.

CHAPITRE III

CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout titulaire d'une charge publique qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

RCG 18-024, a. 22; RCG 18-024-1, a. 21.

23. *[Abrogé].*

RCG 18-024, a. 23; RCG 18-024-1, a. 22.

24. La Ville peut, en cas de contravention aux articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16, à sa seule discrétion et suivant la réception d'une recommandation à cet effet, prévoir l'une ou l'autre, ou une combinaison, des sanctions suivantes :

- 1° déclarer inadmissible le contrevenant pour une période maximale de 5 ans. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée, au sens du paragraphe 9° a) de l'article 1, à ce dernier ainsi que toute personne pour laquelle il agissait lors de la contravention;
- 2° lorsque la contravention est commise en cours d'exécution de contrat, imposer au cocontractant toute pénalité monétaire ne pouvant excéder le montant le moins élevé entre 10 % de la valeur du contrat au moment de l'octroi et :
 - a) 10 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 100 000 \$;
 - b) 50 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 1 000 000 \$;
 - c) 100 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est inférieure à 10 000 000 \$;
 - d) 200 000 \$, s'il s'agit d'un contrat dont la valeur est de 10 000 000 \$ ou plus;
- 3° imposer toute mesure particularisée de contrôle adaptée à la contravention commise.

Aux fins du paragraphe 1° du premier alinéa, la durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats débute à la date de la décision de l'instance décisionnelle compétente de la Ville, sous réserve de l'article 32.

RCG 18-024, a. 24; RCG 18-024-1, a. 23; RCG 18-024-2, a. 1.

24.1. La Ville ne peut imposer une sanction prévue à l'article 24 que si les conditions suivantes sont remplies :

- 1° elle fait suite au constat d'une contravention à l'un ou l'autre des articles 5, 5.1, 6, 8, 9, 13, 14, 15 ou 16 du présent règlement;
- 2° le constat de la contravention et la sanction recommandée sont consignés par écrit dont copie a été transmise au contrevenant;
- 3° un délai d'au moins 10 jours de la réception de la copie de l'écrit visé au paragraphe 2° a été accordé au contrevenant afin qu'il puisse transmettre, par écrit, tout commentaire à la personne désignée dans l'avis transmis par la Ville;
- 4° les commentaires transmis en vertu du paragraphe 3° ont été examinés et considérés, le cas échéant.

La sanction devient définitive en étant approuvée par l'instance décisionnelle compétente de la Ville. Une copie de la décision est transmise au contrevenant.

RCG 18-024-1, a. 24.

24.2. La Ville détermine la sanction à imposer conformément à l'article 24 en tenant compte notamment des facteurs suivants :

- 1° les avantages tirés du fait de la commission de la contravention;
- 2° le degré de planification lié à la contravention et la période au cours de laquelle elle a été commise;
- 3° les conséquences de la contravention pour la Ville;
- 4° les contraventions et les sanctions antérieures pour des agissements similaires;
- 5° l'adoption de mesures en vue de réduire la probabilité de commission d'autres contraventions.

RCG 18-024-1, a. 24.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

RCG 18-024, a. 25.

25.1. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5.1, 6 ou 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

RCG 18-024-1, a. 25.

25.2. Lorsqu'une personne déclare, conformément à l'article 5.1, avoir un lien avec une personne inadmissible et qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Lorsqu'une telle déclaration survient en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible. Le cas échéant, l'article 24.1 s'applique en y faisant les adaptations nécessaires.

RCG 18-024-1, a. 25.

26. *[Abrogé].*

RCG 18-024, a. 26; RCG 18-024-1, a. 26.

27. *[Abrogé].*

RCG 18-024, a. 27; RCG 18-024-1, a. 26.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

RCG 18-024, a. 28.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

- 1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

- 2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :
 - a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;
 - b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;
 - c) de faire de la recherche ou du développement;
 - d) de produire un prototype ou un concept original;
- 3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;
- 4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;
- 5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;
- 6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

RCG 18-024, a. 29.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

- 1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;
- 2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

- 3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;
- 4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter;
- 5° lorsqu'il s'agit d'un contrat de location immobilière.

RCG 18-024, a. 30; RCG 18-024-1, a. 27.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles ou qui ont contrevenu au présent règlement.

RCG 18-024, a. 31; RCG 18-024-1, a. 28.

CHAPITRE IV

RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'inadmissibilité est prolongée, le cas échéant, pour la durée déterminée en vertu de l'article 24 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'inadmissibilité est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée au sens du paragraphe 9° de l'article 1 déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

RCG 18-024, a. 32; RCG 18-024-1, a. 29.

CHAPITRE V

GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR FAVORISER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

RCG 18-024; RCG 18-024-1, a. 30.

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 \$ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

RCG 18-024, a. 33.

34. La Ville ne peut conclure un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de cet article si ce contrat est en cours ou est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- 1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 autres personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;
- 2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

RCG 18-024, a. 34; RCG 18-024-1, a. 31.

CHAPITRE V.1

MESURES POUR FAVORISER LES BIENS ET SERVICES QUÉBÉCOIS ET LES ÉTABLISSEMENTS AU QUÉBEC

RCG 18-024-2, a. 2.

34.1. Pour tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 \$ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), la Ville sollicite au moins 3 fournisseurs, assureurs ou entrepreneurs qui offrent des biens ou services québécois ou qui ont un établissement au Québec, s'ils s'en trouvent, en mesure de réaliser le contrat.

Les mesures prévues au premier alinéa doivent demeurer en vigueur minimalement jusqu'au 25 juin 2024.

RCG 18-024-2, a. 2.

CHAPITRE VI

MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 24 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1^{er} janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1^{er} janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

RCG 18-024, a. 35.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 25 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 24 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1^{er} janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

RCG 18-024, a. 36.

ANNEXE 1

ENGAGEMENT SOLENNEL

Cette codification du Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) contient les modifications apportées par les règlements suivants :

- *RCG 18-024-1 Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024), adopté à l'assemblée du 26 mars 2020;*
- *RCG 18-024-2 Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024), adopté à l'assemblée du 17 juin 2021.*

ANNEXE 1

Montréal

Engagement solennel

Unité d'affaires : _____

Mandat : Appel d'offres XX-XXXXX

(TITRE) _____

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection [ou technique], à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection [ou technique] et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avvertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection [ou technique].

Signature des membres du comité de
sélection [ou technique]

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Signature du secrétaire du comité de sélection [ou technique]

Signé à _____, le _____

6.6 ANNEXE F: CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

ANNEXE F

CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

(numéro de cautionnement)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

(nom de la compagnie d'assurances)
ayant un établissement dans la province de Québec situé au

(No, rue, ville, code postal)
ici représentée par
_____, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**"),
après avoir pris connaissance du Contrat intervenu entre :

VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après appelée la "**Ville**")

et

(nom de l'Adjudicataire)
ayant un établissement situé au

(No, rue, ville, code postal)
ici représenté par
_____, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)
(ci-après appelé l'"**Entrepreneur**")

pour

(description du Contrat)

lequel Contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**Entrepreneur**

le _____ 20_____, s'oblige solidairement avec l'**Entrepreneur**

envers la **Ville** à exécuter le Contrat, la **Caution** ne pouvant toutefois être appelée à déboursier plus de _____ dollars (\$) représentant 50 % du montant total du Contrat incluant les taxes.

La **Caution** consent à ce que la **Ville** et l'**Entrepreneur** puissent en tout temps apporter des modifications au Contrat et à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le Contrat.

L'**Entrepreneur** est seul responsable d'aviser la **Caution** des modifications au Contrat comportant une variation de plus de dix pour cent (10 %) du prix initial. Le défaut de donner cet avis n'affectera toutefois pas la validité du présent cautionnement.

En cas de défaut de l'**Entrepreneur**, la **Caution** doit, dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la **Ville**, assumer les obligations de l'Entrepreneur et entreprendre avec diligence l'exécution du Contrat, à défaut de quoi la **Ville** peut faire compléter l'exécution du Contrat aux frais de la **Caution** et de l'**Entrepreneur**.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

L'**Entrepreneur** intervient aux présentes pour y consentir.

En foi de quoi, la **Caution** et l'**Entrepreneur**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé le présent document à _____ ,
(ville)

le _____ 20 _____

_____, _____
(Nom du représentant dûment autorisé de l'**Entrepreneur**) (Signature)

_____, _____
(Nom du **témoin** de l'**Entrepreneur**) (Signature)

_____, _____
(Nom du représentant dûment autorisé de la **Caution**) (Signature)

_____, _____
(Nom du **témoin** de la **Caution**) (Signature)

**6.7 ANNEXE G: CAUTIONNEMENT DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'OEUVRE, DES
MATÉRIAUX ET SERVICES**

ANNEXE G

CAUTIONNEMENT DE PAIEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DES MATÉRIAUX ET SERVICES

(numéro de cautionnement)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

(nom de la compagnie d'assurances)
ayant un établissement dans la province de Québec situé au
_____,
(No, rue, ville, code postal)
ici représentée par
_____, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**"),
après avoir pris connaissance du Contrat intervenu entre :

VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après appelée la "**Ville**")

et
_____,
(nom de l'Entrepreneur)
ayant un établissement situé au
_____,
(No, rue, ville, code postal)
ici représenté par
_____, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)
(ci-après appelé l'"**Entrepreneur**")

pour
_____,
(description du Contrat)

lequel Contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**Entrepreneur**

le _____ 20 _____, s'oblige solidairement avec l'**Entrepreneur**

à payer directement aux **Réclamants** ci-après énumérés les sommes qui leur sont dues pour la main-d'œuvre, les matériaux et les services qu'ils ont fournis ou préparés pour l'exécution du Contrat et pour les obligations incombant à l'Entrepreneur en vertu de la loi, la **Caution** ne pouvant toutefois être appelée à déboursier plus que _____ dollars (\$) représentant cinquante pourcent 50 % du montant total du Contrat incluant les taxes.

"**Réclamant**" désigne :

1. l'ouvrier et/ou la Commission de la construction du Québec (CCQ);
2. le Fournisseur de matériaux, d'équipements ou d'autres biens qui doivent être incorporés à l'ouvrage ou qui sont nécessaires à son exécution en vertu du contrat;
3. le Fournisseur de machinerie ou d'outillage employés pour exécuter le contrat, jusqu'à concurrence du prix usuel de location de ceux-ci;
4. le Fournisseur de toute forme d'énergie, d'eau, d'explosifs ou d'autres services nécessaires à l'exécution du contrat;
5. le Sous-traitant;
6. l'ingénieur et l'architecte dont les services ont été retenus par l'Entrepreneur;
7. la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (C.N.E.S.S.T.),

La **Caution** consent à ce que la **Ville** et l'**Entrepreneur** puissent en tout temps apporter des modifications au Contrat et à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le Contrat

L'**Entrepreneur** est seul responsable d'aviser la **Caution** des modifications au Contrat comportant une variation de plus de dix pour cent (10 %) du prix initial. Le défaut de donner cet avis n'affecte toutefois pas la validité du présent cautionnement.

Pour le paiement de sa créance, un **Réclamant** doit s'adresser à la **Caution**, par écrit, et en aviser l'**Entrepreneur** et la **Ville** dans les cent vingt (120) jours suivant la date à laquelle il a terminé ses travaux ou fourni les derniers services, matériaux ou matériel. Aucune procédure judiciaire ne peut être intentée avant l'expiration des trente (30) jours suivant l'avis à la **Caution**. Ces délais ne sont pas opposables à la C.N.E.S.S.T.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant, instituée par un **Réclamant**, doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

L'**Entrepreneur** intervient aux présentes pour y consentir.

En foi de quoi, la **Caution** et l'**Entrepreneur**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé le présent document à _____ ,

(ville)

le _____ 20____

_____, _____
(Nom du représentant dûment autorisé de l'**Entrepreneur**) (Signature)

_____, _____
(Nom du **témo**in de l'**Entrepreneur**) (Signature)

_____, _____
(Nom du représentant dûment autorisé de la **Caution**) (Signature)

_____, _____
(Nom du **témo**in de la **Caution**) (Signature)

6.8 ANNEXE H: LETTRE D'INTENTION D'ASSURER UN SOUMISSIONNAIRE

ANNEXE H

Date :

Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

COURTIER:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSUREUR 1 :	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSUREUR 2 : (si applicable)	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSUREUR 3 : (si applicable)	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSURÉ:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

Numéro d'appel d'offres :

Titre de l'appel d'offres :

Nous désirons confirmer par la présente que nous _____ ,
(nom du courtier)
sommes en mesure de fournir à notre client, _____ ,
(nom de l'entrepreneur)
toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances du cahier des clauses administratives générales et des spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serons en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

A) Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie (\$)		
	ASSUREUR 1	ASSUREUR 2 (si applicable)	ASSUREUR 3 (si applicable)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	<input type="text"/> M \$ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	<input type="text"/> M \$ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	<input type="text"/> M \$ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	<input type="text"/> M \$ / période		
Umbrella (si applicable)	<input type="text"/> M \$ / sinistre <input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / sinistre <input type="text"/> M \$ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	<input type="text"/> M \$ / sinistre <input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / sinistre <input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / sinistre <input type="text"/> M \$ / période

B) Assurance chantier formule étendue

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe J, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour la durée de la validité de la soumission indiquée au cahier des charges et ce, à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres, en autant que ce dernier soit toujours notre client.

Par : _____
(Nom du représentant autorisé du courtier d'assurances)

(Signature du représentant du courtier d'assurances)

6.9 ANNEXE I: CERTIFICAT D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE

ANNEXE I

CERTIFICAT D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE

Numéro d'appel d'offres :

ASSUREUR 1:

Adresse postale :

Téléphone :

Courriel :

N° de contrat

Date d'expiration (jj/mm/aa) :

ASSUREUR 2:

Adresse postale :

Téléphone :

Courriel :

N° de contrat

Date d'expiration (jj/mm/aa) :

ASSUREUR 3:

Adresse postale :

Téléphone :

Courriel :

N° de contrat

Date d'expiration (jj/mm/aa) :

COURTIER :

Adresse postale :

Téléphone :

Courriel :

ASSURÉ:

Adresse postale :

Téléphone :

Courriel :

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

TITULAIRE : VILLE DE MONTRÉAL, ainsi que ses employés et les membres de son conseil d'agglomération, de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement. A l'adresse du greffe de la Ville de Montréal :
275, rue Notre Dame Est, Montréal, H2Y 1C6

que les contrats d'assurances désignés ci-dessous sont actuellement en vigueur et que les garanties de ces contrats d'assurance sont étendues au TITULAIRE, ajouté à titre d'assuré additionnel, mais uniquement en ce qui concerne la localisation des travaux, la portée des travaux ainsi que la durée des travaux du projet décrit ci-après :

DESCRIPTION DU PROJET (localisation, portée des travaux et durée prévue des travaux) :

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie (\$)		
	ASSUREUR 1	ASSUREUR 2 (si applicable)	ASSUREUR 3 (si applicable)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	<input type="text"/> M \$ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	<input type="text"/> M \$ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	<input type="text"/> M \$ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	<input type="text"/> M \$ / période		
Umbrella (si applicable)	<input type="text"/> M \$ / sinistre	<input type="text"/> M \$ / sinistre	
	<input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	<input type="text"/> M \$ / sinistre	<input type="text"/> M \$ / sinistre	<input type="text"/> M \$ / sinistre
	<input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / période	<input type="text"/> M \$ / période

Les garanties ci-dessus sont notamment assujetties aux conditions suivantes :

Responsabilité civile générale des entreprises :

Le formulaire BAC 2100 est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre. Il comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période d'assurance.

Est notamment exclue la responsabilité découlant de la prestation ou du défaut de prestation de services professionnels, dont l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de dessins d'atelier ou autres, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de directives de chantier, de modifications, de cahiers des charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son Conseil d'agglomération, Conseil Municipal, de son Comité Exécutif et de ses conseils d'arrondissement.

Avis d'annulation ou de réduction :

Sauf en ce qui a trait à la réduction des montants des garanties par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction, suspension ou résiliation de ces garanties, lequel doit être accompagné d'une copie du certificat visé.

Toutes les autres clauses des contrats demeurent inchangées.

Ce certificat prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le

_____ 20 _____ à 0 h 01 heure normale, à l'adresse de l'assuré désigné.

Émis le : _____
(année/mois/jour)

Par : _____
(signature du représentant autorisé du courtier d'assurances)

(nom du représentant)

(titre du représentant)

6.10 ANNEXE J: CERTIFICAT D'ASSURANCE CHANTIER FORMULE ÉTENDUE

ANNEXE J

CERTIFICAT D'ASSURANCE CHANTIER FORMULE ÉTENDUE

ASSUREUR:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

COURTIER:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSURÉ:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

1. Le présent certificat s'applique au numéro d'appel d'offres : _____

Description des travaux :

2. L'assuré est _____ ,
(Nom de l'Entrepreneur)

ainsi que la Ville de Montréal, les Sous-traitants et les Fournisseurs de matériaux et d'équipements qui effectuent un travail de construction ou d'installation sur le chantier.

3. Dans les limites de la durée du contrat d'assurance, la garantie consentie par ce contrat d'assurances sera maintenue en vigueur pendant toute la durée des travaux prévue au contrat y compris ceux dont la liste est jointe au certificat de réception provisoire, même si la Ville a pris possession des travaux et/ou si ledit ouvrage devient occupé en entier ou en partie avant telle réception, l'assureur se réservant le droit d'ajuster la prime à compter de la date de l'occupation. En cas d'une telle occupation avant cette réception, la garantie de ce contrat d'assurances pourra être révisée après entente avec la Ville, et ce, dans la mesure où la Ville pourra bénéficier d'une autre protection d'assurance pour couvrir cette partie de l'ouvrage.

4. En cas de sinistre, dès que l'assureur aura fait les constatations nécessaires en vue de l'évaluation de la perte, il en avisera par écrit l'Entrepreneur et prendra entente avec lui afin que celui-ci puisse commencer les réparations.

5. En cas de dommages à des matériaux, poutres, colonnes, murs ou membrures destinés à porter des charges comme parties de l'ossature de l'ouvrage, aucun ne pourra être réutilisé ou

réparé sans l'assentiment écrit des professionnels de la Ville, soit à titre d'employés, soit à titre de conseillers.

6. Tout acte ou omission de la part d'un des co-assurés désignés dans ce contrat qui n'aura pas été porté à la connaissance de l'autre co-assuré, n'aliénera ni ne préjudiciera les droits et les intérêts de l'autre co-assuré du dit contrat d'assurances.

7. En cas de sinistre, les frais encourus par la Ville et, le cas échéant, par le propriétaire en paiement de services professionnels et autres frais relatifs au sinistre seront inclus dans la réclamation finale de l'assuré et payables par l'assureur.

8. Cette assurance inclut notamment les garanties portant sur les inondations et les tremblements de terre.

9. Le certificat d'assurances ne pourra être annulée, résiliée ou la garantie réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé à la Ville. À cet égard, la présente clause a priorité en cas de contradiction avec les dispositions incluses dans une attestation d'assurance.

10. Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur à la Ville devra être clairement identifié et adressé à:

Nom du représentant désigné de la Ville
(ou Directeur) :

Nom du service concerné :

Adresse :

Attaché et faisant partie du contrat d'assurance _____

Émis par : _____
(Nom de l'assureur)

(Signature du représentant autorisé)

Date : _____

(Nom du signataire en caractères d'imprimerie)

***L'Entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer au certificat d'assurance chantier formule étendue.**

6.11 ANNEXE K1: FORMULAIRE 1: DEMANDE DE CHANGEMENT

ANNEXE K : Formulaire 1

Demande de changement

Type de demandes:		Note: les travaux d'une demande exécutoire doivent être réalisés immédiatement	Numéro de la demande		Rév.	Année	Mois	Jour
<input type="checkbox"/> Exécutoire	<input type="checkbox"/> Non exécutoire		DC -					
			Numéro de projet/contrat		Numéro A/O ou soumission			
Discipline: <input type="checkbox"/> : architecture <input type="checkbox"/> : structure <input type="checkbox"/> : mécanique <input type="checkbox"/> : autres <input type="checkbox"/> : aménagement <input type="checkbox"/> : civil <input type="checkbox"/> : électricité								
Description								
Nom et adresse de l'entrepreneur:				Projet:				
Titre du contrat:								
Description des travaux:								
Décrire, de façon technique, les travaux impliqués dans ce changement au contrat (le quoi ?), afin d'informer l'entrepreneur des travaux à réaliser. (Note: justification et contexte ne sont pas requis ici.)								
Documents annexés:								
1) Établissement de la valeur du changement:								
<input type="checkbox"/> : Prix unitaire du formulaire de soumission <input type="checkbox"/> : Prix unitaire (répertoire Ville) <input type="checkbox"/> : Prix unitaire ou forfaitaire négocié <input type="checkbox"/> : Dépenses contrôlées								
Dépense maximale autorisée : <input type="text"/> (pour demande exécutoire seulement)								
2) L'entrepreneur doit répondre à cette demande de changement dans un délai de:								
(cocher une case seulement) <input type="checkbox"/> 10 jours ouvrables <input type="checkbox"/> <input type="text"/> jours								
Note: l'entrepreneur doit soumettre sa proposition de coût en indiquant s'il y a un délai additionnel par rapport au délai de réalisation des travaux.								
Professionnel désigné (Lettres moulées)				Signature		Date (aaaa-mm-jj)		Nom de la firme
Représentant désigné (Lettres moulées)				Signature		Date (aaaa-mm-jj)		

6.12 ANNEXE K2: FORMULAIRE 2: ORDRE DE CHANGEMENT

ANNEXE K : Formulaire 2 Ordre de changement

Article 5.1.11.3 C.C.A.G. : L'entrepreneur est tenu de se conformer à l'ordre de changement et d'exécuter les travaux décrits de façon exécutoire, à l'intérieur du délai de réalisation fixé, et selon le prix établi.	Numéro	Rév.	Année	Mois	Jour
	OC-000				
	Numéro de projet/contrat	Numéro A/O ou soumission			
Description					
Nom et adresse de l'entrepreneur:			Projet:		
Titre du contrat:					
Description des travaux: Décrire, de façon technique, les travaux impliqués dans ce changement au contrat (le quoi ?), afin d'informer l'entrepreneur des travaux à réaliser. (Note: justification et contexte ne sont pas requis ici.)					
Documents soumis par l'entrepreneur:			Numéro de référence entrepreneur :		
1) Conséquences sur l'échéancier des travaux: (cocher une case seulement) <input type="checkbox"/> : Aucune <input type="checkbox"/> : Prolongation du délai contractuel de : jours additionnels (calendrier) Nouvelle date de fin des travaux : (aaaa-mm-jj) Commentaire:					
Entrepreneur (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj)	
Professionnel désigné (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj) Nom de la firme	
Représentant désigné (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj)	
2) Conséquences sur le coût des travaux: (cocher une case seulement) <input type="checkbox"/> : Aucune <input type="checkbox"/> : Diminution <input type="checkbox"/> : Augmentation Coût des travaux (sans taxes): : Inclus frais généraux et profits Commentaire:					
Entrepreneur (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj)	
Professionnel désigné (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj) Nom de la firme	
Représentant désigné (Lettres moulées)		Signature		(aaaa-mm-jj)	

6.13 ANNEXE M: QUITTANCE PARTIELLE

ANNEXE M

QUITTANCE PARTIELLE

Avis important à l'intention de tous les Sous-traitants : le fait que la Ville demande à l'entrepreneur des quittances de ses sous-traitants ne doit au aucun cas être interprété comme créant un lien de droit entre les Sous-traitants et la Ville ou offrant une protection quelconque aux Sous-traitants ou créanciers de l'entrepreneur ou à toute autre personne. Ces quittances sont demandées au seul bénéfice de la Ville qui peut, à tout moment et à son entière discrétion, cesser de se prévaloir de son droit de les requérir.

Projet :	_____
Sous-traitant :	_____
NEQ du Sous-traitant :	_____
Nom de l'entrepreneur:	_____
Travaux, services, biens ou matériaux exécutés ou fournis jusqu'au :	_____
Description des travaux, services, biens ou matériaux exécutés ou fournis :	_____
Montant total du contrat initial conclu entre le Sous-traitant et l'entrepreneur, incluant toutes les taxes :	_____
Montant total du contrat conclu entre le Sous-traitant et l'entrepreneur, incluant les ordres de changement et toutes les taxes:	_____

Relativement au contrat mentionné ci-dessus, le Sous-traitant reconnaît avoir reçu ce jour de l'entrepreneur la somme (incluant toutes les taxes) de : _____ \$.

Le Sous-traitant reconnaît également que le montant cumulatif reçu jusqu'à ce jour s'élève à : _____ \$ (incluant les ordres de changement et toutes les taxes).

Ce montant représente la valeur des travaux, services, biens ou matériaux exécutés ou fournis par le Sous-traitant jusqu'au : _____ à l'exception de la retenue contractuelle qui s'élève à : _____ \$ (incluant les taxes).

En conséquence, le Sous-traitant donne quittance à l'entrepreneur, ses dirigeants, administrateurs, employés, préposés, mandataires et ayants droit de toute réclamation, demande ou poursuite reliée directement ou indirectement au projet mentionné en titre, et ce, jusqu'à concurrence du montant cumulatif reçu à ce jour.

Le soussigné déclare être dûment autorisé par le Sous-traitant à agir pour et au nom de celui-ci aux fins des présentes.

Et j'ai signé à _____

Ce _____^e jour du mois de _____ 20 _____

Signature du signataire autorisé

Signature du témoin

Nom et titre en lettres moulées

Nom en lettres moulées

6.14 ANNEXE N : QUITTANCE FINALE

ANNEXE N

QUITTANCE FINALE

Avis important à l'intention de tous les Sous-traitants : le fait que la Ville demande à l'entrepreneur des quittances de ses sous-traitants ne doit au aucun cas être interprété comme créant un lien de droit entre les Sous-traitants et la Ville ou offrant une protection quelconque aux Sous-traitants ou créanciers de l'entrepreneur ou à toute autre personne. Ces quittances sont demandées au seul bénéfice de la Ville qui peut, à tout moment et à son entière discrétion, cesser de se prévaloir de son droit de les requérir.

Projet :	_____
Sous-traitant :	_____
NEQ du Sous-traitant :	_____
Nom de l'entrepreneur :	_____
Travaux, services, biens ou matériaux exécutés ou fournis jusqu'au :	_____
Description des travaux, services, biens ou matériaux exécutés ou fournis :	_____
Montant total du contrat initial conclu entre le Sous-traitant et l'entrepreneur, incluant toutes les taxes :	_____
Montant total du contrat conclu entre le Sous-traitant et l'entrepreneur, incluant les ordres de changement et toutes les taxes :	_____

Le Sous-traitant déclare qu'il a reçu tous les montants en lien avec les travaux, services, biens ou matériaux qu'il a exécutés ou fournis dans le cadre du Projet cité en titre.

En conséquence, le Sous-traitant donne quittance totale et finale à l'entrepreneur, ses dirigeants, administrateurs, employés, préposés, mandataires et ayants droit de toute réclamation, demande ou poursuite reliée directement ou indirectement au projet mentionné en titre.

Le soussigné déclare être dûment autorisé par le Sous-traitant à agir pour et au nom de celui-ci aux fins des présentes.

Et j'ai signé à _____

Ce _____^e jour du mois de _____ 20 _____

Signature du signataire autorisé

Signature du témoin

Nom et titre en lettres moulées

Nom en lettres moulées

6.15 ANNEXE O: DÉCLARATION SOLENNELLE DES DÉCOMPTES PROGRESSIFS

ANNEXE O

DÉCLARATION SOLENNELLE DES DÉCOMPTES PROGRESSIFS

Concernant la distribution du paiement par l'entrepreneur

L'entrepreneur doit produire la présente déclaration lorsque cela est requis à titre de condition préalable à :

- ☐ l'obtention du deuxième paiement d'acompte ou de tout paiement d'acompte subséquent ;
- ☐ la libération de la retenue.

La dernière demande de paiement, pour laquelle le déclarant a reçu paiement porte le numéro

et est datée du jour de de l'an
20 .

Contrat

Titre du contrat (emplacement et description de l'ouvrage selon les documents contractuels) :

Numéro d'appel d'offres :

Date du contrat :

(AAAA-MM-JJ)

Nom du donneur d'ouvrage :

Nom de l'entrepreneur :

Déclarant

Nom du déclarant :

Poste ou titre (de l'emploi occupé auprès de l'entrepreneur)

Déclaration

Je déclare solennellement que je suis le propriétaire de l'entreprise, un associé de l'entreprise ou une personne autorisée à signer au nom de l'entreprise agissant comme l'entrepreneur dans le contrat ci-dessus mentionné et que j'ai, à ce titre, le pouvoir de lier l'entreprise, que je suis personnellement informé que tous les frais pour la main-d'œuvre, les contrats de sous-traitance, les produits, les services, la machinerie et le matériel de construction qui ont été encourus directement par l'entrepreneur pour la réalisation de l'ouvrage stipulé au contrat, et dont le donneur de l'ouvrage pourrait être tenu responsable, ont été entièrement acquittés comme l'exige le contrat, y compris le dernier paiement d'acompte ci-dessus mentionné, à l'exception toutefois :

- 1) Des montants de retenue dûment réservés ;
- 2) Des paiements différés d'un commun accord ou
- 3) Des montants retenus en raison d'un différend légitime dont la partie ou les parties à qui le paiement est retenu sont informées.

Je fais solennellement cette déclaration en la croyant sincèrement vraie et en sachant qu'elle a la même force que si elle était faite sous serment.

Déclaré devant moi à ,

Le jour de l'an 20

(Signature du déclarant)

(Signature du commissaire à l'assermentation,
notaire, juge de paix, etc.)

Nom et titre en lettres moulées

Nom en lettres moulées

6.16 ANNEXE S: CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

ANNEXE S

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant du Soumissionnaire, déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

- ☐ (1) le Soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec
- ☐ (2) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec
- ☐ (3) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois

Dans l'éventualité où, au moment du dépôt de sa Soumission, le Soumissionnaire a coché la case 1, la case 2 ou la case 3 de la présente annexe, il doit, avant l'adjudication du Contrat :

- *si son statut n'a pas changé depuis le dépôt de sa Soumission et que la déclaration qu'il a faite dans la présente annexe demeure donc exacte en tous points, il doit remettre à la Ville, dans le délai et dans la forme exigés par celle-ci, une nouvelle déclaration à cet effet;*
- *si son statut a changé depuis le dépôt de sa Soumission et qu'il se trouve à présent dans la situation visée à la case 4, le Soumissionnaire doit, dans le délai exigé par la Ville, lui remettre un des 4 documents énumérés à la case 4 avant l'adjudication du Contrat.*

☐ (4) le Soumissionnaire a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que le Soumissionnaire respecte et va continuer de respecter les exigences de la section II du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises employant 50 personnes ou plus ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF). De plus, (*cocher une des 4 cases ci-dessous*) :

☐ je déclare que le Soumissionnaire détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF et je le joins à la Soumission;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation et je joins à la Soumission une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation ou d'attestation d'application d'un programme de francisation et je joins à la Soumission un accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l'« analyse de la situation linguistique »;

☐ je déclare que le Soumissionnaire ne détient pas de certificat de francisation, d'attestation d'application d'un programme de francisation ou d'accusé de réception de l'analyse de la situation linguistique et je joins à la Soumission une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois; je déclare également que le Soumissionnaire s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Je déclare également que le Soumissionnaire n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Soumissionnaire a reçu une telle offre, il a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

Signature du représentant _____

Nom du représentant _____

Date _____

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charlevoix
Montréal (Québec) H1H 5R5

SECTION III
CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
SPÉCIALES

Appel d'offres public
N° 1137
Exécution de travaux

SECTION III

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES

Section à NE PAS retourner

Table des matières

1.	Domaine d'application.....	3
2.	Définitions	3
3.	Mise à jour du CCAG	3
4.	Assurance, garanties et frais généraux de chantier	3
5.	Assurances	4
5.1	Assurance – responsabilité civile	4
5.2	Assurance – responsabilité civile automobile des non-proprétaires	4
6.	Grille détaillée des critères pour l'évaluation du rendement des fournisseurs	5
7.	Responsabilité de l'Entrepreneur.....	6
7.1	Protection	6
7.1.1	Travaux à proximité de lignes aériennes existantes et soutènement temporaire des poteaux d'Hydro-Québec et/ou de Bell Canada	6
7.1.2	Protection des infrastructures souterraines	6
7.1.2.1	Travaux à proximité des infrastructures souterraines de Bell Canada et de la CSEM.....	6
7.1.2.2	Travaux à proximité des infrastructures souterraines d'Hydro-Québec	6
8	Exécution	7
8.1	Début des travaux et autorité du Directeur	7
8.2	Alignements et niveaux	7
8.2.1	Tolérances	7
8.2.2	Mesures de contrôle	8
8.2.3	Précision des instruments d'arpentage.....	8
8.3	Échéancier d'exécution des travaux et planification hebdomadaire	9
8.3.1	Échéancier d'exécution des travaux	9
8.3.2	Horaire des travaux.....	9
8.4	Délai de réalisation des travaux	9
8.4.1	Délai de réalisation des travaux.....	9
8.4.2	Pénalités	10
8.4.3	Conditions d'acceptation partielle des travaux	10
8.5	Nettoyage final	10
9	Items du bordereau de Soumission	10
10	Inspection vidéo des secteurs affectés par le chantier	11
11	Récupération des équipements municipaux.....	11
12	Bureau de Chantier.....	11
13	Protection des éléments existants à conserver	11
14	Autorisation d'utilisation de bornes fontaines	12
15	Équivalence.....	12
16	Liste d'équipement et outillage	12
17	Avis des travaux.....	12
18	Guide COVID-19 mesures sanitaires	13

1. Domaine d'application

Le présent document spécifie les clauses administratives spéciales pour les travaux ici bas mentionnés et complètent les instructions aux Soumissionnaires (IAS) et le cahier de clauses administratives générales (CCAG).

La nature des travaux du présent contrat consiste essentiellement à la construction des dos d'âne, des avancées de trottoirs, avec et sans fosse de plantation ainsi que la reconstruction de sections de trottoirs et le marquage de la chaussée requis selon les normes en vigueur sur diverses rues de l'arrondissement de Montréal-Nord.

L'entrepreneur devra avoir à sa disposition les équipes nécessaires pour exécuter les travaux avec célérité, rencontrer les quantités prévues au bordereau et terminer les travaux dans les délais prescrits. Les travaux non conformes seront repris à la charge de l'adjudicataire.

2. Définitions

Dans le présent document, les termes suivants signifient :

- **IAS** : Instructions aux soumissionnaires;
- **CCAG** : Cahier des clauses administratives générales
- **DTN** : Document technique normalisé;
- **DTNI** : Document technique normalisé d'infrastructures;
- **DTNP** : Document technique normalisé parcs;
- **DTSI-V** : Devis technique spécial infrastructures voirie;
- **LCV** : Loi sur les cités et villes;
- **RAAV** : Réseau artériel administratif de la Ville.

3. Mise à jour du CCAG

3.1 Afin d'aider la lecture des différentes versions du CCAG, une liste des principaux changements est disponible sur le site internet suivant :

<https://ville.montreal.qc.ca/executiontravaux/document/tableau-des-modifications-du-ccag>

4. Assurance, garanties et frais généraux de chantier

Mode de paiement

II-IS-1100 Assurances, garanties et frais généraux de chantier

À l'item II-IS-1100 « *Assurances, garanties et frais généraux de chantier* » du bordereau de soumission, l'Entrepreneur doit fournir un prix global en tenant compte des exigences de l'article 3.8.4 des instructions aux soumissionnaires (IAS) et sera payé à chaque décompte progressif au prorata d'avancement des travaux, selon le délai contractuel jusqu'à concurrence du montant soumissionné. De plus, l'item sera payé en totalité si les travaux sont complétés en deçà du délai contractuel.

ATTENTION : selon l'article 3.8.4.1 des instructions aux soumissionnaires (IAS), le pourcentage maximum à prévoir pour les frais généraux est de sept pour cent (7%) et selon l'article 3.8.4.2 des instructions aux soumissionnaires (IAS), si l'Entrepreneur inscrit dans le bordereau un montant supérieur au sept pour cent (7%) de la valeur totale de la soumission, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ), sa soumission sera automatiquement rejetée.

5. Assurances

5.1 Assurance – responsabilité civile

En complément et comme décrit à l'article 3.1.2 « *Assurance-responsabilité civile* » (CCAG), l'Entrepreneur doit se procurer un certificat d'assurance de responsabilité civile de :

TYPE DE TRAVAUX		MONTANT DE GARANTIE
Catégorie A Entretien routier	<input type="checkbox"/>	2 millions \$ par sinistre
	<input type="checkbox"/>	2 millions \$ par période d'assurance
Catégorie B Réaménagement, construction et reconstruction	<input checked="" type="checkbox"/>	5 millions \$ par sinistre
	<input checked="" type="checkbox"/>	5 millions \$ par période d'assurance
Catégorie C Égout et conduite d'eau, travaux à proximité de voies ferrées, de voies rapides, sur la propriété de la société des Ponts Jacques-Cartier et Champlain, structure routière, etc.	<input type="checkbox"/>	10 millions \$ par sinistre
	<input type="checkbox"/>	10 millions \$ par période d'assurance
Catégorie D Structure routière au-dessus d'un cours d'eau	<input type="checkbox"/>	15 millions \$ par sinistre
	<input type="checkbox"/>	15 millions \$ par période d'assurance

5.2 Assurance – responsabilité civile automobile des non-propriétaires

En complément et comme décrit à l'article 3.1.3 « *Assurance-responsabilité civile automobile des non-propriétaires* » (CCAG), l'Entrepreneur doit se procurer une police d'assurance de responsabilité civile automobile des non-propriétaires de :

TYPE DE TRAVAUX		MONTANT DE GARANTIE
Catégorie 1 Entretien routier, réaménagement et reconstruction	<input checked="" type="checkbox"/>	2 millions \$ par sinistre
Catégorie 2 Égout, conduite d'eau et structure routière	<input type="checkbox"/>	10 millions \$ par sinistre
Catégorie 3 Structure routière au-dessus d'un cours d'eau	<input type="checkbox"/>	15 millions \$ par sinistre

6. Grille détaillée des critères pour l'évaluation du rendement des fournisseurs

En complément de l'article 4.4.3 « *Grille d'évaluation de l'adjudicataire* » du CCAG, voici la grille détaillée d'évaluation avec les critères sous-tendus des thèmes.

Thèmes et critères	Pondération
Conformité technique des travaux <ul style="list-style-type: none"> • Respect des permis et autorisations émises par la Ville • Respect des plans et devis • Respect des normes, lois et règlements en vigueur • Planification et performance de la mise en service • Installations temporaires de chantier 	25 %
Planification, organisation et respect des échéanciers <ul style="list-style-type: none"> • Respect de l'échéancier par l'entrepreneur et les sous-traitants • Suivi rigoureux de l'échéancier et mise à jour régulière • Équipements adéquats et suffisants pour le chantier • Mise en place d'action corrective pour respecter l'échéancier • Compétence de la main d'œuvre • Ordonnancement des travaux • Encadrement des employés • Autocontrôle ou assurance qualité en chantier • Mise en place d'actions correctives, au besoin 	25 %
Administration du contrat <ul style="list-style-type: none"> • Qualité des communications • Transmission des documents requis à temps • Organisation des rencontres de chantier • Coordination des sous-traitants • Qualité et l'exactitude des décomptes et des factures • Préparation des « tel que construit » • Respect de toutes les certifications requises • Négociation des ordres de changement • Prestation du chargé de projet (disponibilité, compétence et expérience) • Capacité de la main d'œuvre 	25 %
Signalisation et gestion des impacts des travaux <ul style="list-style-type: none"> • Sécurité aux abords du chantier et signalisation • Propreté des lieux en cours et à la fin des travaux • Conformité de la signalisation temporaire • Maintien d'accès pendant les travaux • Gestion des nuisances (exemple: bruit, poussière, odeurs) 	10 %
Santé et sécurité <ul style="list-style-type: none"> • Respect des règles et normes de santé et sécurité au travail • Programme de prévention adapté aux travaux • Sensibilisation et priorisation de l'aspect santé sécurité auprès des employés du chantier • Suivi des correctifs à apporter et mise en place 	15 %

7. Responsabilité de l'Entrepreneur

7.1 Protection

7.1.1 Travaux à proximité de lignes aériennes existantes et soutènement temporaire des poteaux d'Hydro-Québec et/ou de Bell Canada

En présence de lignes aériennes de distribution ou de transport d'Hydro-Québec à proximité des travaux, l'Entrepreneur doit porter une attention particulière afin de respecter les exigences de l'article 4.3.6.1 « Ouvrages, immeubles, biens, personnes, lieux et environnement » du CCAG. Il doit respecter les normes de sécurité et les distances minimales lors de travaux près de lignes de distribution.

Si les travaux proposés mettent en jeu l'intégrité structurale des poteaux, l'Entrepreneur doit assurer leur soutènement temporaire pendant les travaux. Il doit présenter au Directeur avant le début des travaux, un plan montrant les détails du soutènement temporaire de ces poteaux pour validation auprès d'Hydro-Québec et/ou Bell Canada selon le cas. Ce plan doit porter le sceau et la signature d'un ingénieur membre de l'OIQ.

Lorsque l'Entrepreneur aura à supporter et à protéger des poteaux d'Hydro-Québec et/ou de Bell Canada, les coûts de cette activité doivent être répartis dans les prix unitaires de la soumission.

7.1.2 Protection des infrastructures souterraines

7.1.2.1 Travaux à proximité des infrastructures souterraines de Bell Canada et de la CSEM

En complément de l'article 4.3.6.2 « Protection des infrastructures souterraines » du CCAG, si la méthode de travail de l'Entrepreneur requiert le déblaiement et le dégagement d'un massif de Bell Canada et/ou de la CSEM, si le massif de béton ne peut pas être supporté ou qu'il représente un obstacle infranchissable autrement, pour l'installation des structures proposées dans le projet, le bris et la reconstruction d'un segment du massif devront être effectués par un sous-traitant autorisé et accrédité par Bell Canada et/ou par la CSEM.

Par contre, lorsque l'Entrepreneur aura à supporter et à protéger des massifs existants, les coûts de ces travaux devront être inclus et répartis dans les prix unitaires de la soumission.

De plus, tout dommage causé à ces utilités publiques devra être réparé aux frais de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour en assurer la protection et pour supporter à ses frais adéquatement les utilités publiques, s'il y a lieu.

7.1.2.2 Travaux à proximité des infrastructures souterraines d'Hydro-Québec

Lors des travaux à proximité des massifs d'Hydro-Québec, l'Entrepreneur doit s'enquérir auprès de cet organisme des exigences relatives à la protection de ces structures ou du moment approprié de l'exécution des travaux. Il doit considérer tous les règlements d'Hydro-Québec en matière de sécurité. Il est de la responsabilité de l'Entrepreneur, lors de l'exécution des travaux, de prévoir les mesures de protection adéquates et d'utiliser l'équipement approprié.

De plus, avant le début des travaux, l'Entrepreneur doit s'assurer de faire localiser de façon précise les massifs d'Hydro-Québec.

Les dépenses encourues pour l'application de ces exigences doivent être réparties dans l'ensemble des prix unitaires de la soumission.

L'Entrepreneur doit protéger le réseau souterrain d'Hydro-Québec durant les travaux. Tout dommage causé par l'Entrepreneur aux installations des services publics est de sa responsabilité et les travaux de réparation incluant les frais connexes seront aux frais de l'Entrepreneur.

Aucun frais ne peut être réclamé par l'Entrepreneur pour les inconvénients engendrés par la présence des infrastructures d'Hydro-Québec dans la zone des travaux.

8 Exécution

8.1 Début des travaux et autorité du Directeur

L'Entrepreneur doit commencer les travaux **la semaine du 27 mai 2024**, en se conformant à l'article 5.1.1 « *Début des travaux et autorité du Directeur* » du CCAG, cette date constitue le point de départ pour le calcul du délai de réalisation des travaux prévu à l'article 5.1.8 « *Délai de réalisation des travaux* » du CCAG.

Aucune compensation, dans le cas où les travaux débuteraient avant ou après cette date sera accordée à l'entrepreneur.

8.2 Alignements et niveaux

Pour le présent projet l'article 5.1.3 « Alignement et niveaux » du CCAG s'applique intégralement.

Pour les travaux visés par la présente soumission, l'Entrepreneur est responsable de l'arpentage des travaux pour les sections de trottoirs, à savoir, l'implantation des repères, l'émission des listes de points de construction, l'alignement et le nivellement des surfaces.

Contrairement et en complément à ce qui est spécifié au sous article 5.1.3.6 du CCAG, les tolérances acceptées sont spécifiées ci-après :

L'Entrepreneur doit tenir compte et respecter les précisions suivantes :

8.2.1 Tolérances

L'Entrepreneur est le seul responsable de la bonne exécution des travaux. Tous les ouvrages (trottoirs, bordures, etc.) doivent être construits conformément aux alignements et niveaux exigés, suivant les tolérances permises :

- cours d'eau (trottoir) : 150 ± 40 (DTNI-3A, art. 5.10);
- cours d'eau (mail) : 150 ± 40 (DTNI-3A, art. 5.10);
- cours d'eau à un sommet : 150 ± 40 (DTNI-3A, art. 5.10), donc 110mm minimum;
- cours d'eau à l'endroit d'un puisard : 150 ± 40 (DTNI-3A, art. 5.10), donc 190mm maximum;
- cours d'eau à un bateau pavé (RPH) : 13 ± 3 (DNI-3A-700) et (DTNI-3A, art. 5.12);
- cours d'eau à une entrée charretière : 30 ± 10 (DNI-3A-701) et (DTNI-3A, art. 5.11);
- pente transversale du trottoir : 2,5% à moins d'avis contraire;
- pente transversale du trottoir MAXIMALE : 5% à l'endroit des entrées pour véhicules et les rampes d'accès universel (RAU) – Voir dessins normalisés DNI-3A-700 et DNI-3A-701

Ces tolérances sont générales et s'appliquent pour la reconstruction des trottoirs ou mails, à moins d'avis contraire. Advenant le cas où les ouvrages seraient en défaut, la Ville peut exiger une démolition des ouvrages concernés et une reconstruction de ces derniers aux frais de l'Entrepreneur. De plus, une pénalité monétaire de 250\$ par mètre linéaire de joint réalisé dans la chaussée neuve sera appliquée à l'Entrepreneur pour la perte de durée de vie utile de celle-ci.

L'élévation finale du pavage donnée dans les alignements et niveaux pour les cours d'eau ne doit être modifiée en aucun cas. La conception est faite en fonction des normes de la Ville en usage.

L'Entrepreneur doit soumettre à la Ville, pour approbation, la liste des points de construction, et ce, au moins cinq (5) jours avant le début des travaux. La validation de cette liste n'engage pas le responsable de l'Arrondissement quant à l'exactitude du nivellement. L'Entrepreneur en demeure le seul responsable.

La liste de points et niveaux doit être produite de façon à minimiser les changements de pentes dans les trottoirs et les réparations sur les éléments existants à l'arrière des trottoirs.

L'Entrepreneur doit émettre une nouvelle liste de points des cours d'eau après la construction des trottoirs afin de s'assurer de la conformité des élévations des entrées charretières et du bon écoulement de l'eau.

L'Entrepreneur doit s'assurer que tous les sous-traitants se conforment aux listes de points et repères.

8.2.2 Mesures de contrôle

La Ville exige que l'Entrepreneur réalise un relevé entre la construction des trottoirs et la construction de la chaussée, afin de s'assurer que les élévations demandées pour le pavage seront respectées, de même que les normes en usage.

L'Entrepreneur doit fournir la liste des alignements et niveaux des ouvrages construits et indiquer les écarts par rapport aux élévations demandées et la remettre à la Ville pour validation avant la construction de la chaussée. Un délai de cinq (5) jours ouvrables devra être prévu pour permettre à la Ville d'effectuer les validations nécessaires. Cette liste doit être signée par un ingénieur membre de l'OIQ.

8.2.3 Précision des instruments d'arpentage

Le relevé des ouvrages permettant de réaliser cette liste des alignements et niveaux doit être réalisé avec un équipement de mesure offrant une précision angulaire de cinq (5) secondes ou moins et une précision pour le mesurage de la distance avec prisme de 2,0 mm +2ppm au maximum. L'usage d'un appareil GPS est possible si les conditions d'utilisation et les facteurs tels que le nombre de satellites, leur géométrie, les masques, les durées d'observation, etc., permettent d'atteindre une précision de 2,0 cm \pm 0,5ppm.

Le nivellement (donnée en « z ») doit être fait avec un appareil fournissant une précision de \pm 2,0 mm sur 1 km de double nivellement. **L'usage d'un appareil GPS est formellement à proscrire pour le nivellement.**

L'Entrepreneur doit répartir tous les coûts reliés aux activités d'alignements et niveaux dans ses prix unitaires de soumission.

8.3 Échéancier d'exécution des travaux et planification hebdomadaire

Les travaux à proximité d'une zone scolaire doivent débuter après le 25 juin 2024 et terminer au plus tard le 23 août 2024, si des précisions et/ou changements sont nécessaires à ce sujet ils seront abordés lors de la réunion de démarrage.

8.3.1 Échéancier d'exécution des travaux

L'échéancier doit indiquer les éléments suivants :

- phasage des travaux avec modalité et date de livraison pour chaque phase;
- période de restrictions : exemple interdits de travailler de telle date à telle date (période hivernale par exemple, ou période de dégel, etc.);
- indiquer les jalons importants, si requis;
- d'autres annotations importantes pour chaque projet en particulier.

8.3.2 Horaire des travaux

L'Entrepreneur doit respecter les exigences présentées au devis technique « DTNI-8A » du présent Cahier des charges.

Les travaux doivent s'exécuter, **du lundi au vendredi, entre 7h à 18h.** L'Entrepreneur doit obtenir une autorisation du Directeur pour modifier cet horaire. L'Entrepreneur doit également respecter également l'article 37 du règlement sur le bruit qui stipule les éléments suivants :

Entre 21 heures et 7 heures, il est défendu d'exécuter ou de faire exécuter des travaux susceptibles de faire du bruit dans les endroits situés à moins de cent cinquante-trois (153) mètres (cinq cents (500) pieds) d'une maison habitée.

Le paragraphe précédent ne s'applique pas aux employés municipaux ni aux personnes qui exécutent des travaux d'utilité publique reconnus urgents.

8.4 Délai de réalisation des travaux

8.4.1 Délai de réalisation des travaux

Le délai d'exécution des travaux en jours calendrier, après l'ordre écrit du Directeur de commencer les travaux, ne doit pas dépasser **quatre-vingt-dix (90) jours** de calendrier (incluant les congés fériés et les vacances de construction).

En conséquence, l'entrepreneur doit prévoir les équipements et les équipes de travail en nombre suffisant pour terminer les travaux dans les délais prescrits. L'Entrepreneur doit obligatoirement compléter les travaux de façon continue, et sans aucune interruption.

Dans le cas de bris d'un de ses équipements, l'Entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour corriger la situation, incluant la location des équipements supplémentaires requis afin de ne pas interrompre la réalisation des travaux et respecter le délai contractuel.

L'Entrepreneur doit établir son échéancier des travaux en fonction de l'horaire établi à l'article **8.3.2 Horaire des travaux** et devra rencontrer les quantités prévues au bordereau de soumission en suivant les programmes établis et terminer les travaux dans le délai prescrit.

8.4.2 Pénalités

Les pénalités seront appliquées conformément à l'article 5.1.14 des clauses administratives générales.

La prolongation d'un délai ne peut être accordée que par le Directeur.

8.4.3 Conditions d'acceptation partielle des travaux

Il y aura une acceptation provisoire et une acceptation finale des travaux. L'acceptation finale sera tenue 12 mois suite à l'acceptation provisoire. Les dates seront imposées par la Ville et conformément au présent devis. L'Entrepreneur est tenu de corriger toutes les déficiences émises par les professionnels dans un délai maximal de cinq (5) jours suivant l'acceptation provisoire. Passé ce délai, des pénalités de retard seront appliquées conformément au devis.

8.5 Nettoyage final

En complément de l'article 5.5.5 « Nettoyage final » du CCAG, l'Entrepreneur a un délai de quarante-huit (48) heures, à la fin des travaux, pour ramasser ses équipements et matériaux et procéder au nettoyage de la rue.

9 Items du bordereau de Soumission

Le Soumissionnaire doit prendre note que les items du bordereau de Soumission sont présentés selon la nomenclature suivant :

X-XX-XX-XXXX-NOM DE L'ITEM
(VOIR DTSI- X, ART. XX-XX-XXXX)

Exemples d'items :

Seq.	Numéro de l'Item	Nom de l'Item
1	II-3A-2102	BORDURE EN BÉTON ARMÉ 300 mm DE LARGEUR (VOIR DTSI-V, ART. II-3A-2102)
2	II-TS-3001	NOM DE L'ITEM (VOIR DTSI-V, ART. II-TS-3001)

OÙ

- 1 OU 2 : numéro séquentiel
- II : Item Infrastructures
- 3A: numéro du document technique normalisé (DTNI) applicable
- DSTI-V : Devis technique spécial voirie (exemple 2)
- 2102: numéro de l'item contenant sa famille (2000); Bordure et sa sous-famille (2100); Nouvelle bordure de béton
- BORDURE EN BÉTON ARMÉ 300 mm DE LARGEUR : nom de l'item
- (VOIR DTSI-V, ART. II-3A-2102) : Référence pour les exigences complémentaires se trouvant dans le devis technique spécial voirie à l'article II-3A-2102)
- (VOIR DTSI-V, ART. II-TS-3001) : Référence pour les exigences complémentaires se trouvant dans le devis technique spécial voirie à l'article II-TS-3001 (exemple 2).

Également, pour notre exemple : BORDURE EN BÉTON ARMÉ 300 mm DE LARGEUR, le soumissionnaire doit respecter les exigences du cahier des charges et des devis techniques spéciaux ainsi que l'ensemble des informations suivantes se retrouvant à l'intérieur des différentes sections du DNTI-3A.

Arrondissement de Montréal-Nord Direction des services administratifs 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	SECTION III CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1137 Exécution de travaux
--	---	--

- | | |
|---|------------|
| • Exigences générales (5.3.1 et 5.9) | Section 5 |
| • Matériaux (6.2.1; 6.3.1, 6.3.2; 6.4.1, 6.4.3, 6.4.4; 6.5; 6.6 et 6.7) | Section 6 |
| • Exécution du travail (7.1 à 7.4; 7.6; 7.7 et 7.9.4 à 7.9.6) | Section 7 |
| • Échantillonnage et essais des matériaux (8.1 à 8.5) | Section 8 |
| • Acceptation des travaux (9.1 et 9.3) | Section 9 |
| • Description des items du bordereau : | |
| - les exigences de l'article 10, du DTNI-3A, lorsqu'applicables | Section 10 |
| - toutes les exigences mentionnées à l'item II-3A-2101 | Section 10 |
| • Dessin normalisé DNI-3A-300 | Section 11 |

10 Inspection vidéo des secteurs affectés par le chantier

Avant le début des travaux, l'Entrepreneur doit confier à un spécialiste le soin de procéder à un enregistrement sur DVD du site des travaux, des rues et des terrains adjacents.

Cet enregistrement doit comprendre toutes les structures, arbres, haies, clôtures, état des lieux ainsi que tout élément susceptible de devenir objet de réclamation en dommage, principalement les aménagements devant les résidences. Une attention particulière doit être apportée aux entrées charretières, aux murets et aux aménagements paysagers existants susceptibles d'être endommagés par les travaux.

Aucun travail d'excavation ne sera autorisé avant la remise de deux (2) copies (CD ou DVD) de l'enregistrement vidéo au Directeur.

L'Entrepreneur conservera l'original pour son usage personnel. Les frais reliés à la réalisation de l'enregistrement vidéo de l'état des lieux doivent être inclus et répartis dans l'ensemble du bordereau des prix.

11 Récupération des équipements municipaux

Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur aura, entre autres, à enlever des regards, puisards, vannes et bornes-fontaines. Si la Ville désire récupérer certaines pièces, l'Entrepreneur devra les mettre de côté, et les transporter à ses frais au garage municipal de la Ville. Autrement, l'Entrepreneur doit en disposer à ses frais selon les clauses du devis.

12 Bureau de Chantier

Aucun bureau de chantier (roulotte) n'est prévu dans le cadre de ce contrat.

13 Protection des éléments existants à conserver

L'entrepreneur est responsable de réparer ou remplacer à ses frais tous éléments existant à conserver qu'il aura endommagés à l'intérieur de la limite des travaux ou adjacent à celle-ci. Lorsqu'il circulera autour du site des travaux, il devra prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tout dommage aux ouvrages, surfaces, mobilier, plantation, etc.

Aucune circulation et excavation mécanique n'est tolérée dans le périmètre de protection des arbres existants et des plates-bandes à conserver. Les méthodes d'exécution à l'intérieur de ce périmètre devront être respectées telles que décrites au DTNP, à moins d'avoir l'autorisation écrite du Directeur.

14 Autorisation d'utilisation de bornes fontaines

L'Entrepreneur doit remplir une demande d'autorisation de l'Arrondissement pour l'utilisation temporaire d'une borne-fontaine. Avant de débiter les travaux, l'entrepreneur doit remplir une demande d'autorisation d'utilisation temporaire d'une borne-fontaine. Le formulaire est disponible sous forme de fichier électronique sur le site internet de l'Arrondissement de Montréal-Nord. Il doit envoyer la demande au moins cinq (5) jours ouvrables avant le début des travaux, à l'adresse courriel suivante

obstructionvoiepublique_mtl nord@ville.montreal.qc.ca

15 Équivalence

En complément à l'article 5.3.2 du CCAG, si l'Entrepreneur veut proposer une substitution à un matériau ou à un produit spécifié, il doit :

- Identifier clairement pour le Directeur les avantages d'un tel changement;
- Fournir un crédit correspondant à la différence de coût des matériaux, produits ou mains d'œuvre, fournis par l'Entrepreneur par rapport à ceux spécifiés aux plans et devis;
- Fournir un rapport technique établissant la preuve de l'équivalence. Ce rapport est entièrement à la charge de l'Entrepreneur et doit comporter:
 - ✓ Les caractéristiques, les spécifications techniques et autres renseignements utiles décrivant les matériaux offerts ainsi que tous les résultats d'essais de résistance ou de comportement exigés par le Directeur.

Le Directeur et le Surveillant ont toute l'autorité nécessaire pour approuver ou rejeter des équivalences en tenant compte :

- Que les produits proposés peuvent représenter un intérêt économique autant au niveau des coûts de fourniture et d'installation qu'au niveau des coûts d'opération;
- Que la date de livraison des produits spécifiés au devis retarde indûment les travaux.

Le Directeur n'est pas responsable des délais éventuels causés directement ou indirectement par ces substitutions.

16 Liste d'équipement et outillage

Les soumissionnaires doivent indiquer sur le formulaire « liste d'équipement et outillage », fournis en annexe du formulaire de soumission, la liste d'appareils.

17 Avis des travaux

Lors de travaux, objet du présent contrat, l'Entrepreneur doit déposer dans la boîte aux lettres de chaque résidence ou établissement un avis de travaux avant le début des travaux de trottoirs. L'avis doit être transmis vingt-quatre (24) heures avant le début des travaux. La Ville fournit à l'Entrepreneur une lettre type.

18 Guide COVID-19 mesures sanitaires

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'état de pandémie et le 13 mars 2020 le gouvernement du Québec a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire québécois. Afin de répondre aux préoccupations du milieu de la construction, la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et les acteurs de la construction ont élaboré le Guide COVID-19 sur les bonnes pratiques à adopter sur les chantiers de construction (ci-après : « Guide COVID-19 »). Ce guide est mis à jour régulièrement selon l'évolution de la situation et il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de s'informer des mises à jour pendant toute la durée des travaux et d'adapter ses pratiques en conséquence.

Par le dépôt de sa soumission, le soumissionnaire déclare être au fait du Guide COVID-19 ainsi que du contexte économique existant.

La situation de la Covid-19 est évolutive, faisant en sorte qu'il est possible que de nouveaux événements imprévisibles et irrésistibles, de nouvelles mesures gouvernementales visant à décréter la suspension des activités effectuées en chantier ou à modifier le Guide COVID-19 puissent survenir après le dépôt des soumissions, l'ouverture des soumissions ou l'octroi du Contrat (ci-après « Nouveaux événements liés à la COVID-19 »).

2. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Les articles suivants doivent être ajoutés à l'article 1 du Cahier des Clauses administratives générales :

1.23.1 Guide COVID-19

Guide élaboré par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) sur les bonnes pratiques à adopter sur les chantiers de construction. Ce guide est mis à jour régulièrement selon l'évolution de la situation et il est de la responsabilité de l'Entrepreneur de s'informer des mises à jour pendant toute la durée des travaux et d'adapter ses pratiques en conséquence.

1.30.1 Nouveaux événements liés à la COVID-19

Nouveaux événements imprévisibles et irrésistibles ou nouvelles mesures gouvernementales visant à décréter la suspension des chantiers ou à modifier le Guide COVID-19, qui peuvent survenir après le dépôt des soumissions, l'ouverture des soumissions ou l'octroi du Contrat.

Les articles suivants doivent être ajoutés à l'article 5.1.1.2 du Cahier des Clauses administratives générales :

5.1.1.2.1 L'Entrepreneur reconnaît que de Nouveaux événements liés à la COVID-19 pourraient survenir avant qu'il n'ait reçu l'autorisation écrite du Directeur de débiter les travaux;

5.1.1.2.1.1 Ces Nouveaux événements liés à la COVID-19 seront considérés hors du contrôle de la Ville laquelle pourra, à sa discrétion, résilier le Contrat. Nonobstant l'article

4.5.2.2 et les dispositions du Code civil du Québec, la résiliation sera sans compensation pour l'Entrepreneur;

5.1.7 Échéancier d'exécution des travaux et planification hebdomadaire

Le paragraphe i) suivant doit être ajouté à l'article 5.1.7.1 – Échéancier d'exécution des travaux du Cahier des Clauses administratives générales :

i) L'Échéancier doit tenir compte de toutes **les mesures et impact du Guide Covid-19.**

5.1.9 Modification apportée aux délais

L'article 5.1.9.5 Causes de retard doit être modifié comme suit :

5.1.9.5, des conditions météorologiques défavorables, des événements causés par le fait de l'Entrepreneur ou d'une personne sous son autorité **ou l'obligation de respecter le Guide Covid-19 en vigueur au jour de l'ouverture des soumissions** ne pourront, en aucun cas, être considérés comme une cause de retard échappant au contrôle de l'Entrepreneur ou non prévisible par celui-ci.

L'article 5.1.9.6 suivant doit être ajouté au Cahier des Clauses administratives générales :

5.1.9.6 Délai occasionné par de Nouveaux événements liés à la COVID-19

Dans l'éventualité où de Nouveaux événements liés à la COVID-19 devaient survenir, la Ville accordera un délai additionnel si l'Entrepreneur fait la démonstration de l'impact des nouveaux événements liés à la COVID-19 sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence en fournissant toutes les pièces justificatives, et ce, dans un délai de dix (10) Jours ouvrables suivant la date de l'octroi du Contrat ou de la survenance du Nouvel événement lié à la COVID-19. À défaut de soumettre la justification de l'impact dans le délai prescrit, l'article 5.1.11.2 e) s'appliquera, en faisant les adaptations nécessaires.

5.1.11 Gestion des changements

Le paragraphe d) de l'article 5.1.11.1 doit être modifié comme suit:

5.1.11.1 d) Lorsque l'Entrepreneur juge qu'une compensation doit lui être accordée en raison d'une situation imprévue ou de conditions de Chantier substantiellement différentes du Contrat qui, de son opinion, engendrent des travaux ou la fourniture de Matériaux additionnels non inclus à son Contrat, il doit en aviser par écrit le Directeur avant d'entreprendre lesdits travaux.

Le Directeur se réserve alors un délai raisonnable pour décider de la marche à suivre pour la poursuite des travaux, et en avise l'Entrepreneur par écrit.

Aucune compensation ne sera accordée à l'Entrepreneur en raison de la survenance de nouveaux événements liés à la COVID-19, à l'exception du coût des matériaux et équipements supplémentaires qui pourraient être requis suite à la mise en place de mesures supplémentaires rendues obligatoires par une modification du Guide COVID-19.

Le paragraphe d) de l'article 5.1.11.2 doit être modifié comme suit:

5.1.11.2 d) Si l'Entrepreneur est d'avis qu'un délai additionnel doit lui être accordé en raison d'une demande de changement (exécutoire ou non) **ou de la survenance de Nouveaux événements liés à la COVID-19**, il doit faire la démonstration de l'impact de la modification aux travaux sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence en fournissant toutes les pièces justificatives, et ce, dans un délai de dix (10) Jours ouvrables suivant l'émission de la demande de changement. Ceci n'a cependant pas pour effet d'empêcher la mise en œuvre d'une demande de changement exécutoire, le cas échéant.

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charlevoix
Montréal (Québec) H1H 5R5

SECTION IV
FORMULAIRE DE
SOUSSION

Appel d'offres public
N° 1137
Exécution de travaux
14_cahier_charges_20210830

SECTION IV

FORMULAIRE DE SOUSSION

(Incluant les sections A, B et C du Formulaire de soumission)

Documents à retourner

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Secrétaire de l'arrondissement 4243, rue de Charleroi Montréal-Nord (Québec) H1H 5R5, avant 11h
23	11	2023	20	12	2023	

Travaux de construction des dos d'âne, des avancées de trottoir et des fosses de plantation ainsi que des sections de trottoirs sur diverses rues de l'arrondissement de Montréal-Nord.

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de construction des dos d'âne, des avancées de trottoir et des fosses de plantation ainsi que des sections de trottoirs sur diverses rues de l'arrondissement de Montréal-Nord, conformément aux documents du présent appel d'offres.	
Montant total avant taxes :	- \$
Taxe sur les produits et services 5 % :	- \$
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	- \$
Montant total :	- \$

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : _____

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s) : _____

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :		
	Télécopieur :		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Travaux de construction des dos d'âne, des avancées de trottoir et des fosses de plantation ainsi que des sections de trottoirs sur diverses rues de l'arrondissement de Montréal-Nord.

Description	# Sous-projet	# Simon	Montant	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
SECTION 01 - CHARGES GÉNÉRALES			- \$	- \$	- \$	- \$
SECTION 02 - CONSTRUCTION D'UN DOS D'ÂNE ET D'UNE AVANCÉE DE TROTTOIR SUR LE DE BOULEVARD SAINTE-GERTRUDE			- \$	- \$	- \$	- \$
SECTION 03 - CONSTRUCTION D'UN TROTTOIR SUR L'AVENUE J-P-CARDINAL			- \$	- \$	- \$	- \$
SECTION 04 - AMÉNAGEMENT GÉOMÉTRIQUE ET CONSTRUCTION D'AVANCÉES DE TROTTOIR À L'INTERSECTION : DE LA RUE SABREVOIS ET DE L'AVENUE DE BRUXELLES, DE LA RUE SABREVOIS ET DE L'AVENUE DE ROME, DE LA RUE FLEURY ET DE L'AVENUE DE BRUXELLES AINSI QUE, DE LA RUE FLEURY ET DE L'AVENUE DE ROME.			- \$	- \$	- \$	- \$
N° d'inscription de la TPS:			Total avant taxes	Total TPS	Total TVQ	Total taxes incl.
N° d'inscription de la TVQ:			- \$	- \$	- \$	- \$

Identification du soumissionnaire:

Nom en caractères d'imprimerie

Téléphone

Télécopieur

Titre

Adresse courriel

Signature et date

Seq.	Numéro de l'Item	Description	Quantité Probable	Unité	Prix unitaire	Montant
SECTION 01 - CHARGES GÉNÉRALES						
1	II-IS-1100	ASSURANCES, GARANTIES ET FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER	1	global		- \$
*Notez que le total de cet item est limité à un maximum de sept pour cent (7%) de la valeur totale de la soumission. Tel que décrit à l'article 3.8.4 des Instructions aux soumissionnaires.						
TOTAL - SECTION 01 (AVANT TAXES) : (montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)						- \$

SECTION 02 - CONSTRUCTION D'UN DOS D'ÂNE ET D'UNE AVANCÉE DE TROTTOIR SUR LE DE BOULEVARD SAINTE-GERTRUDE À L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD.

VOIR PLANS 1137-05 – NUMÉRO DE PROJET SUM_MNT23-0402.

DTNI-1A : TRAVAUX DE CONDUITES D'EAU POTABLE ET CONDUITES D'ÉGOUT

II-1A-15406	SECTION DE PUISARD À REMPLACER	1	m.l.		- \$
II-1A-15505	CADRE FIXE ET GRILLE EN DÔME	2	unité		- \$
II-1A-16403	SECTION DE CHEMINÉE DE REGARD À REMPLACER	1	m.l.		- \$

DTNI-3A : TRAVAUX DE TROTTOIR, BORDURE, TERRE-PLEIN CENTRAL, ÎLOT ET MURET DE SOUTÈNEMENT

II-3A-1101	TROTTOIR MONOLITHE EN BÉTON	230	m ²		- \$
II-3A-1102	TROTTOIR BOULEVARD EN BÉTON	6	m ²		- \$
II-3A-1201	TREILLIS MÉTALLIQUE	65	m ²		- \$
II-3A-1202	PLAQUES PODOTACTILES	12	m.l.		- \$
II-3A-2102	BORDURE EN BÉTON ARMÉ 300 MM DE LARGEUR	18	m.l.		- \$
II-3A-6101	MARCHES EN BÉTON	2	m ²		- \$
II-3A-7102	BANDE EN RIVE EN ENROBÉ AVEC TRAFIC LOURD	10	m ²		- \$
II-3A-7104	NIVELLEMENT DE PAVÉS ET DALLES DE BÉTON EXISTANTS	10	m ²		- \$
II-3A-7204	RÉPARATION DE COURS D'EAU – CHAUSSEE SOUPLE AVEC TRAFIC LOURD	110	m ²		- \$

AVANCÉES DE TROTTOIR DRAINANTES

(DNI-3A-521 / DNI-3A-540 / DNI-3A-552 / DNI-3A-562 / DNI-3A-563)

II-3A-8201	GÉOTEXTILE ANTI MAUVAISES-HERBES	20	m ²		- \$
II-3A-8202	GÉOCOMPOSITE POUR INFRASTRUCTURE VERTE DRAINANTE	20	m ²		- \$
II-3A-8301	EXCAVATION POUR INFRASTRUCTURE VERTE DRAINANTE, FOSSE D'ARBRE OU FOSSE DE PLANTATION	30	m ³		- \$
II-3A-8501	PIERRE DE RIVIÈRE	13	m ²		- \$

DTNI-3B : TRAVAUX DE CHAUSSEE

II-3B-1101	PRÉPARATION DES SOLS D'INFRASTRUCTURE	77	m ²	-	\$
II-3B-1401	FONDATION INFÉRIEURE MG 56 (150MM D'ÉPAISSEUR	12	m ²	-	\$
II-3B-1403	FONDATION SUPÉRIEURE MG 20 (150MM D'ÉPAISSEUR	12	m ²	-	\$
II-3B-2321	ENROBÉ BITUMINEUX ESG-10, 2B, 2 PG 64H-28. 40 MM D'ÉPAISSEURS. COUCHE DE SURFACE.	3,5	t. m.	-	\$
II-3B-2415	ENROBÉ BITUMINEUX ESG-14, 2B, 2 PG 64H-28. 70 MM D'ÉPAISSEURS. COUCHE DE BASE.	3,5	t. m.	-	\$
II-3B-2901	DOS D'ÂNE	8	m.l.	-	\$
II-TS-3001	MARQUAGE POUR DOS D'ÂNES (TROIS TRIANGLES JAUNES)	1	unité	-	\$
II-3B-4102	RÉFECTION DE COUPE - CHAUSSEE SOUPLE AVEC TRAFIC LOURD	6	m ²	-	\$
II-3B-6104	PLANAGE DE CHAUSSEE SUR 40 MM D'ÉPAISSEUR	6	m ²	-	\$
II-3B-8201	NETTOYAGE DE STRUCTURES EXISTANTES	1	global	-	\$

DTNI-7A : GESTION DES DÉBLAIS ET TRAVAUX DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE

II-7A-2301	GESTION DES SOLS B-C (INFRA)	5	t.m.	-	\$
II-7A-2302	GESTION DES SOLS > C (INFRA)	5	t.m.	-	\$

DTNP-3A : GAZONNEMENT

IP-3A-1101	GAZON EN PLAQUES POUR TERRAIN STANDARD	84	m ²	-	\$
------------	--	----	----------------	---	----

DTNP-5A : APPORT DE TERRE DE CULTURE

IP-5A-1102	TERRE DE CULTURE POUR FOSSE D'ARBRE	65	m ³	-	\$
II-TS-3004	PAILLIS DE COPEAUX RAMEAUX	13	m ²	-	\$
II-TS-3007	CADRE AJUSTABLE ET GRILLE DE PUISARD DE RUE À NIVELER	1	unité	-	\$
II-TS-3008	MARQUAGE DE LA CHAUSSEE.	1	global	-	\$
IP-TS-5001	SUBSTRAT DE BIORÉTENTION (TERRE DE CULTURE MÉLANGE NO 1)	30	m ³	-	\$

TOTAL - SECTION 02 (AVANT TAXES) :

(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)

- \$

**SECTION 03 – CONSTRUCTION D'UN TROTTOIR SUR L'AVENUE J-P-CARDINAL
À L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD.**
VOIR PLANS 1137-07 – NUMÉRO DE PROJET SUM_MNT23-0403

DTNI-1A : TRAVAUX DE CONDUITES D'EAU POTABLE ET CONDUITES D'ÉGOUT

II-1A-15406 SECTION DE PUISARD À REMPLACER	1	m.l.		-	\$
--	---	------	--	---	----

DTNI-3A : TRAVAUX DE TROTTOIR, BORDURE, TERRE-PLEIN CENTRAL, ÎLOT ET MURET DE SOUTÈNEMENT

II-3A-1101 TROTTOIR MONOLITHE EN BÉTON	540	m ²		-	\$
--	-----	----------------	--	---	----

II-3A-1102 TROTTOIR BOULEVARD EN BÉTON	20	m ²		-	\$
--	----	----------------	--	---	----

II-3A-1201 TREILLIS MÉTALLIQUE	20	m ²		-	\$
--------------------------------	----	----------------	--	---	----

II-3A-1202 PLAQUES PODOTACTILES	4	m.l.		-	\$
---------------------------------	---	------	--	---	----

II-3A-2101 BORDURE EN BÉTON	10	m.l.		-	\$
-----------------------------	----	------	--	---	----

II-3A-7102 BANDE EN RIVE EN ENROBÉ AVEC TRAFIC LOURD	20	m ²		-	\$
--	----	----------------	--	---	----

II-3A-7104 NIVELLEMENT DE PAVÉS ET DALLES DE BÉTON EXISTANTS	10	m ²		-	\$
--	----	----------------	--	---	----

II-3A-7204 RÉPARATION DE COURS D'EAU – CHAUSSEE SOUPLE AVEC TRAFIC LOURD	210	m ²		-	\$
--	-----	----------------	--	---	----

DTNI-3B : TRAVAUX DE CHAUSSEE

II-3B-4102 RÉFECTION DE COUPE - CHAUSSEE SOUPLE AVEC TRAFIC LOURD	12	m ²		-	\$
---	----	----------------	--	---	----

II-3B-8201 NETTOYAGE DE STRUCTURES EXISTANTES	1	global		-	\$
---	---	--------	--	---	----

DTNI-7A : GESTION DES DÉBLAIS ET TRAVAUX DE RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE

II-7A-2301 GESTION DES SOLS B-C (INFRA)	5	t.m.		-	\$
---	---	------	--	---	----

II-7A-2302 GESTION DES SOLS > C (INFRA)	5	t.m.		-	\$
---	---	------	--	---	----

DTNP-3A : GAZONNEMENT

IP-3A-1101 GAZON EN PLAQUES POUR TERRAIN STANDARD	210	m ²		-	\$
---	-----	----------------	--	---	----

DTNP-5A : APPORT DE TERRE DE CULTURE

II-TS-3008 MARQUAGE DE LA CHAUSSEE.	1	global		-	\$
-------------------------------------	---	--------	--	---	----

TOTAL - SECTION 03 (AVANT TAXES) :				-	\$
(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)				-	\$

**SECTION 04 – AMÉNAGEMENT GÉOMÉTRIQUE ET CONSTRUCTION D'AVANCÉES DE TROTTOIR À L'INTERSECTION :
DE LA RUE SABREVOIS ET DE L'AVENUE DE BRUXELLES, DE LA RUE SABREVOIS ET DE L'AVENUE DE ROME, DE LA
RUE FLEURY ET DE L'AVENUE DE BRUXELLES AINSI QUE, DE LA RUE FLEURY ET DE L'AVENUE DE ROME**

VOIR PLANS 1137-01 – 1137-02 – 1137-03 – 1137-04 – NUMÉRO DE PROJET SUM_MNT23-0404

DTNI-1A : TRAVAUX DE CONDUITES D'EAU POTABLE ET CONDUITES D'ÉGOUT

II-1A-6303 NIVELLEMENT DE BOUCHE À CLÉ DE VANNE EXISTANTE	3	unité	-	\$
II-1A-15406 SECTION DE PUISARD À REMPLACER	4	m.l.	-	\$
II-1A-15505 CADRE FIXE ET GRILLE EN DÔME	14	unité	-	\$
II-1A-16403 SECTION DE CHEMINÉE DE REGARD À REMPLACER	3	m.l.	-	\$

**DTNI-3A : TRAVAUX DE TROTTOIR, BORDURE, TERRE-PLEIN CENTRAL, ÎLOT ET
MURET DE SOUTÈNEMENT**

II-3A-1101 TROTTOIR MONOLITHE EN BÉTON	810	m ²	-	\$
II-3A-1102 TROTTOIR BOULEVARD EN BÉTON	35	m ²	-	\$
II-3A-1201 TREILLIS MÉTALLIQUE	245	m ²	-	\$
II-3A-1202 PLAQUES PODOTACTILES	40	m.l.	-	\$
II-3A-2101 BORDURE EN BÉTON	2	m.l.	-	\$
II-3A-2102 BORDURE EN BÉTON ARMÉ 300 MM DE LARGEUR	124	m.l.	-	\$
II-3A-6101 MARCHES EN BÉTON	1	m ²	-	\$
II-3A-7102 BANDE EN RIVE EN ENROBÉ AVEC TRAFIC LOURD	40	m ²	-	\$
II-3A-7104 NIVELLEMENT DE PAVÉS ET DALLES DE BÉTON EXISTANTS	35	m ²	-	\$
II-3A-7204 RÉPARATION DE COURS D'EAU – CHAUSSEE SOUPLE AVEC TRAFIC LOURD	270	m ²	-	\$

AVANCÉES DE TROTTOIR DRAINANTES

(DNI-3A-521 / DNI-3A-540 / DNI-3A-552 / DNI-3A-562 / DNI-3A-563)

II-3A-8201 GÉOTEXTILE ANTI MAUVAISES-HERBES	246	m ²	-	\$
II-3A-8202 GÉOCOMPOSITE POUR INFRASTRUCTURE VERTE DRAINANTE	246	m ²	-	\$
II-3A-8301 EXCAVATION POUR INFRASTRUCTURE VERTE DRAINANTE, FOSSE D'ARBRE OU FOSSE DE PLANTATION	180	m ³	-	\$
II-3A-8501 PIERRE DE RIVIÈRE	81	m ²	-	\$

DTNI-3B : TRAVAUX DE CHAUSSEE

II-3B-4102 RÉFECTION DE COUPE - CHAUSSEE SOUPLE AVEC TRAFIC LOURD	3	m ²	-	\$
II-3B-6104 PLANAGE DE CHAUSSEE SUR 40 MM D'ÉPAISSEUR	3	m ²	-	\$
II-3B-8201 NETTOYAGE DE STRUCTURES EXISTANTES	1	global	-	\$

**DTNI-7A : GESTION DES DÉBLAIS ET TRAVAUX DE RÉHABILITATION
ENVIRONNEMENTALE**

II-7A-2301 GESTION DES SOLS B-C (INFRA)	5	t.m.	-	\$
II-7A-2302 GESTION DES SOLS > C (INFRA)	5	t.m.	-	\$

DTNP-3A : GAZONNEMENT

IP-3A-1101	GAZON EN PLAQUES POUR TERRAIN STANDARD	45	m ²		-	\$
------------	--	----	----------------	--	---	----

DTNP-5A : APPORT DE TERRE DE CULTURE

II-TS-3004	PAILLIS DE COPEAUX RAMEAUX	81	m ²		-	\$
------------	----------------------------	----	----------------	--	---	----

II-TS-3007	CADRE AJUSTABLE ET GRILLE DE PUISARD DE RUE À NIVELER	3	unité		-	\$
------------	--	---	-------	--	---	----

II-TS-3008	MARQUAGE DE LA CHAUSSÉE	1	global		-	\$
------------	-------------------------	---	--------	--	---	----

IP-TS-5001	SUBSTRAT DE BIORÉTENTION (TERRE DE CULTURE MÉLANGE NO 1)	180	m ³		-	\$
------------	---	-----	----------------	--	---	----

TOTAL - SECTION 04 (AVANT TAXES) :

(montant à reporter à la section B - Résumé du bordereau de soumission)					-	\$
--	--	--	--	--	---	----

Les quantités apparaissant au Formulaire de soumission sont approximatives. Si, pour quelque raison que ce soit, la quantité des travaux vient à être diminuée ou augmentée, l'Entrepreneur ne pourra de ce chef lever aucune réclamation en dommages ou en pertes de profit.

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charlevoix
Montréal (Québec) H1H 5R5

SECTION V
DOCUMENTS
TECHNIQUES
NORMALISÉS

Appel d'offres public
N° 1137
Exécution de travaux
14_cahier_charges_20210830

SECTION V

DOCUMENTS TECHNIQUES NORMALISÉS

Section à NE PAS retourner

DOCUMENTS TECHNIQUES NORMALISÉS

Description du document technique normalisé	Nombre de pages
DOCUMENTS LÉGAUX – FORMULAIRES EXÉCUTABLES – ANNEXE B « CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT » (90 JOURS VALIDITÉ)» (6 MAI 2019) (3 PAGES)	3
DOCUMENTS LÉGAUX – FORMULAIRES EXÉCUTABLES – ANNEXE C « LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE IRRÉVOCABLE ET INCONDITIONNELLE » (30 AOÛT 2016) (2 PAGES)	2
DOCUMENTS LÉGAUX – FORMULAIRES EXÉCUTABLES – ANNEXE D « FORMULAIRE D'ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC » (4 JUILLET 2016) (1 PAGE)	1
DOCUMENTS LÉGAUX – FORMULAIRES EXÉCUTABLES – ANNEXE H « LETTRE D'INTENTION D'ASSURER UN SOUMISSIONNAIRE » (18 JUIN 2018) (2 PAGES)	2
Document technique normalisé infrastructures DTNI-1A « Travaux de conduites d'eau potable et de conduites d'égout » (18 octobre 2022) (400 pages)	400
Document technique normalisé infrastructures DTNI-3A « Travaux de trottoir, bordure, terre-plein central, îlot et muret de soutènement » (11 septembre 2023) (155 pages)	155
Document technique normalisé infrastructures DTNI-3B « Travaux de chaussée » (11 septembre 2023) (145 pages)	145
Document technique normalisé infrastructures DTNI-3C « Mise en œuvre des pavés et des dalles en béton ou en pierre naturelle sur lit de pose granulaire » (11 septembre 2023) (31 pages)	31
Document technique normalisé infrastructures DTNI-4A « Travaux de structures et de massifs de conduites » (11 septembre 2023) (65 pages)	65
Document technique normalisé infrastructures DTNI-7A « Gestion des déblais et de l'eau, et travaux de réhabilitation environnementale » (11 septembre 2023) (32 pages)	32
Document technique normalisé infrastructures DTNI-8A « Maintien et gestion de la mobilité » (11 septembre 2023) (86 pages)	86
Document technique normalisé infrastructures DTNI-10A « Béton normal – Résistance à la compression de moins de 55 MPa » (11 septembre 2023) (25 pages)	25
Document technique normalisé infrastructures DTNI-10B, « Enrobés à chaud » (11 septembre 2023) (23 pages)	23
Document technique normalisé infrastructure DTNI-10C, « Granulats pour fondation, assise et remblai » (3 août 2020) (20 pages)	20
Document technique normalisé infrastructures DTNI-10D, « Matériaux granulaires de recyclage destinés aux travaux routiers » (10 janvier 2022) (17 pages)	17
Document technique normalisé infrastructures DTNI-10E, « Remblai sans retrait » (4 octobre 2021) (14 pages)	14
Document technique normalisé infrastructures DTNI-11A « Répertoire des prix unitaires pour les travaux d'infrastructures » (11 septembre 2023) (41 pages)	41
Document technique normalisé infrastructures DTNI-11B « Taux horaires d'équipement, de machinerie et de main-d'œuvre » (11 septembre 2023) (10 pages)	10
Document technique normalisé infrastructures DTNI-12A « Guide – Plans de localisation des infrastructures » (11 septembre 2023) (114 pages)	114
Document technique normalisé parcs DTNP-1A « Travaux de démolition, d'enlèvement et de récupération » (4 octobre 2021) (20 pages)	20
Document technique normalisé parcs DTNP-1B « Protection des végétaux » (11 septembre 2023) (34 pages)	34
Document technique normalisé parcs DTNP-2A « Travaux d'excavation, de remblayage et de terrassement » (4 octobre 2021) (16 pages)	16
Document technique normalisé parcs DTNP-3A « Travaux de gazonnement » (4 octobre 2021) (19 pages)	19
Document technique normalisé parcs DTNP-3B « Travaux d'ensemencement » (4 octobre 2021) (19 pages)	19
Document technique normalisé parcs DTNP-5A « Apport de terre de culture » (4 octobre 2021) (20 pages)	20

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charlevoix
Montréal (Québec) H1H 5R5

SECTION VI
ANNEXES

Appel d'offres public
N° 1137
Exécution de travaux
14_cahier_charges_20210830

SECTION VI **ANNEXES**

1. Liste de rappel des documents à joindre à la soumission

Section à NE PAS retourner

Liste de rappel des documents à joindre à la soumission et des exigences

(Ne pas retourner ce document avec la soumission)

Titre de l'appel d'offres : Travaux de construction des dos d'âne, des avancées de trottoir et des fosses de plantation ainsi que des sections de trottoirs sur diverses rues de l'arrondissement de Montréal-Nord.

Numéro de l'appel d'offres : 1137

Date d'ouverture des soumissions :

REF. IAS	EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES		LISTE DE CONTRÔLE (à compléter par le Soumissionnaire)
	DOCUMENTS À JOINDRE À LA SOUMISSION	REQUIS	
2.6.1	La Soumission est complétée sur le Formulaire de soumission de la Ville (section IV)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.10.1	Garantie de soumission d'au moins 10 % du montant total de la soumission (incluant les taxes) Si le total de la soumission est < 500 000 \$ (incluant les taxes) sous forme de : 1. Chèque visé; 2. Cautionnement de soumission (Annexe B du CCAG); 3. Lettre de garantie bancaire irrévocable (Annexe C du CCAG). Si le total de la soumission est >= à 500 000 \$ (incluant les taxes) sous forme de : Cautionnement de soumission qui inclut lettre d'engagement à fournir des cautionnements d'exécution et de paiement de la main d'œuvre, des matériaux et services (Annexe B du CCAG).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.10.2	Lettre d'intention d'assurer un Soumissionnaire (Annexe H du CCAG)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.1	L'autorisation de contracter délivrée par l'AMP, valide ou accusé réception de l'AMP qui confirme la demande de renouvellement de l'autorisation. (Par le Soumissionnaire) Sous-traitant lorsqu'une exigence spécifique d'admissibilité est demandée au CCAS).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.4	La Licence d'Entrepreneur appropriée, valide et sans restriction émise par la Régie du Bâtiment du Québec (selon la nature des travaux).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.5	Attestation Revenu Québec (si établissement au Québec); ou Formulaire Absence d'établissement au Québec (Annexe D du CCAG)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.13	Annexe S « Charte de la langue française » du CCAG complétée et, le cas échéant, document appuyant le statut à l'OQLF, pour tout Soumissionnaire ayant ou non un établissement permanent au Québec	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
REF. CCAS	Autres documents à joindre à votre appel d'offres :		
	Formulaire « Expérience du soumissionnaire ». (si inclut dans le CCAS)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Liste des sous-contractants	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Liste d'équipement et outillage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

RAPPEL DES EXIGENCES GÉNÉRALES

RÉF. IAS	EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES		LISTE DE CONTRÔLE (à compléter par le Soumissionnaire)
	EXIGENCES GÉNÉRALES	REQUIS	
2.1	Le Soumissionnaire s'est procuré les documents d'appel d'offres sur le SEAO avec le même NEQ que celui indiqué au Formulaire de Soumission.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.3.5	Avoir participé à la visite supervisée des lieux.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.6.1 2.6.2	La Soumission est complétée sur le Formulaire de soumission de la Ville et contient toutes les informations demandées par la Ville, et est présentée selon les exigences de la Ville.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.6.3	Les ratures faites sur le « Formulaire de Soumission » sont paraphées par le signataire de la Soumission, le cas échéant.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.6.4	Déposer un original et le nombre requis d'exemplaires de la Soumission selon le/les formats demandés.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.6.5	Le Soumissionnaire a inscrit dans le Formulaire de Soumission, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ). LE NEQ doit être le même que celui avec lequel les documents ont été achetés sur le SEAO.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.7	Le Formulaire de soumission est dûment signé. Le signataire du Formulaire de soumission est réputé être dûment autorisé à signer la Soumission.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.8	Déposer physiquement la soumission à l'endroit prévu et avant la date et l'heure fixée pour l'ouverture des soumissions dans l'avis public d'appel d'offres.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.3	Ne pas être inscrit sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.5	Le Soumissionnaire détient une attestation valide délivrée par Revenu Québec (si établissement au Québec).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.11.5	Tout Soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec, ou qui n'exerce aucune activité ou qui n'exploite pas une entreprise doit, en lieu et place d'une attestation de Revenu Québec, remplir et signer l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » du CCAG lorsqu'un accord de libéralisation des marchés est applicable.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

RÉF. IAS	EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES	REQUIS	LISTE DE CONTRÔLE (à compléter par le Soumissionnaire)
2.12	S'engage à respecter le Règlement de la gestion contractuelle. Ne pas être sur le Registre des personnes inadmissibles à soumissionner en vertu du Règlement de gestion contractuelle.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.2	La Soumission déposée n'est pas présentée par un consortium.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.8.4.1 3.8.4.2	Le montant global pour l'item Assurances, garanties et frais généraux de Chantier n'excède pas sept pour cent (7%) de la valeur totale de la valeur de la Soumission avant les taxes.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.8.3	S'assurer que dans la Soumission, chaque élément du bordereau de soumission de la section C du Formulaire de soumission est complété (s'assurer qu'aucun prix unitaire n'a été omis).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2. Liste des sous-contractants

Document à retourner

[illegible]

(1) Joindre une copie de la licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec

(2) Joindre une copie de l'autorisation de contracter délivrée par l'AMP - Décret 1049-2013 et décret 795-2014

3. FORMULAIRE « ÉQUIPEMENT ET OUTILLAGE »

LISTE D'EQUIPEMENT ET OUTILLAGE

(article « Liste d'équipement et outillage » du cahier des clauses administratives spéciales)

Les équipements suivants seront utilisés pour l'exécution du contrat. Le contrat de location de l'équipement loué doit accompagner la présente.

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____
6. _____
7. _____
8. _____
9. _____
10. _____
11. _____
12. _____

Note : Annexer d'autre(s) feuille(s), si nécessaire.

Nom (en caractère d'imprimerie)

Signature

Date

4. GABARIT D'ÉTIQUETTE DE RETOUR

Attention : veuillez utiliser le gabarit suivant pour identifier votre enveloppe de retour

Nom et adresse du soumissionnaire

Titre de l'appel d'offres :	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES DOS D'ÂNE, DES AVANCÉES DE TROTTOIR ET DES FOSSES DE PLANTATION AINSI QUE DES SECTIONS DE TROTTOIRS SUR DIVERSES RUES DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD.	
Date et heure d'ouverture :	Le 20 décembre 2023	à 11h00
N° d'appel d'offres :	<u>1137</u>	
N° SEAO :	1778404	

Cette Soumission, pour être valablement reçue, doit se trouver physiquement entre les mains du greffier de la Ville ou tout autre représentant désigné, à l'adresse ci-dessous mentionnée, avant l'heure et la date d'ouverture des soumissions. Cette soumission sera ouverte immédiatement après par le greffier de la Ville ou un représentant désigné.

À M. Marc-Aurèle Aplogan, secrétaire d'arrondissement
Direction des services administratifs

4243, rue de Charleroi
Montréal-Nord (QC) H1H 5R5

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charlevoix
Montréal (Québec) H1H 5R5

SECTION VII
DOCUMENTS
TECHNIQUES
SPÉCIALES

Appel d'offres public
N° **1137**
Exécution de travaux
14_cahier_charges_20210830

SECTION VII

DOCUMENTS TECHNIQUES SPÉCIALES

Section à NE PAS retourner

Arrondissement de Montréal-Nord Direction des services administratifs 4243, rue de Charlevoix Montréal (Québec) H1H 5R5	SECTION VII DOCUMENTS TECHNIQUES SPÉCIALES	Appel d'offres public N° 1137 Exécution de travaux 14_cahier_charges_20210830
--	--	---

Table des matières

DOCUMENTS TECHNIQUES SPÉCIALES :
(en pièce détachée)

DEVIS TECHNIQUE SPÉCIAL INFRASTRUCTURES DTSI-V :
DTSI-V : TRAVAUX DE VOIRIE 10 pages

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des services administratifs
4243, rue de Charlevoix
Montréal (Québec) H1H 5R5

SECTION VIII
LISTE DES PLANS

Appel d'offres public
N° **1137**
Exécution de travaux
14_cahier_charges_20210830

SECTION VIII

LISTE DES PLANS

Section à NE PAS retourner

Liste des plans

(en porte documents)

1. CIVIL

- 1137-01 – Aménagement géométrique et construction d'avancées de trottoir
 à l'intersection de la rue Sabrevois et de l'avenue de Bruxelles.....1 page
- 1137-02 – Aménagement géométrique et construction d'avancées de trottoir
 à l'intersection de la rue Sabrevois et de l'avenue de Rome.....1 page
- 1137-03 – Aménagement géométrique et construction d'avancées de trottoir
 à l'intersection de la rue Fleury et de l'avenue de Bruxelles.....1 page
- 1137-04 – Aménagement géométrique et construction d'avancées de trottoir
 à l'intersection de la rue Fleury et de l'avenue de Rome.....1 page
- 1137-05 – Aménagement d'un dos d'âne et construction d'une avancée de trottoir
 sur le boulevard Ste-Gertrude1 page
- 1137-06 – Aménagement géométrique et construction d'avancées de trottoir
 à l'intersection du boulevard Ste-Gertrude et de la rue Perras1 page
- 1137-07 – Construction d'un trottoir sur l'avenue J-P-Cardinal.....1 page

FIN DE LA LISTE DES PLANS